



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUIN 2013

Compte rendu

L'an deux mille treize et le vingt-six juin à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

MM B. ABBOU, H. ALLOUCHE, F. ANDREU, F. ARAGON, M. ASLANIAN, T. AUFRANC, Mmes A. BENOARGHA JAFFIOL, F. BERGER, N. BIGAS, S. BONIFACE-PASCAL, MM P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, MM R. CAIZERGUES, R. CALVAT, Mmes T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. CASSAR, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, MM P. COMBETTES, M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, MM J.-L. GELY, L. JAOU, B. JEAN, R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, MM M. LANDIER, J.-M. LEGOUGE, M. LEVITA, J.-M. LUSSERT, R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, MM H. MARTIN, J. MARTIN, J. MARTINIER, P. MAUREL, J.-L. MEISSONNIER, C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, MM C. MORALES, J.-P. MOURE, A. MOYNIER, G. PASTOR, L. POUGET, C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, MM R. SUBRA, C. SUDRES, P. THINES, J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, MM F. TSITSONIS, C. VALETTE, A. ZYLBERMAN, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. T. DEWINTRE, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD, M. B. FLACHER suppléant de M. R. REVOL, M. P. POITEVIN suppléant de M. N. SEGURA.

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à M. M. FRAYSSE, M. J.F. AUDRIN à M. A. MOYNIER, M. A. BARRANDON à M. P. COMBETTES, Mme E. BECCARIA à Mme N. BIGAS, Mme A. BENEZECH à Mme S. BONIFACE-PASCAL, Mme S. BLANPIED à Mme H. MANDROUX, Mme M. COUVERT à Mme C. LABROUSSE, Mme P. DANAN à Mme H. QVISTGAARD, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. M. DELAFOSSE, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, M. S. FLEURENCE à M. R. SUBRA, M. M. GERVAIS à M. J. MARTINIER, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. Y. PELLET à M. G. PASTOR, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. P. VIGNAL à M. C. MORALES.

Excusés :

Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL

Absents :

Mme M. CASTRE, MM J.-P. COULET, M. LENTHERIC, Mme N. MIRAUI

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 84 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU JEUDI 23 MAI 2013

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du jeudi 23 mai 2013.

Le procès-verbal de la séance du jeudi 23 mai 2013 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2013-2 - 23/05/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2535GD11 de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de la plateforme de compostage de Grammont

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2535GD11 de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de la plateforme de compostage de Grammont est conclu avec la société SETEC NOVAE. Cet avenant a pour but de fixer le montant

prévisionnel des travaux de réhabilitation de la plateforme de compostage de Grammont sur lequel le maître d'œuvre s'engage et, par voie de conséquence, le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. Le montant prévisionnel initial des travaux était de 640 000€H.T. Le nouveau montant prévisionnel des travaux, sur lequel le maître d'œuvre s'engage, s'élève à 813 642.26 € H.T. L'augmentation constatée s'explique principalement par la création d'une voirie nouvelle demandée par la Ville de Montpellier en accès à la plate forme et l'augmentation du volume des bassins d'orage. Le taux de rémunération du maître d'œuvre, initialement fixé à 5,7%, est ramené à 5,51% du montant prévisionnel des travaux. Le forfait de rémunération du maître d'œuvre évolue ainsi de 36 475 € H.T à 44 800 € H.T.

N°D2013-81 - 21/05/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative au marché n°3177DE12 d'élaboration d'un Schéma d'Accueil des Entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec la Société CMN Partners. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois. Le montant du marché s'élève à 61 275,00 € H.T. La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite s'appuyer sur un Schéma d'Accueil des Entreprises pour mettre en cohérence l'ensemble des politiques d'aménagement et de développement économique concourant au développement de l'offre foncière et immobilière, de sorte à permettre leur adéquation avec les besoins des entreprises.

N°D2013-118 - 30/04/13 - Direction des Sports

Décision relative à une convention de mise à disposition des piscines communautaires aux diverses associations - Saison 2013-2014

Objet : Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attribution des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines communautaires, est conclue nominativement par association. L'occupation est conclue à titre payant, conformément à la tarification en vigueur. La durée de cette décision couvrira la saison sportive 2013-2014.

N°D2013-160 - 26/04/13 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre n°2462EA11 pour la desserte en eau potable et en assainissement des eaux usées du secteur Caubel, Commune de Montferrier-sur-Lez

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2462EA11 de maîtrise d'œuvre est passé avec INFRAMED. Cet avenant concerne l'établissement du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre suite à la validation du montant estimatif des travaux par la maîtrise d'ouvrage. Ce forfait tient compte des travaux supplémentaires demandés par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'optimiser l'organisation de la distribution de l'eau potable de la Commune. Le présent avenant s'élève à 8 670,00 € H.T.

N°D2013-178 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession des parcelles acquises dans le cadre de la réalisation de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles CO554, CO601, AA77 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles CO554, CO601, AA77 situées route de Nîmes et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-180 - 26/04/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un protocole transactionnel au marché de prestations intellectuelles n°1913DC08 de construction du musée de l'Histoire de la France en Algérie

Objet : Un protocole transactionnel relatif au marché n°1913DC08 d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à l'encadrement de la conception graphique et au suivi des productions multimédiales du MHFA est conclu avec le Cabinet Aubry et Guiguet, domicilié 13, rue Montlouis – 75 011 Paris. Ce protocole transactionnel est conclu aux fins de prise en compte de prestations complémentaires réalisées, non prévues dans les bases contractuelles du marché, et liées à la réalisation d'une nouvelle adaptation de l'avant projet sommaire et de l'avant projet définitif du projet. Ce protocole transactionnel, qui constate les concessions réciproques faites par chacune des parties, est conclu pour un montant forfaitaire ramené après négociation à 12 700 € H.T.

N°D2013-185 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles AR141, AR110, AR112, AR114 et AR116 avenue de l'Europe à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AR 141, AR 110, AR 112, AR 114 et AR 116 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-187 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles AR118, AR124, AR126, AR127 et AR143 avenue de l'Europe à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AR 118, AR 124, AR 126, AR 127 et AR 143 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-188 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles AR149, AR102, AR167, AR168 et AR138 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez,

des parcelles AR 102 située impasse des Violettes et AR 149, AR 167, AR 168 et AR 138 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-193 - 03/05/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3248DS13 de réfection de la pelouse du stade de la Mosson à Montpellier

Objet : Un marché n°3248DS13 est passé avec le groupement d'entreprises solidaire MEDITERRANEE ENVIRONNEMENT et SPORT MEDITERRANEE ENTRETIEN sis à Ollioules (83). Il concerne la réfection de la pelouse du stade de la Mosson à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification et dure 2 semaines. Le montant du marché est de 109 568, 50 € H.T. pour la solution de base et 32 800 € H.T. pour la prestation supplémentaire n°2 soit un montant global de 142 368,50 € H.T.

N°D2013-196 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles AY247, AY249, AY201, AY205 et AY255 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AY 247, Route de Nîmes, AY 249, 50 rue des Anémones, AY 201, AY 205 et AY 255 situées avenue de l'Europe à Castelnau le Lez et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-197 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles AY27, AY213, AY219, AY194 et AY221 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AY 27, AY 213, AY 219 AY 194 et AY 221 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-198 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles AY287, BA175, BA120, BA121 et BA220 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau-le-Lez, des parcelles AY 287 située route de la Pompignane, BA 175 située avenue de la Galine et BA 121, BA 120 et BA 220 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-199 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles BA225, BA244, BA242, BA249 et BA247 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles BA 225, BA 244, BA 242, situées rue du Prado, et BA 249 et BA 247 situées place Charles de Gaulle, non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-201 - 25/04/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un contrat de cession des droits d'exploitation d'un spectacle avec l'association Musique, Conte, Etc ... Productions

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec l'Association Musique, Conte, Etc... Productions (MCE Productions), sise à Marseille. Ce marché concerne la représentation du spectacle « Nectars – Voyage dans la Mythologie : au gré des vents », avec Fabien Bages, conteur, et Yves Masson, musicien, au musée Henri Prades, le samedi 18 mai 2013 dans le cadre de la Nuit des musées. Cette prestation se compose de trois interventions de 45 minutes chacune, réalisées entre 19h et 23h30, le 18 mai 2013. Le marché prend effet à compter de sa signature et se terminera le 18 mai 2013. Le montant du marché s'élève à 1 100 € T.T.C.

N°D2013-203 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles CN230, CN228, CO141, CO119 et CO564 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles CN 230, CO 141 et CO 119, situées avenue de l'Europe, CN 228, située rue Notre Dame, et CO 564, située rue de Picardie et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-210 - 26/04/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°3193DC13 d'analyse prospective de l'organisation des musées de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°3193DC13 de prestations intellectuelles est passé avec l'Agence ABCD sise à Paris. Ce marché concerne la réalisation d'une mission d'analyse prospective de l'organisation des musées de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 12 mois. Le montant estimatif du marché s'élève à 55 000 € H.T

N°D2013-213 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles CP182, CP180 et CP134 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez,

des parcelles CP 182, CP 180 et CP 134 situées avenue de l'Aube Rouge et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-215 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles AA1, AA72, AA86, AA93 et CO556 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau-le-Lez, des parcelles AA 1, AA 72, AA 86, AA 93 et CO 556 situées route de Nîmes et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-218 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles AS 226, AS 259, AS 262, AR 100 et AR 147 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AS 226, Impasse de Géraniums, AS 259, AS 262, AR 100 et AR 147 et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, situées avenue de l'Europe, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-219 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles AS231, AS215, AS217, AS219 et AS206 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AS 231, AS 215, AS 217, AS 219 et AS 206 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-220 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles AY251, AY253, AY257, AY207 et AY211 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AY 251 et AY 253, situées allée du Stade, et AY 257, AY 207 et AY 211 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-222 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles BA210, BA228, BA214, BA212 et AY245 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles BA 210 située avenue de la Galine, BA 228, BA 214, BA 212 et AY 245 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-223 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles AY289, AY291, AY293, AY295 et AY297 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AY 289, AY 291, AY 293, AY 295 et AY 297 situées route de la Pompignane et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-224 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles CL396, CL394, AS221, AS209 et AS236 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles CL 396, CL 394, AS 221, AS 209 et AS 236 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

N°D2013-225 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2^{ème} ligne de tramway - Parcelles CO562, CO584, CO585, CO557 et CO570 à Castelnau le Lez

Objet : La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles CO 562, CO 584, CO 585 et CO 557 situées rue de Picardie et CO 570 située rue du Languedoc à Castelnau le Lez et non utilisées par l'opération tramway 2^{ème} ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

D2013-230 - 15/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché pour la mise en place d'un point d'alerte et de premiers secours pendant la Fête de l'Antiquité 2013 au Site archéologique Lattara, musée Henri Prades

Objet : Un marché de prestation de services est passé avec la Croix-Rouge Française de l'Hérault. Ce marché concerne la mise en place d'un point d'alerte et de premiers secours pendant la Fête de l'Antiquité, qui aura lieu au Site archéologique Lattara, musée Henri Prades, les 15 et 16 juin 2013, de 14 heures à 19 heures. Le marché prend effet à compter de notification, sa durée n'excédant pas les dates et heure prévues de fin de la manifestation. Le montant du marché s'élève à 365 € T.T.C.

N°D2013-231 - 30/04/13 - Direction de la Communication

Décision relative à une convention pour l'emprunt d'œuvres à deux artistes locaux et l'exposition de ces

œuvres sur le stand de Montpellier Agglomération au Salon Habitat Sud 2013

Objet : Deux conventions sont passées, l'une avec M. Jean-Pierre DUPIN, sculpteur sur acier, et la seconde avec STANKER, représenté par M. François ROYER, artiste éco-designer, pour le prêt de trois œuvres de chaque artiste. Les œuvres prêtées seront exposées sur le stand de Montpellier Agglomération au salon Habitat Sud se tenant au Parc des Expositions de Montpellier, Hall 12, du jeudi 4 avril au dimanche 7 avril 2013. Leur installation aura lieu le mercredi 3 avril entre 15 et 19h et leur démontage et enlèvement auront lieu le dimanche 7 avril entre 19h et 20h. Les conventions prennent effet dès leur signature. Les œuvres sont prêtées pour une durée de 4 jours. Le prêt de ces œuvres artistiques est conclu à titre gracieux. Les frais de transport et les frais d'assurance de ces œuvres pour leur transport, installation et démontage, sont à la charge de chacun des deux artistes. Les frais d'assurance tous risques de ces œuvres pour leur exposition est à la charge de Montpellier Agglomération.

N°D2013-232 - 21/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°3267DC13 de mise en conformité de l'installation de désenfumage de l'Ecolothèque

Objet : Un marché n°3267DC13 de mise en conformité des installations de désenfumage de l'écolothèque est passé avec l'entreprise SM SYSTEMES sis à Frontignan. Ce marché concerne la réalisation des travaux de mise en conformité des installations de désenfumage de l'écolothèque. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 semaines. Le montant du marché s'élève à 15 291,44 € H.T.

N°D2013-233 - 29/04/13 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°3240MG13 de mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage d'accompagnement dans la démarche Cit'ergie

Objet : Un marché à bons de commande n°3240MG13 de mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage d'accompagnement dans la démarche Cit'ergie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la Ville de Montpellier est passé avec la Sarl eQuiNeo. Ce marché concerne le lancement, par la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier, de la démarche Cit'ergie. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans à compter de la date de sa notification. Le montant maximum du marché s'élève à 90 000 € H.T.

N°D2013-235 - 23/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de prestation de services pour la réalisation de reconstitutions historiques dans le cadre de la Fête de l'Antiquité au Site archéologique Lattara, musée Henri Prades

Objet : Un marché de prestations de services est passé avec l'association « Pax Augusta, Groupe gallo-romain de Lugdunum », 9 rue des Ecoles, 69580 SATHONAY CAMP. Ce marché concerne la présentation d'une reconstitution historique intitulée « Les guerriers de l'Epoque Républicaine » sur le site archéologique Lattara, les 15 et 16 juin 2013, de 10 heures à 19 heures, dans le cadre de la Fête de l'Antiquité. Le marché prend effet à compter de sa signature et se termine au plus tard le 17 juin 2013. Le montant du marché s'élève à 3 100 € T.T.C.

N°D2013-236 - 26/04/13 - Direction des Sports

Décision relative à un marché n°3294DS13 d'achat de matériel pédagogiques et petits équipements pour les activités aquatiques des piscines

Objet : Un marché à bons de commandes n°3294DS13 de fournitures de matériels pédagogiques et de petits équipements pour les activités nautiques des piscines de l'Agglomération de Montpellier est passé avec la société FUTURA PLAY sise à SAVERNE (67). Ce marché concerne la fourniture de matériels pédagogiques et de petits équipements pour les activités nautiques des piscines de l'Agglomération de Montpellier. Le marché prendra effet à compter de sa notification et prendra fin le 31 décembre 2013. Le montant du marché s'élève à 23 641,50 € H.T. avec un maximum de 44 000,00 € H.T.

N°D2013-237 - 30/05/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon - Parcelles cadastrées section RN n°20 - 21 - 6 - 7 - 10 - 25 - 35 - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L.142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, les parcelles cadastrées section RN n° 20, 6, 7, 10, 25 et 35, Lieu dit « Valdau » et la parcelle cadastrée section RN n°21, lieu dit « mas des Oliviers » - Commune de Montpellier, pour une contenance cadastrale totale de 9 ha 90 a 02 ca. La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'un an. La convention de mise à disposition est consentie à titre gratuit en contrepartie de quoi les locataires de la SAFER s'engagent à mettre en place le palissage (fils releveurs) sur l'ensemble des parcelles plantées en vigne.

N°D2013-239 - 02/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à la location du documentaire La cabale des oursins à la médiathèque FELLINI

Objet : Un contrat de location à titre payant pour un montant de 53,50 euros du documentaire "La cabale des oursins" est conclu avec la société Les Films D'Ici. Cette projection unique et non commerciale aura lieu le 11 avril 2013 à 18h à la médiathèque FELLINI.

N°D2013-242 - 25/04/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat de droits concernant la projection du documentaire Exil à Sedan à la médiathèque Fellini

Objet : Un contrat d'achat de droits pour la projection du film « Exil à Sedan » est conclu avec l'entreprise Doc&Film International. La projection de « Exil à Sedan » prendra effet le 12 avril 2013 à 18h00 à la médiathèque F. Fellini. Le montant des droits s'élève à 160,50 € T.T.C.

N°D2013-244 - 14/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt d'œuvres pour l'exposition Mémoire vagabonde et paysages intérieurs à la Médiathèque Aimé Césaire

Objet : Un contrat de prêt d'œuvres est conclu avec le Lycée Professionnel Agricole Honoré de Balzac de Castelnau le Lez dans le cadre de l'organisation de l'exposition "mémoire vagabonde et paysages intérieurs" à la médiathèque Césaire du 23 mai au 24 juin 2013. Ce contrat conclu à titre gratuit concerne le prêt de 26 carnets de voyage et 16 photographies réalisés par les élèves du Lycée.

N°D2013-249 - 26/04/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de fourniture d'une pompe à chaleur de secours pour l'Aquarium Mare Nostrum

Objet : Un marché de fourniture d'une pompe à chaleur de secours pour l'Aquarium Mare Nostrum est passé avec la société CARRIER. Ce marché concerne la réalisation de l'Aquarium Mare Nostrum du pôle ludique Odysseum à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai de livraison est fixé à 8 semaines. Le montant du marché s'élève à 61 449 € H.T.

N°D2013-253 - 30/05/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon - Parcelle CB n°3 - Commune de Lattes

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L.142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, la parcelle cadastrée section CB n°3, lieu dit « Font de la Banquière » - Commune de Lattes, pour une contenance cadastrale de 1 ha 97 a 21 ca. La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de trois ans résiliable annuellement sous conditions. La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle égale à 400 €.

N°D2013-254 - 06/05/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon - Parcelles n°AK 28 et 39 - Commune de Castelnau le Lez

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L.142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n° 462 800 574, les parcelles cadastrées section AK n°28 et 39, lieu dit « Le Grés » - Commune de Castelnau le Lez, pour une contenance cadastrale totale de 1 ha 41 a 67 ca. La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de trois ans résiliable annuellement sous conditions. La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle égale à 190€.

N°D2013-256 - 06/05/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon - Parcelles BE n°122, 34, 43, 116, 119 et BH n°103 - Commune de Montferrier-sur-Lez

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L.142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n° 462 800 574, parcelles cadastrées section BE n°122, 34, 43, 116, 119 et section BH n°103 – lieu dit « Les Vignasses », Commune de Montferrier-sur-Lez, pour une contenance cadastrale totale de 10 ha 60 a 87 ca. La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de trois ans résiliable annuellement sous conditions. La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle égale à 1060 €.

N°D2013-257 - 02/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat de droits concernant la projection du documentaire Dialing Diary à la médiathèque Fellini

Objet : Un contrat d'achat de droits pour la projection du film « Dialing-Diary » est conclu avec l'entreprise Sans Canal Fixe. La projection de « Dialing-Diary » prendra effet le 12 avril 2013 à 18h. Le montant du contrat s'élève à 30 €.

N°D2013-258 - 06/06/13 - Direction des Sports

Décision relative à un avenant au marché n°S12.03 entre la SAAM et la société Siragusa

Objet : Un avenant n°1 au marché n°S12.03 de prestations intellectuelles est passé avec le Cabinet SIRAGUSA, sis 1025 avenue Henri Becquerel, Parc Club du Millénaire, Bâtiment 4, 34000 Montpellier. Cet avenant concerne des relevés topographiques ainsi que la transformation de fichiers topographiques 3D pour l'opération de réhabilitation du Stade de la Mosson-Mondial 98 à Montpellier. Le prix global et forfaitaire de cet avenant s'élève à 930,40 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 16 030,40 €H.T.

N°D2013-261 - 10/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à l'association Machine Théâtre - Théâtre du Hangar

Objet : Une convention de mise à disposition temporaire est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Association Compagnie Machine Théâtre afin d'occuper temporairement le Théâtre du Hangar à Montpellier, afin d'y répéter un spectacle. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 13 mai au 16 juin 2013 inclus. Une convention fixe les modalités de cette occupation.

N°D2013-263 - 06/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de Monsieur Alexandre Hollan de l'une de ses œuvres : Le Grand Chêne de

Viols-le-Forts

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don fait par M. Hollan de l'une de ses œuvres, Le grand Chêne de Viols-le-Fort, dyptique, 2006, Acrylique sur toile, 180 x 180 cm. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-266 - 06/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise de deux œuvres de Geneviève Asse : Sans titre 1996 et la Porte entrouverte 1968

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don fait par la Fondation d'Entreprise de deux œuvres de Geneviève Asse : La porte entrouverte, huile sur toile, 97.5 cm x 146 cm ; ep. 2.5 cm et Sans titre 1996, huile sur toile, 165.5 cm x 200.5 cm ; ep. 4 cm. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-269 - 30/04/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société AVINEON pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société AVINEON pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux B2.21 à B2.23 et B2.30 pour une surface totale de 88,90 m² situés au 2^{ème} étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 88,90 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 1180,59 euros H.T.

N°D2013-271 - 30/04/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société IXENTO pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société IXENTO pour l'occupation du local répertorié bureau B1.4 d'une surface de 28,30 m² situé au 1^{er} étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 28,30 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 375,82 euros H.T.

N°D2013-276 - 30/04/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société SOLARWATT pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société SOLARWATT pour l'occupation du local répertorié bureau B1.3 d'une surface de 14,70 m² situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 14,70 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 195,21 euros H.T.

N°D2013-277 - 30/04/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition 'Histoire des jeux de société' par la médiathèque ZOLA pour CEMEA Languedoc-Roussillon

Objet : La CEMEA Languedoc-Roussillon a sollicité la médiathèque d'Agglomération Emile ZOLA pour le prêt de l'exposition "« Histoire des jeux de société ", organisée à l'espace Rabelais-Esplanade 34000-Montpellier le 12 avril 2013. Le prêt est consenti à titre gratuit.

N°D2013-285 - 30/04/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société MICE GROUPE pour l'occupation des locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société MICE GROUPE pour l'occupation du local répertorié bureau B0.26 d'une surface de 25,70 m² situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 25,70 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 341,29 euros H.T.

N°D2013-288 - 30/04/13 - Direction des Sports

Décision relative à une convention pour la mise à disposition de locaux du stade Yves du Manoir à la ville de Montpellier

Objet : Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la ville de Montpellier. Cette convention concerne la mise à disposition à la ville de Montpellier de certains locaux du stade Yves du Manoir. Cette convention prendra effet à compter du 17 juin 2013 jusqu'au 12 juillet 2013 inclus. Cette convention stipule que la mise à disposition de certains locaux du stade Yves du Manoir à la ville de Montpellier se fera à titre gratuit.

N°D2013-289 - 06/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du domaine public avec l'association Lattes Loisirs et Culture

Objet : Une convention de mise à disposition temporaire du domaine public est passée avec l'association Lattes Loisirs et Culture afin de lui permettre d'organiser pour ses adhérents des ateliers de réalisation de meubles en carton et d'encadrement artistique. Cette mise à disposition porte sur la cafétéria du musée Henri Prades, dont l'occupation sera autorisée tous les mardis de 11h30 à 17h30, hors vacances scolaires. La convention prend effet à

compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée d'un an, et est renouvelable par tacite reconduction, deux fois, à défaut de dénonciation par l'une des parties deux mois avant sa date d'expiration. L'occupation est consentie à titre gratuit.

N°D2013-290 - 29/05/13 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3304RI13 d'utilisation en mode hébergé et maintenance du logiciel EUDONET

Objet : Un marché n°3304RI13 d'utilisation en mode hébergé et de maintenance du logiciel EUDONET de gestion des contacts et des projets avec les entreprises est conclu avec la société EUDOWEB sise à Courbevoie. Ces prestations concernent le logiciel EUDONET utilisé par la Direction du Développement Economique et de l'Emploi. Ce marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois sans pouvoir excéder deux renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2015. Le montant annuel du marché est compris entre un minimum de 15 000 € H.T. et un maximum de 28 000 € H.T.

N°D2013-293 - 30/04/13 - Direction des Sports

Décision relative à une convention de mise à disposition de créneaux à la piscine olympique d'Antigone pour l'organisation d'un gala de natation synchronisée en faveur des restos du cœur

Objet : Une convention d'occupation de la piscine olympique d'Antigone est autorisée par la Communauté d'Agglomération au club "Montpellier natation Synchronisée", signataire de la convention en annexe. Elle concerne les espaces et installations nécessaires à l'organisation d'un gala de natation synchronisée. La recette sera collectée en faveur des restos du cœur de Montpellier. Cette occupation est consentie le samedi 19 mai 2013 de 17h à 19h. Compte tenu de l'intérêt général de la manifestation, l'occupation est autorisée à titre gratuit.

N°D2013-294 - 26/04/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative au marché n°3241GD13 d'achat de sacs bretelles en matériaux plastiques biodégradables pour la collecte des bios déchets des ménages

Objet : Un marché n°3241GD13 de fournitures courantes et services concernant l'achat de sacs bretelles en matériaux plastiques biodégradables pour la collecte des bios déchets des ménages, est passé avec la société ICS sise à La Couronne (16). Ce marché prend effet à sa notification pour une durée d'1 an. Le montant s'élève à 57 000,00 € H.T.

N°D2013-295 - 30/04/13 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2874T12 d'évolutions et maintien en condition opérationnelle d'un site web développé avec le CMS DRUPAL

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2874T12 concernant les évolutions et le maintien en conditions opérationnelles d'un site web développé avec le CMS (Content Management System) DRUPAL est conclu avec la société EBIZPRODUCTION sise à Marseille. Cet avenant prolonge le marché n°2874T12 d'une durée de 8 mois, soit du 27 avril 2013 au 26 décembre 2013.

N°D2013-296 - 06/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise d'une œuvre de Monsieur Stéphane Bordarier : Sans titre, 5 VII 2011

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de la Fondation d'Entreprise de l'œuvre de Monsieur Stéphane Bordarier, Sans Titre, 5 VII 2011, huile sur toile, diptyque 140 x 280 cm. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-297 - 15/05/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'attribution d'un mandat d'études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur Cannabe à Cournonterral

Objet : Un contrat est passé avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM). Ce contrat concerne un mandat d'études de faisabilité en vue de définir l'opportunité de la réalisation d'une opération d'aménagement à vocation économique sur le secteur « Cannabe » sur la Commune de Cournonterral, Le mandat d'étude est composé d'une tranche ferme regroupant les études de faisabilité environnementales et commerciales, d'une tranche conditionnelle comprenant l'élaboration du dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté ainsi que la conduite des procédures connexes. Le contrat prend effet à compter de sa notification.. La durée de la tranche ferme est fixée à 14 mois et la durée de la tranche conditionnelle est fixée à 12 mois. Le montant global du contrat s'élève à 85 500 € H.T. Il se décompose comme suit : 23 000 € H.T.en ce qui concerne les études, objet de la tranche ferme, 48 500 € H.T. en ce qui concerne l'exécution de la tranche conditionnelle, 5 000 € H.T. en ce qui concerne larémunération du mandataire pour la tranche ferme et 9 000 € H.T. en ce qui concerne la rémunération de mandataire pour la tranche conditionnelle.

N°D2013-298 - 06/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise de deux œuvres de Camille Descossy : Hommage à Zurbaràn, huile sur toile et Le Placard noir, huile sur toile

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de deux œuvres de Camille Descossy, Hommage à Zurbaràn, huile sur toile, 97 x 162 cm et Le Placard noir, huile sur toile, 196 x 130 cm. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-299 - 06/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise du Musée Fabre d'une œuvre de Pierre Soulages, Peinture 181 x 405 cm, Polyptyque.

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de la Fondation d'Entreprise de l'œuvre de Monsieur Pierre Soulages, Peinture 181 x 405 cm, Acrylique sur toile, polyptyque. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-300 - 06/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise d'un pot de monstre de l'atelier Pierre Favier Jeune

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de la Fondation d'Entreprise d'un Pot de monstre en faïence stannifère, décor de grand feu de l'atelier Pierre Favier Jeune. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-303 - 30/04/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice SARL VETEMENTS PIPITO

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête N°1301694-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 10 avril 2013 par la SARL VETEMENTS PIPITO tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la construction de la ligne n°3 du tramway.

N°D2013-305 - 30/04/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux et extension sur une surface complémentaire par la société ERNEO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société ERNEO pour une période de douze mois à compter du 1^{er} mai 2013, soit jusqu'au 30 avril 2014. Conformément à l'article II.2 de la convention initiale prévoyant l'extension des entreprises sur des surfaces libres au sein de la pépinière, la société ERNEO est autorisée, à partir du 1^{er} mai 2013, à étendre son activité sur une surface de 12 m² constituée par le module répertorié B6 au rez-de-chaussée de la pépinière Cap Alpha en zone jaune. A compter du 1^{er} mai 2013, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société ERNEO passe de 99 m² à 111 m² et la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société ERNEO pour la surface de 111 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 787,29 euros.

N°D2013-306 - 14/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un contrat de cession de spectacle chorégraphié - Musée Fabre - Compagnie Singulier Pluriel

Objet : Un contrat de cession pour le spectacle chorégraphié « Murmure d'Outrenoir » est conclu avec la Compagnie Singulier Pluriel. Le spectacle « Murmures d'Outrenoir » prendra effet le 18 mai 2013 au musée Fabre. Le montant du contrat s'élève à 4 000 € net.

N°D2013-307 - 26/04/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché complémentaire au marché de travaux n°2124T12 pour la réalisation de l'unité de méthanisation

Objet : Un marché complémentaire au marché n°2124T12.01 de travaux est conclu avec la société CMA titulaire du marché initial. Ce marché concerne la réalisation d'une passerelle complémentaire sous la galerie de liaison des halls 7 et 8. Le marché prend effet à compter de l'Ordre de Service de démarrage des prestations. Sa durée est de 2 mois. Le montant du marché s'élève à 37 995 € H.T.

N°D2013-308 - 06/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat de droits concernant la projection du film théâtral Les Anges D'IZIEU' à la Médiathèque Federico Fellini

Objet : Un contrat d'achat de droits d'un montant de 150 euros pour la projection du film théâtral « Les anges D'IZIEU » est conclu avec Unité Danse et Théâtre JONATHAN. La projection de « Les anges D'IZIEU » prendra effet le 7 mai 2013 à 16 h à la Médiathèque Federico Fellini.

N°D2013-309 - 30/04/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public passée avec les apiculteurs de la société INTEL pour l'installation d'un rucher sur le toit terrasse de Cap Oméga

Objet : Une convention d'occupation du Domaine public est conclue avec les apiculteurs de la société INTEL représentés par M. Samuel Ortiz, pour l'installation d'un rucher sur le toit terrasse de Cap Oméga. L'autorisation prend effet à compter de sa signature à titre précaire et révocable à tout moment par la Communauté d'Agglomération. Compte tenu de l'intérêt général que représente cette initiative et de son caractère précaire, l'autorisation est consentie à titre gratuit.

N°D2013-310 - 30/04/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation entre le projet KARYON au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Dans le cadre de Montpellier In Game 2012 (MIG 2012) et du concours Game Jam, un prix offert par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, consistant à un accompagnement intellectuel et matériel du BIC de Montpellier Agglomération a été décerné au projet de Jeu KARYON, porté par cinq étudiants de la licence Professionnelle Jeux Vidéo de l'Université Montpellier III. Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec le projet KARYON pour une période de cinq mois à compter du 1^{er} mai 2013, soit jusqu'au 30 septembre 2013. Compte tenu du statut de lauréat au MIG 2012 et du prix obtenu, aucune redevance ni prestation matérielle ne sera demandée au Projet KARYON pour la surface occupée de 31,26 m².

N°D2013-311 - 30/04/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société OPEN'S au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société OPEN'S pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} mai 2013, soit jusqu'au 31 octobre 2013. A compter du 1^{er} mai 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société OPEN'S pour la surface de 29,72 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 424,99 euros.

N°D2013-312 - 30/05/13 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste à l'Hôtel des Ventes de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire du véhicule 702BDB34. Ce véhicule étant vétuste, la Communauté d'Agglomération n'a pas d'intérêt à le conserver. Le Véhicule est mis en vente à l'Hôtel des ventes de Montpellier où il sera mis aux enchères. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

N°D2013-313 - 30/04/13 - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat

Décision relative au marché n°3324UH13 de suivi animation de l'opération 'Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire'

Objet : Un marché n°3324UH13 de suivi animation est passé avec l'association PACT Habitat 34. Ce marché concerne une mission de suivi animation de l'opération « Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire ». Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 5 mois. Le montant du marché s'élève à 57 325 € H.T.

N°D2013-314 - 23/05/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3318GD13 de broyage et chargement des déchets verts - Zone Ouest Agglomération

Objet : Un marché n°3318GD13 est passé avec la société Onyx Languedoc-Roussillon sise à Montpellier. Le marché concerne le broyage et le chargement des déchets verts issus des points de propreté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prendra effet de sa notification jusqu'au 30 septembre 2013, soit 19 semaines. Le montant du marché s'élève à un maximum de 85 000 € H.T.

N°D2013-315 - 02/05/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société OXELTYS dans l'immeuble Cap Gamma

Objet : La candidature de la société OXELTYS est agréée en vue de la location dans l'immeuble Cap Gamma. Son activité est la recherche et le développement en biotechnologie. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot C.G.2.3 de 172 m² pour une période de 9 ans. OXELTYS emploie actuellement 6 personnes et projette d'atteindre un effectif de 16 à 3 ans

N°D2013-316 - 03/06/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention avec Hérault Energies pour la réalisation de raccordements électriques à l'Agri-parc de Viviers sur la Commune de Teyran

Objet : Une convention de réalisation des travaux définissant les modalités techniques et financières est signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Hérault Energies, Syndicat mixte d'énergies du Département de l'Hérault dont le siège est 1 Chemin de Plaisance – BP 28 – 34120 Pézenas. Le montant des travaux est de 119 433,53 euros T.T.C., le coût pour la Communauté d'Agglomération est de 66 721,08 €, la différence d'un montant de 52 712,45 € est prise en charge par Hérault Energies.

N°D2013-317 - 06/06/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société IUL pour l'occupation des locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société IUL pour l'occupation du local répertorié bureau B0.24 d'une surface de 14,60 m² situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} juin 2013 soit jusqu'au 31 mai 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 14,60 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 193,88 euros H.T.

N°D2013-318 - 06/05/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un prêt d'œuvres à titre gratuit

Objet : La Communauté d'Agglomération a présenté l'exposition Insoumises-Combats de femmes d'aujourd'hui, en mars 2013, place du XX^{ème} siècle à Montpellier. Cette exposition a une double vocation : sensibiliser le grand public à la condition féminine dans le monde au XXI^{ème} siècle, et constituer un support de travail pédagogique à l'attention des personnels éducatifs. C'est la raison pour laquelle cette exposition est prêtée à titre gratuit au rectorat de l'académie de Montpellier et au Centre Régional de Documentation Pédagogique.

N°D2013-322 - 17/05/13 - Direction des Sports

Décision relative à une convention pour la mise à disposition du stade Jules Rimet à Sussargues

Objet : Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société INGEROP. Cette convention concerne la mise à disposition du stade Jules Rimet à Sussargues et plus particulièrement des 2 terrains et de leurs vestiaires ainsi que du parking et des abords. Cette mise à disposition est prévue le samedi 1^{er} juin 2013. Cette convention stipule que la mise à disposition du stade Jules Rimet à Sussargues se fera à titre gratuit.

N°D2013-323 - 15/05/13 - Direction des Finances

Décision relative à la mission d'assistance technique pour la mise en place d'une démarche évaluative du Projet Urbain Intégré de Montpellier Agglomération

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2729DF11 doit être passé en vue du transfert à la SAS EDATER des prestations exercées jusqu'alors par la SARL EDATER.

N°D2013-324 - 31/05/13 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3264EA13 de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la santé de catégorie II - Conception et Réalisation de l'Intercepteur Est Tranche 5 de l'Avenue de la Pompignane

Objet : Un marché n°3264EA13 de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé de Catégorie II est passé avec la société PRESENTS sise à Lyon. Ce marché concerne une mission de Catégorie II. Le marché prend effet à compter de la notification du marché. Sa durée est de 4 mois en phase conception et 20 mois en phase réalisation. Le montant du marché s'élève à 12 670 € H.T.

N°D2013-325 - 30/05/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société Mon Rêve en Bois dans les Ateliers Relais de Prades le Lez

Objet : La candidature de la société Mon rêve en bois est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades le Lez. Son activité est la fabrication d'habitation en bois en kits. Elle est candidate à la location de l'atelier n°2 de 112,50 m² pour une période de 24 mois. L'entreprise projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

N°D2013-326 - 10/06/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2743TV11 d'étude prospective relative aux livraisons de marchandises sur le périmètre de l'Ecocité de Montpellier à la mer et la mise en place d'un tramway-cargo

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2743TV11 sur l'étude prospective relative aux livraisons de marchandises sur le périmètre de l'Ecocité de Montpellier à la mer et la mise en place d'un tramway-cargo est passé avec la société SYSTRA. L'avenant porte à 22 mois la durée du marché initialement fixée à 10 mois, à compter de la notification. Le présent avenant est sans incidence financière sur le montant du marché.

N°D2013-328 - 27/05/13 - Direction des Sports

Décision relative à un marché d'études géotechniques et services connexes dans le cadre du mandat SAAM pour la réhabilitation du stade de la Mosson Mondial 98

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec EGSA BTP, sis à Jacou. Ce marché concerne la réalisation d'études géotechniques et prestations de services connexes sur le stade de la Mosson-Mondial 98, sis avenue d'Heidelberg à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de quatre ans. Il s'agit d'un marché à bons de commande dont le montant minimum est de 1 700€ H.T. et le montant maximum de 70 000 € H.T.

N°D2013-329 - 30/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise de deux œuvres de François-Xavier Fabre, Vue d'un village au bord d'une rivière et Bélisaire

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de la Fondation d'Entreprise de deux œuvres d'arts graphique de François-Xavier Fabre, Vue d'un village au bord d'une rivière, et Bélisaire. Ces œuvres d'art graphique seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-330 - 30/05/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise d'une œuvre graphique de Benvenuti Pietro (1769-1844), Herminie soignant Tancrède

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de la Fondation d'Entreprise d'une œuvre d'art graphique de Benvenuti Pietro, Herminie soignant Tancrède. Cette œuvre d'art graphique sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-331 - 23/05/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3319GD13 d'enlèvement et traitement par valorisation organique de déchets verts broyés issus des points de propreté de la zone Ouest Agglomération

Objet : Un marché n°3319GD13 est conclu avec la société Alliance Environnement sise à Sommières. Le marché concerne l'enlèvement et le traitement par valorisation organique de déchets verts broyés issus des points de propreté de la zone Ouest Agglomération. Le marché prendra effet de sa notification jusqu'au 30 septembre 2013, soit au maximum 19 semaines. Le montant du marché s'élève à un maximum de 85 000 € H.T.

N°D2013-334 - 30/05/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public avec WISEED S.A.S au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

Objet : Dans le cadre des réseaux de Business Angels, une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société WISEED S.A.S pour une période de 36 mois à compter du 1^{er} juin 2013, soit jusqu'au 31 mai 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par WISEED S.A.S pour la surface de 14,44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 179,20 euros.

N°D2013-335 - 23/05/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative au marché n°3320DE13 concernant la rédaction et les reportages photographiques pour les supports de promotion économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°3320DE13 est passé avec l'Agence de Presse JAM. Ce marché concerne la rédaction et les reportages photographiques pour les supports de promotion économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de neuf mois. Le montant du marché s'élève à 69 100,00 € H.T.

N°D2013-337 - 29/05/13 - Direction des Sports

Décision relative à un marché n°3311DS13 à bons de commande pour la fourniture et l'entretien d'équipements de sonorisation des piscines de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché à bons de commande n°3311DS13 de prestations de services est passé avec la société Sud Média System sise à Baillargues. Ce marché concerne la fourniture et l'entretien d'équipements de sonorisation des piscines de l'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée estimative est de 2 ans. Le montant total des commandes pour la durée du marché est compris entre un minimum de 22 000,00 € H.T. et un maximum de 88 000 € H.T.

N°D2013-338 - 30/05/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NAMAÉ CONCEPT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NAMAÉ CONCEPT pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} juin 2013, soit jusqu'au 31 mai 2014. A compter du 1^{er} juin 2013, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NAMAÉ CONCEPT pour la surface de 29,80 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 395,74 euros.

N°D2013-339 - 30/05/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ORIDAO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ORIDAO pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} juin 2013, soit jusqu'au 30 novembre 2013. A compter du 1^{er} juin 2013, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ORIDAO pour la surface de 92,81 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 327,18 euros.

N°D2013-340 - 03/06/13 - Direction de la Culture

Décision relative à la mise à disposition gratuite de l'Espace Rencontres par la Ville de Castelnau le Lez pour la médiathèque Aimé Césaire

Objet : Une convention de mise à disposition de l'Espace Rencontres sis à Castelnau le Lez est conclue avec la Ville de Castelnau le Lez. Cette convention est conclue à titre gracieux pour une durée de 2 ans. Les dates des mises à disposition seront établies en fonction du programme d'animation de la médiathèque Aimé Césaire, en accord avec la Ville de Castelnau le Lez.

N°D2013-343 - 27/05/13 - Direction des Sports

Décision relative à un marché de prestations de services de géomètre et de services connexes dans le cadre du mandat SAAM pour la réhabilitation du stade de la Mosson Mondial 98

Objet : Un marché à bons de commande de prestations intellectuelles est passé avec la société BILICKI-DHOMBRES-OSMO sise à Montpellier. Ce marché concerne la réalisation de prestations de services de géomètre et de services connexes relatifs à l'opération de réhabilitation du stade de la Mosson « Mondial 98 ». Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de quatre ans. Le montant du marché à bons de commande s'élève au minimum à 17 700,00 € H.T. et au maximum à 70 000,00 € H.T.

N°D2013-344 - 27/05/13 - Direction des Sports

Décision relative à la mise à disposition à titre gratuit de locaux et terrains dans les installations sportives de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Une convention d'occupation, précaire et révocable, en vue de l'utilisation des installations sportives mentionnées ci-dessus, est conclue avec chacune de ces associations. Les clubs ci-après, chacun dans sa spécialité, répondent aux attentes d'un très large public, offrent à la Communauté d'Agglomération un rayonnement régional et national, et participent activement au développement de leurs disciplines sportives notamment auprès des jeunes.

- le Montpellier Université Club canoë kayak utilise la base de canoë Kayak de la Valette,
- l'ASPTT utilise des locaux de la piscine Alfred Nakache,
- le Montpellier Paillade Natation utilise des locaux du Centre Nautique Neptune,
- le Montpellier Triathlon utilise les locaux à la piscine Suzanne Berlioux,
- le MANUC utilise des locaux de la Piscine Olympique Antigone,
- le Montpellier Water- Polo utilise des locaux de la Piscine Olympique Antigone,
- le Montpellier Handball et les Blue Fox utilisent les locaux du Palais des Sports René Bougnol,
- le Montpellier Hérault Rugby Club utilise les installations du stade Yves du Manoir,
- le Montpellier GRS utilise la salle Lou Clapas au stade de la Mosson « Mondial 98 »,
- le MUC Escrime utilise la salle Guillaume de Nogaret à la piscine Pitot,
- le Football Club de Sussargues, Sud de Foot, l'Unions Saint Brès-Saint Geniès des Mourgues (USBGM), le Montpellier Hérault Sport Club, les Vétérans de Sussargues, le Touch Rugby et l'UFOLEP Saint-Drézéry utilisent les installations du stade Jules Rimet de Sussargues. La durée de ces conventions couvrira la saison sportive 2013-2014. Au regard de l'intérêt général visé ci-dessus ces conventions sont conclues à titre gratuit.

N°D2013-345 - 30/05/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles A n°1044, 1045, 1046 et 1047 - Lieu dit Pradaies - Commune de Murviel-lès-Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération acquiert auprès de la SAFER, les parcelles cadastrées section A n°1044, 1045, 1046 et 1047, en nature de landes, sises sur la Commune de Murviel-lès-Montpellier, au lieu-dit « Pradaies », pour une contenance totale de 1 ha 06a 80ca. Le prix d'acquisition est fixé à 18 700 €, toutes indemnités comprises,

frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

N°D2013-347 - 04/06/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Boutès, celui qui saute

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier achète le spectacle « Boutès, celui qui saute » de l'association Intensités diffusé le 19 juillet 2013 sur le site archéologique Lattara. Le montant du contrat de cession s'élève à 6 496,69 € T.T.C.

N°D2013-349 - 10/06/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant au marché n°3012DC12 relatif aux travaux de mise en place d'une réserve sous la place Molière

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3012DC12 de mise en place d'une réserve d'eau sous la place Molière est passé avec l'entreprise EIFFAGE, sis à Montpellier. Cet avenant concerne la prise en compte de travaux modificatifs suite aux aléas du chantier, ainsi que la prolongation de la durée du chantier de 5 mois. Le présent avenant s'élève à 9 488 € H.T., représentant une augmentation du +4,77% du montant initial du marché. Le nouveau montant du marché s'élève à 208 121,00 € H.T.

N°D2013-351 - 03/06/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché de mission de conseil n°3262AJ13 dans le cadre de la mise en concurrence des marchés d'assurances permanentes

Objet : Un marché de conseil n°3262AJ13 est passé avec le Cabinet JULIEN. Ce marché concerne une mission de conseil dans le cadre de la mise en concurrence des marchés d'assurances permanentes. Le marché prend effet à compter du 1^{er} juin 2013. Sa durée est d'1 an. Le montant du marché s'élève à 10 850 € H.T.

N°D2013-352 - 04/06/13 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°3343MG13 de fourniture d'extincteurs dans les bâtiments de Montpellier Agglomération

Objet : Un marché à bons de commande n°3343MG13 de fourniture d'extincteurs est passé avec l'entreprise SICLI. Ce marché concerne la fourniture d'extincteurs dans les bâtiments de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois. Le marché à bons de commandes est sans montant minimum de commande, et avec un maximum de commande de 10 000 € H.T.

N°D2013-354 - 30/05/13 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste à l'Hôtel des Ventes de Montpellier

Objet : Le véhicule immatriculé 313 ADR 34, à réformer, est cédé à l'Hôtel des Ventes, Chemin de Poutingon à Montpellier, pour être vendu aux enchères. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

N°D2013-355 - 30/05/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Section CL 40, 41 et 42 - Commune de Juvignac

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption au prix indiqué dans la demande d'acquisition auprès de Madame CARRIO Colette des parcelles cadastrées CL 40, 41 et 42, d'une surface totale de 2 997 m², supportant un bâti à usage de garage, situées au lieudit Ravin de Caunelles à Juvignac. Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 23 000 euros au vu de l'avis de France Domaine. L'acquisition de ces biens dans le cadre des ZAD de compétence communautaire sont nécessaires pour constituer des réserves foncières.

N°D2013-356 - 27/05/13 - Direction des Sports

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Piscine Olympique d'Antigone pour l'accueil du match des phases finales 3° et 4° place du championnat de France de water polo Sète-Nice prévu le samedi 25 mai 2013

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec le club de water polo des Dauphins de Sète pour lui permettre d'organiser le match aller de la finale pour la troisième place du Championnat de France. L'occupation du domaine public est consentie le samedi 25 mai 2013 de 19h15 à 23h. Elle concerne la totalité de la piscine olympique d'Antigone. Compte tenu du niveau sportif et de l'intérêt communautaire que présente ce match, en termes d'image, de notoriété et d'impact médiatique, cette occupation du domaine public est autorisée à titre gratuit.

N°D2013-357 - 23/05/13 - Direction des Sports

Décision relative à l'attribution d'un marché de prestations intellectuelles dans le cadre de la réhabilitation du stade de la Mosson Mondial 98-Etudes de sécurité et de sûreté publique

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec CRONOS Conseil, sis à Paris (75). Ce marché de prestations intellectuelles concerne la réalisation d'études de sûreté et de sécurité publique relatives à l'opération de réhabilitation du stade de la Mosson « Mondial 98 » à Montpellier, avenue de Heidelberg. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de sept mois. Le montant du marché s'élève à 11 900,00 € H.T.

N°D2013-358 - 10/06/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3216DC12 de réfection du dallage en pierre de la place Molière

Objet : Un avenant n°1 au marché de travaux n°3216DC12 de réfection du dallage en pierre de la place Molière est conclu avec l'entreprise CS PIERRE sis à Montbazin. Cet avenant concerne la prise en compte de travaux modificatifs suite aux aléas du chantier, ainsi que la prolongation de la durée du chantier de 5 semaines. Le présent avenant s'élève à 6 053,96 € H.T., représentant une augmentation du +8,04% du montant initial du marché. Le

nouveau montant du marché s'élève à 81 364,46 € H.T

N°D2013-359 - 30/05/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention de domiciliation de la Société d'Economie Mixte Locale Services Funéraires de Montpellier Agglomération au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

Objet : Une convention de domiciliation est conclue entre la Société d'Economie Mixte Locale Services funéraires de Montpellier Agglomération et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour une période de 12 mois à compter de sa date de signature. La présente domiciliation est conclue moyennant paiement d'une somme forfaitaire de 18,25 euros hors taxes.

N°D2013-360 - 30/05/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de tréfonds de canalisation d'eaux usées sur les parcelles BE n°15, 16, 19 et 22, lieu-dit le Château - Commune de Grabels

Objet : Dans le cadre de l'opération "Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier", il est nécessaire de remplacer un collecteur gravitaire. Les travaux publics envisagés nécessitent l'implantation de servitudes réelles et perpétuelles de canalisations d'eaux usées en sous sol sur les parcelles cadastrées section BE n°15, 16, 19 et 22 sur la commune de Grabels.

N°D2013-361 - 10/06/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société ASA pour une période de six mois à compter du 1^{er} juin 2013 soit jusqu'au 30 novembre 2013. La redevance à payer par la société ASA pour la surface de 41,53 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 470,95 euros H.T.

N°D2013-367 - 11/06/13 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3329DC13 pour l'automatisation des transactions à la médiathèque Garcia Lorca

Objet : Un marché à bons de commande n°3329DC13 pour la fourniture des matériels nécessaires à l'automatisation des transactions (platines automates portiques antivol...), l'installation et la formation de personnels, est conclu avec la société 3M France. Le marché est conclu pour un montant annuel minimum de 30 000 € H.T. et un montant annuel maximum de 43 000 € H.T. Le marché prend effet à compter de la date de sa notification pour une durée d'un an.

N°D2013-369 - 10/06/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EARSONICS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société EARSONICS pour une période de six mois à compter du 1^{er} juin 2013 soit jusqu'au 30 novembre 2013. La redevance à payer par la société EARSONICS pour la surface de 164,05 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 2 012,72 € euros H.T.

N°D2013-370 - 06/06/13 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de licence et de service Horoquartz n°AR50 N10 0106025200 pour le système de gestion dynamique du temps de travail

Objet : Un contrat de licence et de service Horoquartz n°AR50 N10 0106025200 est conclu avec la société HOROQUARTZ sise à Paris. Ce contrat comprend l'assistance téléphonique, la maintenance informatique des matériels et le suivi du logiciel « eTemptation » composant le système de gestion dynamique du temps de travail, installé en réseau au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans les sites extérieurs tels que l'Ecolothèque, la Piscine Olympique d'Antigone, Cap Alpha, Cap Omega, les médiathèques Federico Fellini, Emile Zola, Victor Hugo, Jean-Jacques Rousseau, Federico Garcia Lorca, William Shakespeare, « La Gare » de Pignan, Françoise Giroud de Castries, Aimé Césaire de Castelnaud le Lez et Albert Camus de Clapiers, le musée Fabre, le musée archéologique Lattara, le Planétarium Galilée et les Services Funéraires de Grammont. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois, sans pouvoir excéder 2 renouvellements sans que la durée totale du contrat n'excède 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2015. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 16 531,64 € T.T.C.

N°D2013-374 - 06/06/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3256AJ12 d'assurance tous risques exposition pour l'exposition 'Paul Signac, les couleurs de l'eau'

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Gras Savoye à Puteaux. Ce marché concerne l'assurance tous risques exposition, exposition « Paul Signac, les couleurs de l'eau ». Le marché prend effet à compter du 13 juin 2013 et prendra fin après le transport retour de la dernière œuvre au prêteur prévu le 27 novembre 2013. Le montant du marché s'élève à 33 981,62 € T.T.C.

N°D2013-375 - 30/05/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la cession au Département de l'Hérault de la parcelle cadastrée section EM n°53p - Commune de Lattes

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier cède au Département de l'Hérault une petite partie, soit 147 m², de la parcelle cadastrée section EM n°53, sise lieu dit « Fangouse » Commune de Lattes. Le prix de vente est de six cents euros toutes indemnités confondues, au vu de l'avis du service des domaines en date du 7 mai 2013.

N°D2013-378 - 30/05/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la vente à Mme MARCHAL de la parcelle cadastrée section CW n° 59 - Commune de Lattes

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier vend à Mme Marchal Marie José, domiciliée Domaine du Mas Neuf à Lattes, le délaissé nouvellement cadastrée section CW n°59, pour une contenance de 877 m². Le prix de vente est de 3 508€ toutes indemnités confondues, au vu de l'avis du service des domaines en date du 7 mai 2013.

N°D2013-380 - 30/05/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section SP n°5, 6, 7 et 8 - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès M. Yves ESTIMBRE, domicilié à Montpellier, les parcelles sises Commune de Montpellier, cadastrées section SP n°5, 6, 7 et 8 pour une contenance totale de 5 254 m² en nature de maison d'habitation, dépendances, piscine, pool house et terrain d'agrément. Le prix d'acquisition est de 600 400 € toutes indemnités confondues, dont 54 900 € d'indemnité de remploi.

N°D2013-385 - 03/06/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit de Décathlon Montpellier Odysseum - Parcelle cadastrée section RA n°1 - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier consent au profit de la société Décathlon Montpellier Odysseum, à prêter l'usage de sa parcelle cadastrée section RA n° 1, en nature de sol et déjà aménagée en parking, sise lieu dit « Rastouble » sur la Commune de Montpellier, en vue de l'organisation d'une manifestation faisant intervenir des associations locales afin de faire découvrir des activités sportives au grand public. Le contrat est consenti à titre gratuit et est conclu pour une durée de six jours, du mardi 10 septembre au lundi 16 septembre 2013 inclus.

N°D2013-390 - 10/06/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la régularisation du terrain d'assiette de la piscine communautaire Héraclès par acquisition des parcelles cadastrées section A n°1740 et 1741 - Commune de Saint-Brès

Objet : La Communauté d'Agglomération acquiert auprès de la Commune de Saint-Brès les parcelles sises Commune de Saint-Brès, cadastrées section A n°1740 et 1741. L'acquisition sera réalisée à l'euro symbolique, plus les frais de notaire.

N°D2013-391 - 10/06/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ASCONIT dans l'immeuble CAP GAMMA

Objet : La candidature de la société ASCONIT est agréée en vue de la location dans l'immeuble CAP GAMMA. Déjà locataire du lot CG 0.3 de 85 m², elle souhaite prendre une surface complémentaire. Elle est donc candidate à la location du lot CG 0.4 de 73,85 m². L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

N°D2013-401 - 10/06/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ESFA dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec

Objet : La candidature de la société ESFA est agréée en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS Hannibal) à Cournonsec. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot "B08" de 40,04 m². Son activité est la formation professionnelle. La société est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 24 mois.

N°D2013-402 - 06/06/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice FOURCADE

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1302393-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Fourcade Martine le 24 mai 2013 tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la réalisation des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez sur la Commune de Lattes.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°4 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS POUR L'ANNÉE 2012 - APPROBATION

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté doit se prononcer sur le bilan des acquisitions et cessions foncières et immobilières effectuées au cours de l'année 2012.

Ces acquisitions et cessions ont été réalisées dans le cadre des compétences suivantes :

1 – Au titre de la compétence Assainissement :

Acquisition de 9 891 m² pour un montant de 74 729 euros :

- Acquisitions sur la Commune de Saint-Brès de 871 m² pour un montant de 3 929 euros,
- Acquisitions sur la Commune de Saint Geniès des Mourgues de 8 110 m² pour un montant de 65 000 euros,
- Acquisitions sur la Commune de Grabels de 360 m² pour un montant de 3 600 euros,
- Acquisitions sur la Commune de Saint Georges d'Orques de 550 m² pour un montant de 2 200 euros.

2 – Au titre de la compétence Culture :

- Acquisitions sur la Commune de Murviel les Montpellier de 56 850 m² pour un montant de 56 850 euros.

3 – Au titre de la compétence Transport :

- Acquisition de 23016 m² pour un montant de 929 282,35 euros et cession de 3938 m² dans le cadre d'un échange :
- Acquisitions sur la Commune de Lattes de 2349 m² pour un montant de 38 073,85 euros,
- Acquisition sur la Commune de Montpellier de 20 667 m² pour un montant de 891 208,5 euros et en échange de 3938 m².

4 – Au titre de la compétence Administration Générale :

- Acquisitions sur la Commune de Montpellier de 240,31 m² pour un montant de 638 000 euros.

5 – Au titre de la compétence Développement Economique :

- Cession de 67 857 m² pour un montant de 137 333 euros.

6 – Au titre de la compétence Développement Foncier Opérationnel :

Acquisition de 625 173 m² pour un montant de 16 771 830,17 euros :

- Acquisition sur la Commune de Courdonterral de 18 524 m² pour un montant de 221 048 euros,
- Acquisition sur la Commune de Vendargues de 17 196 m² pour un montant de 739 428 euros,
- Acquisition sur la Commune de Jacou de 161 974 m² pour un montant de 2 572 472 euros,
- Acquisition sur la Commune de Lattes de 19 721 m² pour un montant de 493 025 euros,
- Acquisition sur la Commune de Grabels de 193 m² pour un montant de 80 000 euros,
- Acquisition sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas de 79 243 m² pour un montant de 1 096 905 euros,
- Acquisition sur la Commune de Montpellier de 325 563 m² pour un montant de 11 438 952,17 euros,
- Acquisition sur la Commune de Fabrègues de 2 759 m² pour un montant de 130 000 euros,

7 – Au titre de la compétence Inondation :

- Acquisition sur la Commune de Lattes de 91 866 m² pour un montant de 981 817 euros.

8 – Au titre de la compétence Aménagement SERM/SAAM

Acquisition Mandat SERM :

Acquisition de 50531 m² pour un montant de 1 987 733,86 euros :

- Acquisition sur la Commune de Castelnau le Lez de 22620 m² pour un montant de 907 760 euros,
- Acquisition sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas de 13 092 m² pour un montant de 624 283,50 euros,
- Acquisition sur la Commune de Prades le Lez de 9251 m² pour un montant de 78 410,36 euros,
- Acquisition sur la Commune de Montpellier de 5568 m² pour un montant de 377 280 euros.

Acquisition Mandat SAAM :

Acquisition de 137 866 m² pour un montant de 1 967 816 euros :

- Acquisition sur la Commune de Lattes de 102 429 m² pour un montant de 602 040 euros,
- Acquisition sur la Commune de Montpellier de 16 336 m² pour un montant de 917 607 euros,
- Acquisition sur la Commune de Lavérune de 19 101 m² pour un montant de 448 169 euros.

Cession mandats SERM : 79 831 m² pour un montant de 17 791 797, 63 euros :

- Cession sur la Commune de Pérols de 6042 m² pour un montant de 878 128,25 euros,
- Cession sur la Commune de Montpellier de 69 514 m² pour un montant de 13 453 504,46 euros,
- Cession sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas de 4 275 m² pour un montant de 3 460 164,92 euros.

Compétences	Acquisitions		Cessions	
	Surface m ²	Montant €	Surface m ²	Montant €
Assainissement	9 891	74 729,00	-	-
Culture	56 850	56 850,00	-	-
Transport	23 016	929 282,35	3938	0
Administration Générale	240	638 000,00	-	-
Développement Economique			67 857	137 333,00
Développement Foncier Opérationnel	625 173	16 771 830,17	-	-
Aménagement - Mandat SERM	50 531	1 987 733,86	79 831	17 791 797,63
Aménagement – Mandat SAAM	137 866	1 967 816		
Inondation	91 866	981 817,00	-	-
Total	995 433	23 408 058,38	151 626	17 929 130,63

Le total des opérations pour l'année 2012 représente :

- Pour les acquisitions 995 433 m² pour un montant de 23 408 058,38 euros,
- Pour les cessions 151 626 m² pour un montant de 17 929 130,63 euros.

Ce bilan est annexé au compte administratif 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan des acquisitions de la politique foncière pour l'année 2012,

- approuver le bilan des cessions de la politique foncière pour l'année 2012,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF 2012 - ADOPTION

Conformément aux articles L.2121-14 et L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Monsieur Thierry Breyse, Vice-président délégué aux Finances, rapporte le Compte Administratif de l'exercice 2012, dressé par Monsieur J.-P. Moure, Président.

Après présentation de ce rapport, le Conseil Communautaire, en application de dispositions susvisées élit Monsieur Thierry Breyse en tant que Président de séance.

A l'issue du débat, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier se retire au moment du vote.

Monsieur le Président de séance :

I- donne acte de la présentation faite du Compte Administratif 2012, lequel est résumé par les tableaux ci-joints,

II- constate aussi bien pour la comptabilité principale que pour les comptabilités annexes des Services Funéraires, de l'Assainissement, du Service Public de l'Assainissement Non Collectif, de l'Eau Brute et de l'Eau Potable, la stricte concordance avec le compte de gestion pour l'ensemble des données relatives aux reports à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

III - reconnaît la sincérité des restes à réaliser,

IV- déclare que le Compte de Gestion dressé, pour l'exercice 2012, par le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle pas de réserve,

V - arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous :

BUDGET PRINCIPAL

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2012	réaliser
001	Résultat d'investissement reporté	89 566 063,69	0,00
900	Services généraux	3 174 863,86	1 063 311,55
901	Sécurité et salubrité publiques	328 187,86	107 464,14
903	Culture	20 446 112,79	2 569 183,78
904	Sport et jeunesse	11 466 473,53	1 361 460,93
907	Logement	6 500 560,80	255 417,18
908	Aménagement services urbains environnement	136 286 477,35	10 338 040,76
909	Action économique	27 415 574,86	918 927,16
910	Opérations patrimoniales	94 738 029,24	0,00
911	Dettes et autres opérations financières	47 837 502,07	0,00
912	Dotations, subventions et participations	0,00	13 974 580,00
914	Transferts entre sections	13 492 378,13	0,00
TOTAL - DEPENSES		451 252 224,18	30 588 385,50
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		481 840 609,68	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2012	réaliser
900	Services généraux	28 585,50	0,00
901	Sécurité et salubrité publiques	21 458,00	0,00
903	Culture	3 362 413,07	5 200,00
904	Sport et jeunesse	653 636,53	0,00
907	Logement	1 675 712,00	61 000,00
908	Aménagement-services urbains-environnement	52 876 862,62	17 936 977,56
909	Action économique	3 264 472,60	269 036,32
910	Opérations patrimoniales	94 738 029,24	0,00
911	Dettes et autres opérations financières	193 600 554,70	12 390 000,00
912	Dotations, subventions & participations	5 985 331,99	0,00
914	Transferts entre sections	30 101 521,45	0,00
TOTAL - RECETTES		386 308 577,70	30 662 213,88
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		416 970 791,58	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2012	réaliser
920	Services généraux	24 378 136,99	2 000,00
921	Sécurité et salubrité publiques	15 490 650,77	0,00
922	Enseignement - formation	11 387 864,05	188 695,88
923	Culture	49 862 097,46	0,00
924	Sport et jeunesse	30 313 797,36	1 000,00
927	Logement	56 176,59	2 500,00
928	Aménagement - services urbains - environnement	132 786 082,93	329 636,77
929	Action économique	11 884 783,08	531 250,00
931	Opérations financières	27 625 445,28	0,00
933	Impôts et taxes non affectées	54 732 999,10	0,00
934	Transferts entre sections	30 101 521,45	0,00
TOTAL - DEPENSES		388 619 555,06	1 055 082,65
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		389 674 637,71	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2012	réaliser
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	10 772 202,98	0,00
920	Services généraux	1 961 027,91	0,00
921	Sécurité et salubrité publiques	498 404,98	0,00
922	Enseignement - formation	9 271 759,00	0,00
923	Culture	5 543 648,09	0,00
924	Sport et jeunesse	3 554 407,22	0,00
928	Aménagement - services urbains - environnement	11 677 866,14	0,00
929	Action économique	6 964 860,11	0,00
931	Opérations financières	1 058 275,52	0,00
932	Dotations et participations non affectées	80 809 866,00	0,00
933	Impôts et taxes non affectées	331 619 490,51	0,00
934	Transferts entre sections	13 492 378,13	0,00
TOTAL - RECETTES		477 224 186,59	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		477 224 186,59	

Le résultat brut global 2012 du Budget Principal est de + 23 660 985,05 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 22 679 730,78 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2011	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2012	Résultat de clôture 2012	Résultat reports 2012	Résultat net 2012
Inv	-89 566 063,69		24 622 417,21	-64 943 646,48	73 828,38	-64 869 818,10
Fonct	100 274 803,68	89 502 600,70	77 832 428,55	88 604 631,53	-1 055 082,65	87 549 548,88
TOTAL	10 708 739,99	89 502 600,70	102 454 845,76	23 660 985,05	-981 254,27	22 679 730,78

BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalizations de l'exercice 2012
Chap.	Libellé	
011	Charges à caractère général	1 330 589,92
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 116 151,34
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	358 714,17
65	Autres charges de gestion courante	121 000,00
66	Charges financières	19 981,74
67	Charges exceptionnelles	44 660,18
TOTAL - DEPENSES		3 991 097,35

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalizations de l'exercice 2012
Chap.	Libellé	
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	2 492 307,95
013	Atténuation de charges	38 893,43
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	4 691 221,48
75	Autres produits de gestion courante	16 927,17
77	Produits exceptionnels	245 156,90
TOTAL - RECETTES		7 484 506,93

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalizations de l'exercice 2012	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
16	Emprunts et dettes assimilées	30 742,33	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	19 584,53
21	Immobilisations corporelles	174 451,29	4 141,50
26	Participations et créances rattachées	1 000 000,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES		1 205 193,62	23 726,03
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		1 228 919,65	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalizations de l'exercice 2012	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
001	<i>Résultat d'investissement reporté</i>	896 799,40	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	358 714,17	0,00
TOTAL DES RECETTES		1 255 513,57	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		1 255 513,57	

Le résultat brut global 2012 du Budget annexe des Services Funéraires est de + 3 543 729,53 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 3 520 003,50 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2011	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2012	Résultat de clôture 2012	Résultat reports 2012	Résultat net 2012
Inv	896 799,40		-846 479,45	50 319,95	-23 726,03	26 593,92
Fonct	2 492 307,95	0,00	1 001 101,63	3 493 409,58	0,00	3 493 409,58
TOTAL	3 389 107,35	0,00	154 622,18	3 543 729,53	-23 726,03	3 520 003,50

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de l'exercice 2012
Chap.	Libellé	
011	Charges à caractère général	2 374 124,49
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 316 276,96
65	Autres charges de gestion courante	1 135 721,88
66	Charges financières	3 340 287,84
67	Charges exceptionnelles	74 118,71
42	Opé. d'ordre de transfert entre sections	7 337 238,30
TOTAL - DEPENSES		16 577 768,18
SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de l'exercice 2012
Chap.	Libellé	
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 279 273,68
13	Atténuation de charges	91 640,53
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	19 380 521,40
74	Subventions d'exploitation	3 615 098,40
75	Autres produits de gestion courante	558,96
77	Produits exceptionnels	444 999,37
42	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 407 627,42
TOTAL - RECETTES		28 219 719,76

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice 2012	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
001	Résultat d'investissement reporté	9 726 460,90	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 407 627,42	0,00
041	Opérations patrimoniales	1 668 695,72	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	15 129 665,87	0,00
20	Immobilisations incorporelles	30 866,72	5 157,06
21	Immobilisations corporelles	125 274,59	25 183,07
23	Immobilisations en cours	10 838 443,98	1 669 670,68
TOTAL DES DEPENSES		39 927 035,20	1 700 010,81
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		41 627 046,01	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice 2012	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	7 337 238,30	0,00
041	Opérations patrimoniales	1 668 695,72	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	9 720 189,61	0,00
13	Subventions d'investissement	2 379 192,63	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	13 099 798,00	1 544 666,00
27	Autres immobilisations financières	1 668 695,72	0,00
TOTAL DES RECETTES		35 873 809,98	1 544 666,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		37 418 475,98	

Le résultat brut global 2012 du Budget annexe de l'Assainissement est de + 7 588 726,36 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 7 433 381,55 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2011	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2012	Résultat de clôture 2012	Résultat reports 2012	Résultat net 2012
Inv	-9 726 460,90		5 673 235,68	-4 053 225,22	-155 344,81	-4 208 570,03
Fonct	11 998 520,10	9 719 246,42	9 362 677,90	11 641 951,58	0,00	11 641 951,58
TOTAL	2 272 059,20	9 719 246,42	15 035 913,58	7 588 726,36	-155 344,81	7 433 381,55

BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalizations de l'exercice 2012
Chap.	Libellé	
011	Charges à caractère général	3 746,11
012	Charge de personnel et frais assimilés	0,00
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 581,00
65	Autres charges de gestion courante	42 264,00
67	Charges exceptionnelles	502,50
TOTAL - DEPENSES		48 093,61

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalizations de l'exercice 2012
Chap.	Libellé	
002	Résultat de fonctionnement reporté	7 742,49
013	Atténuation de charges	0,00
70	Vente de prod. Fab., prest. serv, marchandises	59 131,88
74	Autres subventions	7 853,00
77	Produits exceptionnels	478,46
TOTAL - RECETTES		75 205,83

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalizations de l'exercice 2012	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES		0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		0,00	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalizations de l'exercice 2012	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
001	Résultat d'investissement reporté	3 119,72	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 581,00	0,00
TOTAL DES RECETTES		4 700,72	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		4 700,72	

Le résultat brut global 2012 du Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif est de + 31 812,94 euros. Du fait de l'absence de reports, le résultat net global de l'exercice est identique.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2011	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2012	Résultat de clôture 2012	Résultat reports 2012	Résultat net 2012
Inv	3 119,72		1 581,00	4 700,72	0,00	4 700,72
Fonct	7 742,49	0,00	19 369,73	27 112,22	0,00	27 112,22
TOTAL	10 862,21	0,00	20 950,73	31 812,94	0,00	31 812,94

BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de l'exercice 2012
Chap.	Libellé	
011	Charges à caractère général	65 853,03
65	Autres charges de gestion courante	15 000,00
67	Charges exceptionnelles	4 895,84
TOTAL - DEPENSES		85 748,87
SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de l'exercice 2012
Chap.	Libellé	
002	Résultat de fonctionnement reporté	35 906,46
70	Vente de produits fabriqués, prestations...	102 220,52
77	Produits exceptionnels	2 145,15
TOTAL - RECETTES		140 272,13

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice 2012	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
20	Immobilisations incorporelles	0,00	7 000,00
TOTAL DES DEPENSES		0,00	7 000,00
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		7 000,00	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice 2012	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
001	Résultat d'investissement reporté	0,00	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES		0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		0,00	

Le résultat brut global 2012 du Budget annexe de l'Eau Brute est de + 54 523,26 euros. le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 47 523,26 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2011	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2012	Résultat de clôture 2012	Résultat reports 2012	Résultat net 2012
Inv			0,00	0,00	-7 000,00	-7 000,00
Fonct	35 906,46	0,00	18 616,80	54 523,26	0,00	54 523,26
TOTAL	35 906,46	0,00	18 616,80	54 523,26	-7 000,00	47 523,26

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de l'exercice 2012
Chap.	Libellé	
011	Charges à caractère général	1 802 595,65
012	Charges de personnel et frais assimilés	388 125,50
013	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	168 858,00
66	Charges financières	89 871,06
67	Charges exceptionnelles	61 868,22
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	534 506,04
TOTAL - DEPENSES		3 045 824,47

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2012
002	Résultat de fonctionnement reporté	387 451,07
013	Atténuation de charges	96 731,14
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	23 669,56
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	5 357 225,36
75	Autres produits de gestion courante	1 170,32
77	Produits exceptionnels	247 902,46
TOTAL - RECETTES		6 114 149,91

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2012	
001	Résultat d'investissement reporté	2 422 748,19	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	23 669,56	0,00
041	Opérations patrimoniales	272 363,88	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	652 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	676 815,34	0,00
20	Immobilisations incorporelles	202 893,37	385 536,36
21	Immobilisations corporelles	0,00	213 499,99
23	Immobilisations en cours	1 431 147,20	679 918,33
TOTAL DES DEPENSES		5 681 637,54	1 278 954,68
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		6 960 592,22	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2012	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	534 506,04	0,00
041	Opérations patrimoniales	272 363,88	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 414 920,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 128 131,76	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	840 000,00
27	Autres immobilisations financières	272 363,88	0,00
TOTAL DES RECETTES		4 622 285,56	840 000,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		5 462 285,56	

Le résultat brut global 2012 du Budget annexe de l'Eau potable est de + 2 008 973,46 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 1 570 018,78 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2011	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2012	Résultat de clôture 2012	Résultat reports 2012	Résultat net 2012
Inv	-2 422 748,19		1 363 396,21	-1 059 351,98	-438 954,68	-1 498 306,66
Fonct	2 802 371,07	2 414 920,00	2 680 874,37	3 068 325,44	0,00	3 068 325,44
TOTAL	379 622,88	2 414 920,00	4 044 270,58	2 008 973,46	-438 954,68	1 570 018,78

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Administratif 2012 du budget principal et des budgets annexes des Services Funéraires, de l'Assainissement, du Service Public de l'Assainissement Non Collectif, de l'Eau Brute et de l'Eau Potable,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions portant uniquement sur le Budget Principal : Grabels). M. J.-P. Moure ne prend pas part au vote.

AFFAIRE N°6 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – STRATÉGIE EMPLOI LOCAL, GRANDS TRAVAUX ET INSERTION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economie, rapporte :

Le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier subit de plein fouet la conjoncture économique ; les conditions d'emploi se dégradent et le taux de chômage du bassin d'emploi atteint 13,9% au quatrième trimestre 2012, contre 10,2% sur la France métropolitaine. La demande sociale s'amplifie alors que le bassin économique possède un fort potentiel de croissance.

Dans ce contexte, par ce qu'il est de son devoir de répondre aux attentes légitimes de ses concitoyens, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de faire de l'emploi sa priorité.

Précurseur dans l'application des clauses sociales dans les marchés publics, sa dernière expérience des travaux des lignes 3 et 4 du tramway a permis le recrutement et la formation de 300 personnes en difficulté dont 200 jeunes, soit un taux record de 13% des heures travaillées. Ce résultat a pu être obtenu grâce à une cellule opérationnelle de terrain, étroitement coordonnée avec les entreprises, en fonction des besoins réels des chantiers et d'un suivi continu des salariés placés.

Partant de ce savoir faire et en complément des actions qu'elle mène déjà en faveur de l'emploi (Rencontres pour l'Emploi, soutien à la création d'activités sur le territoire, Cyberbase...), la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite intensifier ce champ d'intervention et s'engage dans deux importantes actions parallèles et complémentaires :

- elle s'engage, dans le cadre d'une action volontariste, à mener en partenariat avec ses organismes satellites (TaM, SERM-SAAM, ACM, Enjoy, Somimon-Mercadis) à développer les clauses sociales dans leurs marchés publics respectifs et à en suivre l'application dans les meilleures conditions d'insertion possibles, afin d'étendre les domaines et marchés concernés,
- elle impulse une organisation multi-partenaire, fédérant les acteurs économiques et de l'emploi du territoire autour de la mise en place d'une Cellule Emploi d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, transverse à l'ensemble des grands travaux prévus sur le territoire d'ici à 2017.

1- Engagement pour l'Emploi et l'Insertion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de ses organismes satellites

Par leurs achats de fournitures, de services et par les travaux qu'ils impulsent, les acheteurs publics constituent des acteurs de premier plan de la vie économique de notre territoire. La commande publique peut s'avérer être un puissant levier pour la mise en œuvre concrète d'un objectif de progrès social.

Le code des Marchés publics offre la possibilité d'intégrer des clauses sociales dans les marchés, permettant de réserver une partie des heures travaillées à des personnes en difficultés sociales et professionnelles. L'objectif est de permettre à ces personnes, au travers de parcours d'insertion professionnalisants, de déboucher sur des formations qualifiantes et sur des emplois durables.

Conformément au code des marchés publics, les clauses sociales peuvent prendre plusieurs formes :

- l'intégration d'une clause d'insertion sociale et professionnelle, en tant que condition d'exécution du marché (article 14 du CMP) ;
- la mise en place de marchés réservés aux entreprises adaptées et aux Etablissements et Services d'Aide par le travail (article 15 du CMP) ;
- la mise en place de marchés de service de qualification et d'insertion professionnelle (article 30 du CMP)
- ou encore l'intégration d'une clause sociale en tant que critère de sélection des entreprises candidates sur leur performance en matière d'insertion professionnelle (article 53-1 qui peut venir en complément de l'article 14).

Conscients de l'importance de leur responsabilité en matière sociale, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ses organismes satellites souhaitent affirmer leur volonté politique de poursuivre et d'intensifier le développement des clauses sociales dans leurs marchés de travaux mais aussi de services. Ils s'engagent également à veiller à ce que soient proposés des parcours d'insertion de qualité et de durées significatives, afin d'augmenter les chances de sorties vers un emploi durable.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à venir en appui de l'ensemble de ses organismes satellites pour les soutenir dans le développement et l'application de la clause sociale dans leurs marchés.

A ce titre, un protocole d'engagement est en cours d'élaboration.

2- Grands Travaux, emploi et insertion : mise place d'une Cellule Emploi d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage fédérant l'ensemble des acteurs de l'emploi et des acteurs économiques

Afin de poursuivre le développement métropolitain et l'accessibilité de notre territoire, des investissements majeurs sont programmés d'ici à 2017, représentant, plus de 5 Milliards d'euros :

- le contournement Nîmes-Montpellier de la ligne à grande vitesse (1,75 Milliard d'euros),
- la nouvelle gare LGV à Odysseum (135 Millions d'euros),
- le déplacement de l'autoroute A9 (780 Millions d'euros),
- la 5^{ème} ligne de tramway (350 Millions d'euros) et le prolongement de la première (40 Millions d'euros),
- le Programme Local d'Habitat (2 Milliards d'euros).

Ces programmes représentent des opportunités de maintien de l'emploi local et offrent un potentiel d'emplois sans précédent.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier propose la mise en place d'une cellule Emploi multi-partenaire d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, visant à fédérer en un même lieu l'ensemble des acteurs de l'emploi, de l'insertion et de la formation, notamment le Pôle Emploi et la MLJAM, avec les Maîtres d'ouvrage ainsi que les fédérations professionnelles pour œuvrer en faveur du rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi locale.

Avec l'appui et les compétences de chaque partenaire qui la compose, cette cellule opérationnelle a donc pour principal objectif de favoriser l'emploi local à partir d'un dispositif qui a fait ses preuves sur les lignes de tramway. La cellule dont le pilotage est assuré par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera :

- au service et à l'écoute des entreprises, sa mission première étant de faciliter le recrutement, en proposant une main d'œuvre locale adaptée,
- un appui est une aide pour les entreprises à respecter les clauses sociales qui leur sont par ailleurs imposées. Elle leur proposera des candidats éligibles à l'insertion, répondant à leurs besoins (des actions de formations et d'adaptation pouvant être mises en place), accompagnés et suivis par des structures d'insertions agréées soucieuses de la réussite des travaux. De plus, par la mise en réseau des différents Maîtres d'Ouvrage, une mutualisation des heures d'insertion sera possible afin de favoriser des parcours d'insertion de durées significatives et de qualité,
- à chaque fin de chantier, la cellule sera aussi chargée de faciliter le reclassement de la main-d'œuvre locale.

Concrètement, cette cellule sera opérationnelle chaque jour ouvrable et adaptée aux horaires de travail des équipes des chantiers. Elle sera chargée de mettre en œuvre tous les moyens humains nécessaires pour aller chercher les offres d'emploi et accueillir tant les demandeurs d'emploi que les Directeurs de Travaux, Chefs de chantier et d'équipe des différentes entreprises intervenant sur les programmes de travaux.

Localisée au cœur des grands chantiers, elle sera visible et identifiable pour renforcer la proximité avec les entreprises, les demandeurs d'emploi et favoriser la réactivité et la collaboration de tous les acteurs.

Lors de la réunion qui s'est tenue le 27 mars 2013 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'ensemble des acteurs présents*, préfigurant le futur comité de pilotage de cette organisation, a acté la création de la Cellule Emploi d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage Grands Travaux.

Une convention de coordination entre les différents partenaires est en cours d'élaboration et sera présentée lors d'un prochain conseil d'agglomération.

** OC'VIA, Réseau Ferré de France, ASF-VINCI Autoroute, la Caisse des Dépôts et des Consignations, Pôle Emploi LR, Pôle Emploi Direction Territoriale, la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier, la Fédération Régionale des Travaux Publics LR, la Fédération Française du Bâtiment 34, l'Ecole de la seconde Chance, la Ligue de l'Enseignement 34, TaM et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.*

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la stratégie présentée,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°7 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – ASSOCIATION EUROMÉDITERRANÉENNE POUR LE TRAVAIL ET LES ECHANGES (AETE) - AIDE À LA CRÉATION D'ACTIVITÉ - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economique, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, souhaite poursuivre son soutien à l'action menée par l'Association Euroméditerranéenne pour le Travail et les Echanges (AETE).

Depuis 1995, l'AETE mène sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier une action favorisant la création, le développement et la reprise d'entreprises ainsi qu'un soutien à la pérennisation des activités existantes. Pour ce faire, l'association est chargée d'assurer :

- le conseil, l'orientation, l'accompagnement de porteurs de projet de création ou de reprise d'entreprise,
- le suivi de gestion des entreprises créées,
- des formations à la création et au développement de son entreprise,
- un hébergement et suivi de certaines entreprises.

Depuis 2003, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à l'AETE la mise en place de permanences de proximité, d'une part sur la commune de Pignan pour un rayonnement sur le territoire des communes de l'ouest, et d'autre part sur la Commune de Castries pour un rayonnement sur le territoire est de la Communauté d'Agglomération. Ces permanences locales ont permis à de nouvelles activités de s'implanter sur ces territoires et à des publics issus de ces territoires de créer leur activité.

Le territoire « ouest de la Communauté d'Agglomération » comprend les Communes de Cournonterral, Cournonsec, Fabrègues, Grabels, Juvignac, Lattes, Lavérune, Murviel lès Montpellier, Pérols, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saussan, Saint-Jean-de-Védas et Villeneuve-lès-Maguelone ; le territoire « est de la Communauté d'Agglomération » comprend les Communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Castelnau le Lez, Clapiers, Jacou, Le Crès, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Prades le Lez, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Sussargues et Vendargues.

Sur ces territoires, l'AETE :

- assurera une permanence sur la Commune de Pignan d'une demi-journée une semaine sur deux et d'une autre demi-journée l'autre semaine sur la commune de Castries, sur rendez-vous ;
- participera aux « Rencontres pour l'Emploi » organisées sur son territoire d'intervention afin d'informer les demandeurs d'emploi sur la création d'activité ;
- animera des réunions d'informations collectives à destination des entrepreneurs sur ces territoires selon les besoins identifiés ;
- repèrera les besoins en termes de métiers et de services afin que les créations d'activités répondent à ces besoins ;
- mobilisera, en accord avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Communes pour assurer conjointement une action d'information auprès du public concerné afin qu'il connaisse et utilise cet instrument économique de proximité.

En 2012, cette action a permis l'accueil de 33 porteurs de projets, l'accompagnement de 10 personnes et la création de 7 entreprises sur les territoires couverts par les permanences.

Il est aujourd'hui demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de continuer à soutenir l'AETE pour poursuivre les accueils de proximité instaurés sur les communes de Pignan et de Castries pour l'année 2013 avec comme objectifs la réalisation d'au moins 30 accueils, 10 accompagnements conduisant à au moins 5 créations ou reprises d'entreprises.

Afin de permettre à l'AETE de conduire ces actions, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 10 000 euros, au titre de l'année 2013.

Une convention entre l'AETE et la Communauté d'Agglomération de Montpellier précisera les objectifs et les actions soutenues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Association Euroméditerranéenne pour le travail et les Echanges (AETE) une subvention de 10 000 euros au titre de l'année 2013 ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention définissant les modalités de partenariat, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – ASSOCIATION COMIDER - MARKETHON DE L'EMPLOI - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economie, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « insertion par l'économie » et soutient dans ce cadre le développement et le renforcement d'actions permettant la rencontre entre l'offre et la demande d'emplois locaux.

L'association COMIDER (Comité pour le Développement de l'Economie Régionale), organise le « Markethon de l'Emploi » le 17 octobre 2013. Il s'agit d'une action de terrain, collective et solidaire et gratuite qui se déroulera de la manière suivante :

- Sur un seul jour, au départ de 20 villes de la région (dont Montpellier pour couvrir le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier), les chercheurs d'emploi, de tous âges et volontaires, vont prospecter les entreprises dans une zone géographique qui leur a été attribuée, pour solliciter des propositions de travail.
- Les participants sont regroupés par équipes de 3 ou de 4, ce qui leur donne une meilleure assurance, confiance et crédibilité.

- La totalité des propositions collectées par toutes les équipes au cours de la journée est mise à la disposition de l'ensemble des participants avant d'être remises à Pôle Emploi pour une diffusion plus large.

Les premières informations aux candidats et leurs inscriptions se feront en amont, lors de réunions organisées dans les lieux d'accueil de chercheurs d'emploi en septembre et octobre 2013.

Les résultats attendus sont les suivants :

- rassembler entre 200 et 300 chercheurs d'emploi volontaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- leur faire visiter entre 2 000 et 3 000 entreprises du territoire.

Les visites d'entreprises permettront de collecter des propositions d'emplois selon la situation du marché du travail. L'historique du Markethon sur l'agglomération de Montpellier permet d'attendre entre 400 et 600 offres d'emplois collectées et un taux d'insertion durable (CDI, CDD de plus de 6 mois) de 33% des participants 6 mois après la manifestation.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 2 000 euros sur un budget de 23 800 euros sous réserve de l'accord de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- 6 000 € de la Région Languedoc-Roussillon
- 6 000 € du Département de l'Hérault

- 3 000 € de la Ville de Montpellier
- 2 000 € de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- 2 000 € d'autres EPCI
- 2000 € d'autres villes
- 1800 € de la Caisse d'Epargne
- 1000 € de la Directe Languedoc-Roussillon

Une convention précise le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association COMIDER une subvention de 2 000 euros pour mener à bien l'action « Markethon de l'Emploi », sous réserve de l'engagement des co-financeurs et de la signature de la convention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – MISSION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER - AVENANT À LA CONVENTION 2013 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economique, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, favorise l'accueil et l'information des publics sur les emplois et les métiers, ainsi que l'accompagnement, le soutien, le développement, le renforcement des actions d'insertion permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emploi.

A ce titre, elle soutient l'action de l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier (MLJAM) dont l'objet est d'accueillir, informer, orienter et accompagner des jeunes de 16 à 25 ans pour favoriser leur insertion professionnelle. Plus particulièrement, elle lui confie les missions suivantes :

- assurer l'accès aux services de la MLJAM à l'ensemble des jeunes de 16 à 25 ans du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en s'appuyant sur un réseau d'antennes offrant une cohérence territoriale de la prise en charge des publics,
- soutenir et mettre en œuvre tout type d'actions permettant le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi sur les antennes dans un objectif d'insertion des jeunes.

Suite au départ à la retraite le 31 mai 2013 d'un agent public mis à disposition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès de la MLJAM, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité maintenir à cinq le nombre d'agents pris en charge, que ce soit par la mise à disposition de personnel ou le versement d'une subvention pour permettre l'embauche directe d'un conseiller.

L'embauche d'un conseiller par la MLJAM étant intervenue le 8 avril 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose de verser une subvention de 33 000 euros, basée sur une évaluation de masse salariale à hauteur de 29000 euros et sur un coût forfaitaire lié à la prise de fonction du salarié de 4 000 euros.

Il est donc proposé de modifier par avenant l'article 3 de la convention de partenariat 2013 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la MLJAM de la manière suivante :

Au titre de l'année civile 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier attribue à la MLJAM un financement global d'un montant de 626 837 € réparti ainsi :

- une subvention d'un montant de 377 490 €,
- la mise à disposition de quatre agents publics du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 et la mise à disposition d'un agent public du 1^{er} janvier 2013 au 31 mai 2013, date de départ à la retraite de l'agent, correspondant à un montant prévisionnel de mise à disposition global de 198 774 € (coût des cinq agents mis à disposition sur la base annuelle 2013),
- une subvention de 33 000 € pour permettre l'embauche d'un conseiller en insertion professionnelle à compter du 8 avril en remplacement de l'agent public partant à la retraite,
- la mise à disposition de locaux correspondant à un montant de 17 573 € dont :
5 500 € pour la valorisation des locaux mis à disposition de l'antenne de Lattes, dans la Maison d'Agglomération de Lattes située 1570 avenue des Platanes ;
7 073 € pour la valorisation de locaux mis à disposition de l'antenne de Castries, dans la médiathèque de Castries située 15 avenue de la cave Coopérative ;
5 000 € pour la valorisation des locaux mis à disposition du Point Ecoute de Villeneuve-lès-Maguelone, dans la Maison d'Agglomération de Villeneuve-lès-Maguelone, située 2 place des Héros.

Une convention et un avenant entre l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier précisent les modalités de ce financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention de partenariat entre la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier (MLJAM) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que la subvention de 410 490 euros, dont 33 000 euros pour l'embauche et la prise de poste d'un salarié par la MLJAM, a été affectée lors du vote du budget primitif 2013, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mesdames C. Fourteau, T. Capuozzi-Boualam et Messieurs G. Pastor, J.-P. Moure, C. Sudres, C. Meunier, F. Tsitsonis, P. Maurel, C. Morales ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°10 : INNOVATION – ECOCITÉ / CITÉ INTELLIGENTE - PROGRAMME DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (PRD2) PORTANT SUR LA MOBILITÉ - DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME DE MOBILITÉ MULTIMODALE TEMPS RÉEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a l'ambition de devenir une des métropoles les plus attractives en France et en Europe, d'être un haut lieu de l'innovation ouverte et de l'excellence, de se positionner comme un lieu d'affaires et de décision, d'offrir un cadre de vie et de travail amélioré ainsi que de nouveaux services aux citoyens et aux entreprises. Elle souhaite contribuer ainsi à favoriser la création de richesses et d'emplois.

Elle veut concilier les objectifs de préservation des ressources et de développement urbain en figurant parmi les villes pionnières en matière d'innovation, au plan international. Les « TIC », Technologies de l'Information et de la Communication, permettent de mettre les acteurs en réseau et de mutualiser les informations, afin de les rendre intelligibles et plus facilement exploitables pour les décideurs et les habitants ou usagers, en offrant plus de possibilités d'interactivité au service d'une meilleure adaptation à l'évolution des modes de vie.

Les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpelliéraine résultent de cette nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales. Dans cette perspective, la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend utiliser le territoire de l'EcoCité comme « un living lab. » (véritable laboratoire urbain) qui permettra de revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles.

Dans ce cadre, la "Cité intelligente", ou EcoCité numérique, vise à renforcer les capacités en matière de partage de l'information transversale en temps réel et de simulation numérique afin :

- d'optimiser et de rationaliser l'utilisation des ressources naturelles et énergétiques ;
- d'enrichir la gamme des services délivrés aux usagers, de mesurer et de contrôler ces services ;
- de réagir en temps réel aux situations opérationnelles d'urgence ;
- de mettre en place une gouvernance adaptée à l'évolution des systèmes intelligents.

Il s'agit ainsi de développer une plateforme numérique à vocation collaborative, de faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, de restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers, et de promouvoir in fine l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start up du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

La Cité intelligente répond ainsi aux enjeux stratégiques suivants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- Pour le citoyen, l'utilisateur, le consommateur, l'habitant, le salarié : offrir des solutions centrées sur l'amélioration des services urbains dans différents domaines : l'eau/l'hydraulique, la mobilité et la gestion dynamique des transports, l'énergie, le commerce et le fret, les grands flux, les services aux citoyens...
- Pour l'économie locale : fixer des entreprises par des collaborations industrielles sur de nouvelles activités créatrices de valeur ajoutée et d'emplois, favoriser le développement de start up (open innovation) ;
- Pour l'attractivité du territoire : améliorer les modes de vie tout en respectant mieux l'environnement dans le cadre d'un aménagement et d'une gestion durables du territoire ;
- Pour le positionnement international de Montpellier Agglomération : en faire un territoire de référence en matière d'innovations urbaines, de ville intelligente...
- Pour le développement d'une gouvernance collaborative : impliquer les acteurs clés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans une démarche collectivement maîtrisée : collectivités, laboratoires de recherche, entreprises, exploitants de services, usagers. Dans ce contexte favorable à l'innovation, le projet Cité intelligente nécessite une phase de développement, d'expérimentations et de tests de solutions techniques urbaines en grandeur nature. Ce contrat de Recherche et Développement (R&D), autorisé par la délibération n°11298 du Conseil communautaire du 20 décembre 2012, comprend 5 projets majeurs :
- Une plateforme collaborative autour d'un démonstrateur d'applications numériques qui permettra de faciliter la création de nouveaux services urbains par tout type d'acteur, les acteurs traditionnels de la ville et les nouveaux acteurs du numérique ;
- Une plateforme de mobilité multimodale temps réel connectée avec le centre opérationnel multirisques afin

- d'inciter les usagers à prendre les transports en commun ou toute solution alternative ;
- Un projet sur l'eau/l'hydraulique : le réseau et ses flux, comprenant le suivi des consommations, la simulation du réseau d'eau, la simulation météo et inondations... ;
- Un centre opérationnel multirisques (risque d'inondation, de pollution, etc...) et gestion d'alerte par SMS ;
- Un support NFC multiservices pour le commerce de proximité et les services de la collectivité (ex : Opéra, Médiathèque ...).

Le Projet de Recherche et Développement n°2 « PRD Transport & Mobilité multimodale » dit PRD2 constitue un contrat d'application de R&D complémentaire au contrat de consortium.

Ce PRD est réalisé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les universités Montpellier 1 et 2, IBM, Citiway et Mecatran, dans le cadre du projet de Recherche et Développement ; il proposera des services innovants d'informations à partir du développement d'une plate-forme de mobilité multimodale.

Ce PRD intègre des services de mobilité dans un ensemble ouvert à d'autres domaines de la gestion urbaine traités par la plateforme collaborative, l'Intelligent Operations Center (IOC).

Cette plateforme doit se construire dans le cadre des orientations stratégiques de l'agglomération, notamment le Plan de Déplacement Urbain (PDU) de l'Agglomération de Montpellier dont l'objectif central est le report modal : de l'usage solo de la voiture particulière vers les modes doux, les transports collectifs et les usages partagés de l'automobile (covoiturage, auto partage), l'Agenda 21 approuvé en 2011 et la démarche Plan Climat Energie Territorial (PCET) consistant à diminuer localement, à l'horizon 2020, les émissions de gaz à effet de serre, mais également adapter notre territoire aux effets prévisibles du changement climatique.

Si ces stratégies impliquent de réduire la dépendance automobile, en construisant une ville des proximités (dite aussi « ville des courtes distances »), elle se doit également d'agir sur les comportements, en déployant une offre de transports publics intermodale et performante à l'échelle de la métropole montpellieraine, tout en accélérant les transitions vers de nouvelles pratiques de mobilité (usages partagés de la voiture, véhicules électriques, vélos en libre-service, multimodalité, stationnements mutualisés ...). Au cœur de cette stratégie, l'information en temps réel tient une place essentielle. C'est bien là tout l'objet de cette plate-forme multimodale destinée à optimiser les déplacements quotidiens des personnes.

Les demandes de mobilité sont multiples. Elles sont fonction des motifs de déplacements, des conditions météo, des conditions physiologiques... Il y a une grande variété de typologie de déplacements.

Quatre cas d'usages seront spécifiquement traités.

Deux cas liés à la mobilité domicile travail/études :

-la personne qui réside et a son activité (salarié, étudiant ...) dans l'agglomération

-la personne qui réside hors agglomération et qui travaille dans l'agglomération

Un autre enjeu important pour l'agglomération est l'amélioration des conditions de déplacement pour les populations à mobilité réduite. Le PRD2 cherchera à identifier des possibilités d'amélioration d'accessibilité aux modes de transports grâce notamment aux nouvelles technologies.

Compte tenu de l'importance des enjeux du développement touristique pour l'agglomération, ce PRD « Transport et mobilité intermodale » s'intéressera également aux usages des mobilités touristiques et de loisirs.

Dans un contexte d'évolution très rapide des technologies et des offres numériques de mobilité, le PRD2 s'attachera à apporter des propositions innovantes dans une vision prospective.

L'innovation porte notamment sur la prise en compte de données de trafic routier prédictives à 1h, ce type de donnée pouvant inciter au report modal de la voiture particulière vers les transports en commun et les modes doux. Ces données de trafic routier issues le plus souvent de boucle de comptage feront l'objet d'une étude pour les compléter avec des données GPS.

Ce caractère innovant sera renforcé par la conduite d'une expérimentation en termes de calculateur multimodal dynamique, intégrant une interface Smartphone. Ce calculateur permettra de recalculer un itinéraire déjà proposé sur la base d'événement diagnostiqué par le système ou par le citoyen, de façon à optimiser l'itinéraire au fil du trajet. Le but est de maintenir le meilleur itinéraire.

Il s'agit d'un calcul d'itinéraire basé sur des informations temps réel et prédictives comparant différentes options multimodales (notamment le tout voiture de porte à porte) avec des critères de temps de trajets, nombre de connections, coût du déplacement, coût environnemental. .

L'enjeu est de contribuer à la flexibilité de l'usage des modes transports publics et des modes doux. Ne pas perdre de temps, pouvoir s'organiser, passer de manière fluide d'un réseau à un autre, faire des économies, ... sont autant de dispositifs à mettre en place pour motiver des changements de comportements et donner aux citoyens de nouvelles habitudes de mobilité durable.

Le territoire de l'Eco-Cité offre une opportunité incontestable pour réaliser à grande échelle, des études comportementales poussées relatives au choix modal, et au choix d'itinéraires. Aussi, ce projet cherchera à mettre en évidence le rôle joué par les systèmes d'information multimodaux dans l'orientation des comportements individuels. Chaque Partenaire signataire du Projet s'engage à investir dans le Projet, les ressources financières fixées dans les annexes techniques et financières et à supporter ses propres coûts relatifs à l'exécution du Projet.

Certains Partenaires bénéficieront de convention (s) d'aide mono titulaires (s) avec l'Etat et/ou les collectivités territoriales, et/ou l'Europe, et/ou Oséo, ayant accepté d'apporter un co-financement au Projet.

Le montant des crédits affectés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour ce Programme de Recherche et Développement (PRD2) s'élève à 2 195 000 € H.T. pour une durée de 30 mois sur un total de 3 225 000 euros.

Le présent contrat d'application et ses 3 annexes ont été finalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat d'application du projet de recherche et développement (PRD2) avec IBM, les universités Montpellier 1 et 2, Citiway et Mecatran,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 909,
- autoriser Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer avec IBM, les universités Montpellier 1 et 2, Citiway et Mecatran, le contrat d'application et ses annexes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : INNOVATION – ECOCITÉ / CITÉ INTELLIGENTE - PROGRAMME DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (PRD4) PORTANT SUR L'EAU ET L'HYDRAULIQUE - DÉVELOPPEMENT D'UN PILOTE TÉLÉRELEVÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a l'ambition de devenir une des métropoles les plus attractives en France et en Europe, d'être un haut lieu de l'innovation ouverte et de l'excellence, de se positionner comme un lieu d'affaires et de décision, d'offrir un cadre de vie et de travail amélioré ainsi que de nouveaux services aux citoyens et aux entreprises. Elle souhaite contribuer ainsi à favoriser la création de richesses et d'emplois.

Elle veut concilier les objectifs de préservation des ressources et de développement urbain en figurant parmi les villes pionnières en matière d'innovation, au plan international. Les « TIC », Technologies de l'Information et de la Communication, permettent de mettre les acteurs en réseau et de mutualiser les informations, afin de les rendre intelligibles et plus facilement exploitables pour les décideurs et les habitants ou usagers, en offrant plus de possibilités d'interactivité au service d'une meilleure adaptation à l'évolution des modes de vie.

Les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpelliéraine résultent de cette nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales. Dans cette perspective, la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend utiliser le territoire de l'EcoCité comme « un living lab. » (véritable laboratoire urbain) qui permettra de revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles.

Dans ce cadre, la "Cité intelligente", ou EcoCité numérique, vise à renforcer les capacités en matière de partage de l'information transversale en temps réel et de simulation numérique afin :

- d'optimiser et de rationaliser l'utilisation des ressources naturelles et énergétiques ;
- d'enrichir la gamme des services délivrés aux usagers, de mesurer et de contrôler ces services ;
- de réagir en temps réel aux situations opérationnelles d'urgence ;
- de mettre en place une gouvernance adaptée à l'évolution des systèmes intelligents.

Il s'agit ainsi de développer une plateforme numérique à vocation collaborative, de faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, de restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers, et de promouvoir in fine l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start up du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

La Cité intelligente répond ainsi aux enjeux stratégiques suivants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- Pour le citoyen, l'utilisateur, le consommateur, l'habitant, le salarié : offrir des solutions centrées sur l'amélioration des services urbains dans différents domaines : l'eau/l'hydraulique, la mobilité et la gestion dynamique des transports, l'énergie, le commerce et le fret, les grands flux, les services aux citoyens...
- Pour l'économie locale : fixer des entreprises par des collaborations industrielles sur de nouvelles activités créatrices de valeur ajoutée et d'emplois, favoriser le développement de start up (open innovation) ;
- Pour l'attractivité du territoire : améliorer les modes de vie tout en respectant mieux l'environnement dans le cadre d'un aménagement et d'une gestion durables du territoire ;
- Pour le positionnement international de Montpellier Agglomération : en faire un territoire de référence en matière d'innovations urbaines, de ville intelligente...
- Pour le développement d'une gouvernance collaborative : impliquer les acteurs clés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans une démarche collectivement maîtrisée : collectivités, laboratoires de recherche, entreprises, exploitants de services, usagers. Dans ce contexte favorable à l'innovation, le projet Cité intelligente nécessite une phase de développement, d'expérimentations et de tests de solutions techniques urbaines en grandeur nature. Ce contrat de R&D, autorisé par la délibération n°11298 du Conseil communautaire du 20 décembre 2012, comprend 5 projets majeurs :
- Une plateforme collaborative autour d'un démonstrateur d'applications numériques qui permettra de faciliter la création de nouveaux services urbains par tout type d'acteur, les acteurs traditionnels de la ville et les nouveaux acteurs du numérique ;
- Une plateforme de mobilité multimodale temps réel connectée avec le centre opérationnel multirisques afin

d'inciter les usagers à prendre les transports en commun ou toute solution alternative ;

- Un projet sur l'eau/l'hydraulique : le réseau et ses flux, comprenant le suivi des consommations, la simulation du réseau d'eau, la simulation météo et inondations... ;
- Un centre opérationnel multirisques (risque d'inondation, de pollution, etc...) et gestion d'alerte par SMS ;
- Un support NFC multiservices pour le commerce de proximité et les services de la collectivité (ex : Opéra, Médiathèque ...).

Le projet de recherche et développement « PRD » sur l'eau/l'hydraulique, constitue un contrat d'application de R&D complémentaire au contrat de consortium.

Ce projet de recherche et développement intitulé «PRD4-Télérelevé EcoCité » vise à mettre en place un pilote développé par les partenaires (exploitant des services publics d'eau potable et d'assainissement, M2OCity, IBM et la Communauté d'Agglomération de Montpellier)qui sera déployé sur deux zones : l'Ecusson et Antigone à Montpellier et Port Arianne à Lattes. Il prévoit plus particulièrement :

- pour le réseau eau potable : le suivi renforcé de l'ensemble des paramètres permettant de détecter l'apparition des fuites sur le réseau public et sur les réseaux privés,
- pour le réseau d'assainissement : le suivi permanent des niveaux permettant, par temps sec, de détecter les écoulements anormaux de nuit et, par temps de pluie, les déversements au milieu naturel,
- pour les écoulements naturels : le suivi permanent des niveaux permettant en période de crue de détecter les différents niveaux d'alerte.

D'autres services déployés à partir de la même infrastructure de collecte des données pourront aussi être testés, notamment une solution d'optimisation de la collecte des points d'apport volontaires.

Le pilote « télérelevé EcoCité » permettra d'une part l'amélioration de la performance dans la gestion des réseaux d'eau potable (rendement) et d'eaux usées (collecte et traitement aval) et de la communication d'informations utiles aux usagers (alertes fuites sur réseau privé collectif ou particulier, gênes liées aux dysfonctionnements du réseau), de démontrer l'intérêt d'un réseau de télérelevé ouvert et interopérable et sa contribution aux objectifs de développement durable pour l'agglomération de Montpellier, de tester de nouvelles solutions de télérelevé, tant du point de vue des capteurs que des portails de restitution et, in fine, d'alimenter la plate-forme collaborative IOC permettant à des entreprises du territoire de développer les applicatifs de demain. Le PRD4 se caractérise par des apports de logiciels et de données, des développements de services, d'enrichissement de données et d'intégration, de l'hébergement et du support. Le coût de déploiement des capteurs et du service de télérelevé est évalué à 100 000 euros, somme allouée par la société exploitant les réseaux, M2O City contribue au projet par un apport d'expertise sur la gestion des infrastructures radio basse consommation mutualisées à hauteur de 35 000 euros.

L'apport actif de la solution « Extranet Collectivités » de l'exploitant et de sa personnalisation est de 100 000 euros.

Au final la contribution respective de la société en charge de l'exploitation des réseaux et de M2OCity intégrant les participations diverses aux réunions, aux études préliminaires et au pilotage et coordination des équipes est de 250 000 euros.

IBM contribue au projet à hauteur de 250 000 euros par un apport actif de la solution IOW et un apport d'expertise.

Le montant des crédits affectés par la Communauté d'Agglomération à ce programme s'élève à 250 000 euros H.T. pour l'expérimentation « suivi de consommation », le financement de logiciels de base et personnalisation, l'évolution de modèle de données et le développement du portail de suivi de consommation.

La durée du PRD4 est fixée à 18 mois.

En application de l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission Consultative des Services Publics Locaux, lors de sa séance du 19 juin 2013 doit émettre un avis favorable concernant la mise en œuvre de ce programme de recherche et développement intégrant la participation des services de l'eau et de l'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Contrat d'application du projet de recherche et développement (PRD4) concernant le pilote de télérelevé EcoCité,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 909,
- autoriser Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer avec IBM France, M2OCity et Veolia Eau le contrat d'application et ses annexes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : INNOVATION – ECOCITÉ / CITÉ INTELLIGENTE - PROGRAMME DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT PRD5 - DÉVELOPPEMENT D'UN CENTRE OPÉRATIONNEL MULTI-RISQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a l'ambition de devenir une des métropoles les plus attractives en France et en Europe, d'être un haut lieu de l'innovation ouverte et de l'excellence, de se positionner comme un lieu d'affaires et de décision, d'offrir un cadre de vie et de travail amélioré ainsi que de nouveaux services aux citoyens et aux entreprises. Elle souhaite contribuer ainsi à favoriser la création de richesses et d'emplois.

Elle veut concilier les objectifs de préservation des ressources et de développement urbain en figurant parmi les

ville pionnières en matière d'innovation, au plan international. Les « TIC », Technologies de l'Information et de la Communication, permettent de mettre les acteurs en réseau et de mutualiser les informations, afin de les rendre intelligibles et plus facilement exploitables pour les décideurs et les habitants ou usagers, en offrant plus de possibilités d'interactivité au service d'une meilleure adaptation à l'évolution des modes de vie.

Les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpelliéraine résultent de cette nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales. Dans cette perspective, la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend utiliser le territoire de l'EcoCité comme « un living lab. », véritable laboratoire urbain, qui permettra de revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles.

Dans ce cadre, la "Cité intelligente", ou EcoCité numérique, vise à renforcer les capacités en matière de partage de l'information transversale en temps réel et de simulation numérique afin :

- d'optimiser et de rationaliser l'utilisation des ressources naturelles et énergétiques ;
- d'enrichir la gamme des services délivrés aux usagers, de mesurer et de contrôler ces services ;
- de réagir en temps réel aux situations opérationnelles d'urgence ;
- de mettre en place une gouvernance adaptée à l'évolution des systèmes intelligents.

Il s'agit ainsi de développer une plateforme numérique à vocation collaborative, de faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, de restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers, et de promouvoir in fine l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start up du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

La Cité intelligente répond ainsi aux enjeux stratégiques suivants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- Pour le citoyen, l'utilisateur, le consommateur, l'habitant, le salarié : offrir des solutions centrées sur l'amélioration des services urbains dans différents domaines : l'eau/l'hydraulique, la mobilité et la gestion dynamique des transports, l'énergie, le commerce et le fret, les grands flux, les services aux citoyens...
- Pour l'économie locale : fixer des entreprises par des collaborations industrielles sur de nouvelles activités créatrices de valeur ajoutée et d'emplois, favoriser le développement de start up dans une démarche d'open innovation ;
- Pour l'attractivité du territoire : améliorer les modes de vie tout en respectant mieux l'environnement et en renforçant la résilience du territoire ;
- Pour le positionnement international de Montpellier Agglomération : en faire un territoire de référence en matière d'innovations urbaines, de ville intelligente...
- Pour le développement d'une gouvernance collaborative : impliquer les acteurs clés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans une démarche collectivement maîtrisée : collectivités, laboratoires de recherche, entreprises, exploitants de services, usagers.

Dans ce contexte favorable à l'innovation, le projet Cité intelligente nécessite une phase de développement, d'expérimentations et de tests de solutions techniques urbaines en grandeur nature. Ce contrat de R&D, autorisé par la délibération n°11298 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2012, comprend 5 projets majeurs :

- Une plateforme collaborative autour d'un démonstrateur d'applications numériques qui permettra de faciliter la création de nouveaux services urbains par tout type d'acteur, les acteurs traditionnels de la ville et les nouveaux acteurs du numérique ;
- Une plateforme de mobilité multimodale temps réel connectée avec le centre opérationnel multirisques afin d'inciter les usagers à prendre les transports en commun ou toute solution alternative ;
- Un projet sur l'eau/l'hydraulique : le réseau et ses flux, comprenant le suivi des consommations, la simulation du réseau d'eau, la simulation météo et inondations... ;
- Un centre opérationnel multirisques comprenant notamment le risque d'inondation et de pollution et la gestion d'alerte par SMS ;
- Un support Near Field Communication (NFC) multiservices pour le commerce de proximité et les services de la collectivité.

Le projet de recherche et développement « PRD 5 Ville en alerte », réunissant les universités Montpellier 1 et 2, IBM, Egis Eau, Predict Services, Esecos Systems et la Communauté d'Agglomération de Montpellier constitue un contrat d'application de R&D complémentaire au contrat de consortium.

Dans ce cadre, le projet de recherche et développement intitulé « PRD5 - Ville en alerte » vise à développer sur le territoire de l'EcoCité, la gestion transversale du risque hydrologique, puis multirisque dans un second temps, par la mise en place d'un prototype d'anticipation, de visualisation et d'évaluation des risques en temps réel permettant l'aide à la décision en matière de gestion du risque.

Le prototype sera conçu pour faciliter la gestion des risques vis-à-vis des transports urbains, des commerces et des usagers notamment grâce à la mutualisation, dans la plateforme numérique et expérimentale à vocation collaborative, des données relatives aux risques, notamment les inondations, la sécheresse, les accidents et incendies, et au transport tel que le tramway, les principales voies de circulation et les parkings, à l'analyse des impacts sur les infrastructures et à la visualisation de l'évolution du trafic.

Le comportement des citoyens face aux risques et au déclenchement d'alerte sera étudié et des méthodes et les modes de communication de l'alerte adaptés seront testés et développés par le biais de Technologies de

l'Information et de la Communication (TIC) innovantes,

Le périmètre géographique du PRD5 correspond à un territoire restreint de 3 Communes de l'EcoCité : Montpellier, Lattes et Pérols. Il intègre les portions de bassin versant du Lez et de la Lironde, de la Mosson, du Nègue Cats ainsi que plusieurs autres petits fleuves côtiers.

Un contrat d'application de R&D précise notamment la contribution des différents partenaires au PRD de la manière suivante :

- IBM apporte son expérience de conception de systèmes informatiques, des compétences spécifiques en matière de ville intelligente et la mise en place de systèmes de gestion multirisques à travers son projet de Rio.

- Egis eau contribue en apportant ses compétences en matière de conception de tout type de systèmes hydrauliques et des savoirs faire spécifiques en matière de d'hydrologie, d'hydraulique, de modélisation et de systèmes d'alerte de crue,

- Predict Services apporte son expérience en exploitation de systèmes d'alertes et des savoirs spécifiques en matière de veille météorologique et hydrologique, d'analyse de la vulnérabilité en temps réel, d'alerte et de conseil aux Communes,

- Eseco Systems apporte ses compétences en matière de développement de systèmes intelligents et innovants et à travers le projet Hydroguard, des savoirs spécifiques en matière de développement de capteurs hydro-météorologiques multi-communicants,

- L'université Montpellier 1, au nom et pour le compte du Laboratoire Montpelliérain d'Economie Théorique et Appliquée (LAMETA), unité mixte de recherche UMR 5474, apporte des compétences reconnues en analyse statistique et économétrique, en expérimentation et modélisation en économie industrielle. Elle étudiera l'aspect comportemental des citoyens face aux risques et au déclenchement d'alerte,

- L'Université Montpellier 2, par le biais du laboratoire de recherche Institut d'Electronique du Sud, unité mixte de recherche UMR 5214, contribue en apportant son expertise scientifique au développement de capteurs notamment à travers la fiabilité, la mise en forme des données et l'interaction avec les autres activités capteurs des différents PRD. Des réflexions seront également menées sur l'utilisation d'un drone et à plus long terme, d'un pico-satellite, en cours de développement par le laboratoire.

- La Communauté d'Agglomération de Montpellier assure le pilotage du projet et la coordination des missions des partenaires. A cette fin, des réunions régulières du Comité technique seront tenues permettant d'organiser la collaboration et la concertation de l'ensemble des partenaires et de suivre l'avancement du PRD5.

Ces acteurs de spécialités ont décidé d'adhérer au PRD5, afin d'exécuter ensemble un programme de R&D spécifique, combinant recherche industrielle et développement expérimental sur le territoire géographique de l'EcoCité pour une durée totale de 30 mois.

Le montant total du PRD5 s'élève à 1 188 800 € H.T. La participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 440 000 euros H.T., conformément au plan de financement validé par le contrat de consortium.

Les partenaires, signataires du projet s'engagent à apporter leur contribution financière, leur expertise et les résultats de leurs outils métier tels que fixés dans les annexes techniques et financières du présent Contrat, et à supporter leurs propres coûts relatifs à l'exécution du projet.

Certains partenaires bénéficient individuellement d'aides complémentaires de l'Etat et/ou des collectivités territoriales, et/ou de l'Europe, et/ou d'Oséo, et de l'Agence de l'Eau RMC ayant accepté d'apporter un co-financement au Projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Contrat d'application du projet de recherche et développement (PRD5) avec les universités Montpellier 1 et 2, IBM, Egis Eau, Predict Services et Eseco Systems,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le contrat d'application et ses annexes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°13 : INNOVATION – PLATEFORME D'E-SERVICES MUTUALISÉE AVEC LES COMMUNES - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES SERVICES CONFORME À L'ARTICLE L.5216-7-1 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

Afin de faciliter les démarches et échanges entre les citoyens et l'administration en offrant de nouveaux services tout en facilitant l'instruction des dossiers pour ses agents, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a fait le choix d'acquérir une plateforme d'e-services associée à un compte citoyen dans le cadre du marché n°3051RI12, attribué à la société Entrouvert.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité que ce dispositif puisse être mis à disposition de Communes membres qui le souhaitent pour leurs propres besoins sous la forme d'un partenariat dans le cadre des articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le service proposé se présente sous la forme d'une déclinaison de la plateforme de la Communauté d'Agglomération personnalisée pour les Communes adhérentes et accessible à partir de leurs sites internet communaux de façon transparente pour les usagers.

Un catalogue de 10 télé-services (ou services en ligne) pré-paramétrés est mis à disposition avec la plateforme. Il s'agit d'une liste optionnelle soumise au choix de chaque Commune en fonction de leurs besoins.

La sécurisation de l'accès à ces services est réalisée au travers d'un compte citoyen que les usagers seront invités à créer lors de leur première demande.

Ce compte constitue une « identité numérique » qui permettra également d'accéder au portail internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et à ses services.

Inversement, un usager ayant créé son compte citoyen sur le portail de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra directement accéder aux services de la plateforme de sa Commune sans avoir à s'identifier à nouveau grâce à la technologie de « fédération d'identité » offerte par la solution technique du compte citoyen.

Dans le cadre de la présente convention de mise à disposition des services, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure les prestations suivantes :

- Hébergement et maintenance de la solution d'e-services, avec bande passante garantie,
- Paramétrage de la charte graphique et mise en place de l'application dans la Commune adhérente,
- Assistance pour la mise en œuvre du système d'administration électronique au sein de la Commune adhérente (une journée de formation et de prise en main de la plateforme et une journée d'accompagnement aux changements organisationnels),
- Intégration d'un nouveau télé-service (définition, paramétrage, intégration sur la plateforme) non présent dans le catalogue initial,
- Un support technique et fonctionnel assuré par la Direction des ressources informatiques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les frais de mise à disposition des services (installation, paramétrages, hébergement, maintenance), portés par la Communauté d'Agglomération sont fixés forfaitairement et lissés sur 3 années. Ils sont calculés au prorata de la population municipale de chacune des Communes membres telle que définie par décret du 27 décembre 2012, déduction faite d'une participation de 50% de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La mise en œuvre de ces e-services à l'attention de la population contribue en effet au développement économique et à l'attractivité de notre territoire.

Le calcul du coût annuel de mise à disposition (sur 3 années), tel que mentionné en annexe, peut donc se synthétiser selon la formule suivante :

$$((\text{PopCom} \times \text{Pxproj}) / (\text{PopTot} - \text{PopMtp})) - \text{PartCAM}) / 3\text{Ans}$$

PopCom = Population de la Commune

PxProj = Coût total des investissements du projet (87 050 € H.T. pour 30 Communes)

PopTot = Total de la population des 30 Communes

PopMtp = Population de Montpellier

PartCAM = Participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (50%).

Par la suite, la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra être amenée à faire évoluer le périmètre de la plateforme en l'enrichissant de nouveaux services pour son compte, ou pour une ou plusieurs Communes qui en exprimeraient le besoin. Les options d'un marché dédié ou celui de la constitution d'un groupement de commandes pourront être étudiées et feront l'objet d'un conventionnement distincts.

Ces évolutions seront décidées dans le cadre d'un « club utilisateurs » des Communes adhérentes que la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose d'animer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de mise à disposition de services avec les Communes,
- dire que les crédits correspondant à la mise en œuvre de cette solution de plateforme e-services sont prévus au budget communautaire 2013, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions de mise disposition ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°14: MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - CONGRÈS DE L'ASSEMBLÉE DES COMMUNAUTÉS DE FRANCE (ADCF) - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 275 € par jour (estimation de 2011).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2013, il est proposé d'affecter une subvention à la manifestation suivante :

Congrès de l'Assemblée des Communautés de France – ADCF – 24^{ème} Convention nationale de l'intercommunalité

L'Assemblée des Communautés de France, sous l'autorité de son Secrétaire Général, Monsieur Christophe BERNARD, organisera du 2 au 4 octobre 2013, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès de l'Assemblée des Communautés de France – ADCF – 24^{ème} Convention nationale de l'intercommunalité ».

Cet événement national annuel permet de multiplier les échanges, de définir les grands enjeux et d'acter les positions associatives. Grands débats d'actualité, ateliers techniques, juridiques et financiers réunissant leaders, experts, observateurs et témoins de l'intercommunalité sont programmés. Plus de 1 700 personnes venues de la France entière, élus, cadres territoriaux, décideurs publics, acteurs et partenaires des communautés française son attendus.

Une subvention de 40 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention de 40 000 €, sous réserve de la signature de la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Assemblée des Communautés de France (ADCF),
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'exercice 2013, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. M. T. Breyse ne prend pas part au vote.

AFFAIRE N°15 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – MONTPELLIER AGGLOMÉRATION : SHERBROOKE (CANADA), CONGRÈS INTER CHRU / UNIVERSITÉS DU 27 AU 28 JUIN 2013 À MONTPELLIER - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Dans ce cadre, la stratégie de collaborations économiques conduite depuis 2004 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a permis le développement de nos entreprises vers les pays cibles que sont : la Russie, la Chine, les USA mais aussi le Canada.

Pays économiquement ouvert, le Canada tire son dynamisme en s'appuyant sur des secteurs très performants (aéronautique, Technologies de l'Information et de la Communication, pharmacie et biotechnologies) ainsi que sur d'importantes ressources naturelles (pétrole, gaz, hydroélectricité). Le Québec constitue en particulier un marché intéressant pour les entreprises montpelliéraines. Marché francophone, porte d'entrée sur le marché nord-américain, le Québec propose, en outre, des conditions d'implantation très favorables (politique de la recherche, fiscalité attractive, coûts d'implantation compétitifs par rapport aux Etats-Unis).

Réciproquement, les entreprises québécoises peuvent trouver intérêt à développer leurs affaires sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dont les secteurs d'excellence convergent avec les filières québécoises et qui structure actuellement une offre complète de services pour les entreprises étrangères, peut devenir une terre d'accueil performante pour leurs investissements.

Dans le cadre de nos accords bilatéraux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a effectué une mission d'affaires au Canada du 20 au 27 octobre 2012. Cette mission a entre autre permis de développer des liens étroits entre le centre hospitalier de Sherbrooke et celui de Montpellier.

Depuis maintenant huit années les rencontres scientifiques universitaires Montpellier-Sherbrooke se tiennent sur une base biennale. Elles sont organisées coté Montpellier par les 3 universités, le PRES, les écoles d'ingénieurs, le CHRU et coté Sherbrooke par l'université de Sherbrooke et le CHU.

Ces rencontres donnent lieu à divers séminaires, colloques et réunions de travail qui permettent aux établissements organisateurs de renforcer et de développer des projets de recherche et de formation conjoints. Elles permettent aussi de promouvoir la coopération politique et économique entre les villes de Sherbrooke et de Montpellier mais aussi la région de l'Estrie et de l'Agglomération de Montpellier.

Pour la 4^{ème} édition de ces rencontres scientifiques qui se dérouleront dans différents lieux, à Montpellier du 27 au 28 juin 2013, les centres hospitaliers des deux villes ont décidé de mettre en avant, en plus de leurs axes de recherche communs, une partie innovation sous la forme d'un atelier.

Dans le cadre de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à ces journées, les centres hospitaliers nous proposent : l'animation de l'atelier innovation et création d'entreprises, ainsi que le sponsoring de

la matinée inaugurale.

Une subvention de 500 euros est proposée pour l'organisation de ces rencontres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ASSOCIATION POPSUD PORTANT LE PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ OPTITEC - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

L'association POPSud, créée en 2000, fédère des acteurs économiques (entreprises, universités, laboratoires, institutionnels) du domaine de l'optique et de la photonique, du sud de la France et regroupe environ 190 adhérents, dont 20 adhérents sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentant 19 600 emplois. Depuis 2005, cette association porte le pôle de compétitivité Optitec. Le pôle connaît un dynamisme remarquable : un « PIB » de 1,5 milliard d'euros en croissance de 10% par an, 1400 emplois créés en 5 ans, 65 entreprises créées en 10 ans, 48% du chiffre d'affaires à l'export. Fort de ce dynamisme et de la qualité de ses projets de R&D, le pôle a été classé parmi les pôles de compétitivité « performants ».

En 2010, le pôle de compétitivité Optitec, initialement centré sur la Région Provence Alpes Côte d'Azur a été étendu au Languedoc-Roussillon.

Suite à cette extension et compte tenu de la forte concentration des acteurs régionaux de l'optique photonique à Montpellier et dans ses environs proches, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Optitec ont décidé d'établir depuis 2011 un partenariat.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a aidé le pôle Optitec à rentrer en contact avec les acteurs économiques locaux de ces domaines et secteurs et continuera en 2013 à faciliter l'implantation et le développement de ce pôle sur son territoire.

En 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a proposé au pôle Optitec de participer à sa gouvernance économique. Par ailleurs, dans le cadre de ses démarches d'Ecocité et de cité intelligente, la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose au pôle et à ses adhérents locaux de s'associer à des projets futurs ou déjà lancés autour de ces démarches. Ainsi les adhérents du pôle pourront développer et valoriser de nouvelles offres ou services pour contribuer aux démarches d'Ecocité et de cité intelligente. Le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra également devenir territoire d'expérimentation pour ces offres et services. Enfin les deux partenaires partageront leurs expériences respectives sur leurs démarches d'Open Innovation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier qui soutient les pôles de compétitivité depuis leur création, en cofinçant leur fonctionnement, affiche un certain nombre d'exigences, notamment :

- la présentation de budgets équilibrés,
- le financement annuel du fonctionnement des pôles,
- l'affichage du soutien de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans leurs actions de communication.

Pour 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose d'apporter un soutien financier à l'association POPSud portant le pôle Optitec par l'octroi d'une subvention de 5 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention avec l'association POPSud portant le pôle Optitec,
- dire que cette subvention de 5 000 € a été affectée par délibération du 12 février 2013,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE ENJOY MONTPELLIER - LE CORUM, PALAIS DES CONGRÈS ET OPÉRA - LE ZÉNITH SUD - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL 2012 DU DÉLÉGATAIRE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Société Enjoy Montpellier exploite depuis le 1^{er} janvier 2009 sous une seule et même convention de Délégation

de Service Public et pour une durée de dix ans, les deux équipements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier que sont le Corum, Palais des congrès et Opéra, et le Zénith Sud.

Le Délégué a remis son rapport de Délégation conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de l'article L.1411-14 de ce même code, ce rapport est mis à disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et au sein des mairies des Communes membres. L'article 10 de la loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 a complété l'article L.1411-3 précité et dispose qu'il soit pris acte du rapport du Délégué sur le service public par l'assemblée délibérante.

Ce rapport a été présenté en Commission Consultative des Services Publics Locaux le 19 juin 2013.

Ce rapport comprend un compte rendu technique et financier, une analyse de la qualité du service comprenant les thèmes stratégiques, et des annexes descriptives. Les éléments principaux du rapport sont rappelés ci-après.

1/ Présentation du compte rendu technique et d'activité des deux équipements :

- Activité d'exécution de service public relative au Corum-Palais des Congrès-Opéra

Malgré une concurrence toujours aussi vive sur le plan national et international, le Corum -Palais des Congrès-Opéra a connu une activité soutenue, laissant une place toujours plus importante aux manifestations à fortes retombées économiques directes et indirectes sur la région.

Le Corum-Palais des congrès-Opéra a accueilli 245 événements, lesquels se décomposent pour 47% en manifestations économiques (soit 115 manifestations) et pour 53% en manifestations culturelles (soit 130 spectacles, dont ceux réalisés par l'Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon). L'établissement enregistre ainsi à cet effet une fréquentation de 432 340 journées participants pour un chiffre d'affaires en terme de manifestations accueillies de 7,7 M €.

Les congrès dominent toujours largement l'activité et représentent 60% de ce chiffre d'affaires; les salons professionnels et grand public ont augmenté de plus de 50% pour s'afficher à hauteur de 19% du chiffre d'affaires ; les réunions d'entreprises, en baisse, représentent 6% du chiffre d'affaires, alors que la part relative aux spectacles est en hausse à 10% du chiffre d'affaires. Les concerts représentent quant à eux un peu plus de 1% du chiffre d'affaires.

Confirmant l'attractivité de Montpellier, devenue une destination incontestable du tourisme d'affaires, le Corum-Palais des Congrès-Opéra affiche ainsi l'organisation de 98 congrès dont 18 congrès internationaux.

On relèvera quelques événements notables en 2012 tels que le Congrès international « Society of ethnobiology », ou encore les congrès nationaux de psychiatrie et neurologie, le congrès de la F.N.S.E.A., le congrès des Entreprises publiques locales, les assises de la compagnie nationale des commissaires aux comptes, le colloque de médecine nucléaire de langue française...

- Activité d'exécution de service public relative au Zénith Sud

Le Zénith Sud a accueilli 93 manifestations en 2012, représentant 237 404 journées participants. Les manifestations liées à la diffusion de spectacles ont représenté 84% des manifestations contre 16% pour les manifestations économiques.

Le Zénith Sud confirme sa vocation de grand lieu de spectacles populaires accessibles à tous publics et ses recettes commerciales atteignent en 2012 le niveau le plus élevé depuis sa création (1 431 K€). La pertinence de la programmation est intacte dans sa richesse et dans la variété des artistes et événements proposés.

De nombreux artistes ont marqué la programmation 2012 tels Julien Clerc, Benabar, Shy'm pour la variété française, ou encore, Gossip, Joan Baez pour la variété internationale ; Laurent Gerra, Nicolas Canteloup, Elie Semoun pour les spectacles d'humour et une vingtaine de spectacles familiaux et comédies musicales (Mama Mia, Holiday on Ice,...) ; 4 formules en mode Zénith Club ont été présentées comme les Nuits Zébrées, Chinese Men...

- Principaux moyens mis en œuvre au sein des deux équipements

L'effectif permanent de la société Enjoy Montpellier (qui intervient sur le site du Parc des Expositions et de l'Arena) compte 131 personnes au 31 décembre 2012, aussi des vacataires sont recrutés pour les besoins des manifestations, ainsi que des prestataires de services pour des fonctions telles que l'exploitation et la maintenance technique, le gardiennage et la sécurité, comme le nettoyage.

L'organisation des moyens mis en œuvre n'a pas connu en 2012 de modification significative. Au cours de l'exercice 2012, le directeur général d'Enjoy Montpellier a fait valoir ses droits à la retraite et le secrétaire général a assumé l'intérim de la direction dans l'attente du recrutement d'un nouveau directeur général.

2/ Présentation de la qualité du service public :

L'analyse de la qualité du Service Public montre que l'image du Corum-Palais des Congrès-Opéra et celle du Zénith Sud sont excellentes tant auprès des organisateurs de Congrès qu'auprès du public et des congressistes.

Au cours de l'année 2012, le Corum et le Zénith Sud ont renouvelé leurs deux certifications qualité ISO 9001 version 2008 après audit de suivi de l'AFAQ de juin 2012 ; cette certification est accordée pour une période de 3 ans.

Afin de garantir à ses clients et ses actionnaires, une production de services de qualité en toute sécurité et en respectant l'environnement (QSE), la société Enjoy Montpellier a mis en œuvre un système de management intégré Qualité Sécurité Environnement et Développement Durable. Les objectifs de qualité résident dans la haute qualité des équipements et de l'accueil, et dans l'innovation. La sécurité s'inscrit dans la prévention de tout risque d'accident du travail, alors que l'implication sociale et sociétale s'affiche dans la recherche de l'accessibilité aux personnes ayant un handicap ; les activités sont développées avec la recherche constante de réduction d'impact sur

l'environnement ; aussi l'objectif de développement durable dans le domaine économique par la valorisation des filières d'excellence du territoire et des retombées locales s'impose. Cette démarche d'amélioration s'illustre par le renouvellement en 2012 de la certification ISO 9001.

Ainsi, parmi les actions environnementales qui ont été menées sur 2012, on peut citer des nouvelles solutions concernant le tri sélectif sur l'ensemble des équipements, des actions dans le fonctionnement quotidien (cartes de vœux électroniques, e-newsletter pour l'ensemble des agendas liés au divertissement et à l'industrie de la réunion), la réduction de la consommation énergétique, la billetterie électronique, la sensibilisation du personnel.. ;

Parmi les actions sociales et sociétales organisées en 2012 on pourra citer le plan de déplacement d'entreprise qui a été mis en place, une ambitieuse politique de formation, des mesures de prévention des risques pour la santé au travail, la participation à diverses fondations, la lutte contre les discriminations.. ;

Parmi les actions économiques réalisées en 2012, on pourra citer l'incitation des fournisseurs à s'adapter aux exigences de développement durable dans les cahiers des charges et la participation au développement du territoire par les retombées économiques et par la vitrine de filières d'excellence telles que sur 2012 la 2^{ème} édition d'Hydrogaia, salon international de l'eau, ou encore le Montpellier In Game salon international du jeu vidéo...

L'enquête de satisfaction auprès des organisateurs de manifestations organisées au Corum-Palais des Congrès-Opéra a donné une note excellente de 8.56 sur 10. L'analyse sur les trois dernières années présente une moyenne de satisfaction de 18.3 sur 20 pour le Corum-Palais des Congrès-Opéra et de 19.4 sur 20 pour le Zénith Sud.

Des thèmes stratégiques autour de la communication sont également développés afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du site.

3/ Présentation du compte rendu financier sur les deux équipements :

Le compte de résultat pour 2012 des deux équipements affiche un chiffre d'affaires global de 9 799 K€. Ce chiffre d'affaires est réparti à 78% au titre du Corum -Palais des Congrès-Opéra et à 18% au titre des activités du Zénith Sud. Il apparaît en baisse de 6% par rapport à 2011, cette baisse étant propre aux activités réalisées au Corum-Palais des Congrès-Opéra, malgré l'importante hausse de chiffre d'affaires de près de 13% constatée sur le Zénith Sud.

Toutefois, la maîtrise des charges directes sur manifestations, a conduit à enregistrer une baisse plus importante que celle du chiffre d'affaires à hauteur de 9% pour un montant de charges de 8 199 K€. Ainsi le taux d'excédent brut d'exploitation s'enregistre en amélioration par rapport à 2011. Aussi, le résultat net, s'élève à 366 K€, en nette progression par rapport à 2011 (+33%) et au-delà des objectifs financiers prévus dans le contrat (+50%).

La redevance 2012 issue du contrat de délégation de service public versée par le Délégué à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, s'est élevée à 575 K€ pour sa partie fixe, 246 K€ pour sa partie variable et 10 K€ pour la redevance de contrôle, soit un total de 831 K€.

Au niveau des investissements, l'obligation de renouvellement de certains équipements prévue dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public, a été réalisée à hauteur de 148 K€ sur le Corum et à hauteur de 49 K€ sur le Zénith Sud. La part des biens de retour au 31 décembre 2012 pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 1 888 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport annuel 2012 du Délégué concernant le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. J.-P. Moure, J. Martin, R. Calvat, C. Valette, F. Prunier, G. Deloncle ; F. Dombre-Coste et M. Aslanian ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°18: MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZONE INDUSTRIELLE DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION DE REQUALIFICATION DE LA ZONE D'ACTIVITÉS DU SALAISON - MARCHÉS DE TRAVAUX N°2960 T 13.01 ET N°2960 T 13.02 - LOT N°1 ET 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE - LOT N°3 - DÉCLARATION SANS SUITE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Créée en 1965, la zone d'activités recouvre 148 hectares et accueille aujourd'hui plus de 120 entreprises et 2 500 emplois. Les équipements publics d'infrastructure tels que la voirie et le réseau d'assainissement sont délabrés. Les espaces paysagers y sont inexistantes ou très mal entretenus. Enfin les espaces dédiés aux circulations douces ne sont pas lisibles ce qui ne permet pas d'assurer la sécurité des piétons et des cyclistes.

La situation de ce site au contact de la Zone d'Aménagement Concerté « Via Domitia » d'intérêt régional a amené la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et d'emploi, à engager en 2008 les études en vue de la requalification de la zone d'activités du Salaison. Le 1^{er} avril 2010 le Conseil Communautaire a délibéré sur le mandat d'étude et de réalisation confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), sur la définition du programme et de l'enveloppe prévisionnelle des travaux ainsi que sur la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Vendargues et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Commune de Vendargues ainsi que les entreprises présentes sur le site ont été associées et informées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier tout au long des études.

Afin de mener à bien ce projet, des études pré-opérationnelles ont été menées par la SAAM. Elles ont permis :

- un diagnostic précis des équipements publics d'infrastructure existants ;
- l'identification des besoins en travaux publics ;
- la définition des orientations d'aménagement des espaces publics.

Lors de cette phase, la SAAM s'est appuyée sur l'expertise technique du groupement de maîtrise d'œuvre CHEMIN FAISANT (urbaniste et architecte paysagiste) – INGEROP (bureau d'étude).

Le projet de requalification des espaces publics du parc d'activité du Salaison vise plusieurs objectifs :

- requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces paysagers et des cheminements doux,
- implication des entreprises de la zone d'activités dans la requalification de leurs emprises privatives,
- redynamisation de l'activité économique, aide au développement des entreprises présentes et accueil de nouvelles entreprises.

Dans le cadre de la requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces paysagers et des cheminements doux, il a été décidé de lancer une procédure de marché public de travaux décomposé en 3 lots. Le lot n°1 est intitulé « Voirie et réseaux humides », le lot n°2 « Réseaux secs » et le lot n°3 est intitulé « Aménagements paysagers ». Chaque lot du présent marché de travaux comporte une tranche conditionnelle qui concerne la réfection de « l'ancienne route de Sommières ».

Il s'agit de marchés de travaux sous procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, d'une durée de deux ans à compter de leur notification.

Après analyse, la Commission d'Appel d'Offres, réunie en séance le 28 mai 2013, a retenu :

- La société « Eurovia », située « ZI La Biste – CS Baillargues – 34748 Vendargues Cedex », comme titulaire du lot n°1 « Voirie et réseaux humides », pour un montant hors taxe de 3 748 875,90 €,
- La société « Bondon », située « BP 10005 - Les Méjeans – 34871 Lattes Cedex », comme titulaire du lot n°2 « Réseaux secs », pour un montant hors taxe de 973 722 €.

La Commission d'Appel d'Offres, réunie en séance le 11 juin 2013, a été informée que le lot n°3 « Aménagements paysagers » est classé sans suite par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général, en application de l'article 59.IV du code des marchés publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché de travaux dans le cadre du mandat d'études et de réalisation de requalification du parc d'activités du "Salaison", lots n°1 et 2 avec les entreprises ci-dessus mentionnées,
- approuver la déclaration sans suite du lot n°3,
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 909,
- autoriser Monsieur Thierry LAGET, représentant du mandataire, à signer le marché sus-mentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL – SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL DE MONTPELLIER - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL 2012 DU DÉLÉGATAIRE - APPROBATION

M. A. ZYLBERMAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Délégué aux Relations Internationales, rapporte :

Le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier est géré par la Société d'Économie Mixte Locale SOMIMON dans le cadre d'une Délégation de Service Public. Le délégataire a remis son rapport de délégation conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales. En application de l'article L.1411-14 de ce même code, ce rapport est mis à disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans les mairies des Communes membres.

L'article 10 de la loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 a complété l'article L.1411-3 précité et dispose qu'il soit pris acte du rapport du Délégué sur le service public par l'assemblée délibérante.

Ce rapport a été examiné en Commission Consultative des Services Publics Locaux le 19 juin 2013.

Ce rapport comprend un compte rendu technique et financier, une analyse de la qualité du service rendu, le détail des conditions d'exécution du service et des annexes descriptives. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

Le Marché d'Intérêt National (MIN) a pour vocation de distribuer et mettre en marché des produits alimentaires de grande consommation sur un site de 10 hectares. Sa zone de chalandise s'étend de Béziers à Nîmes, en passant par Montpellier jusqu'à Millau. Les commerces de proximité, restaurateurs, grandes et moyennes surfaces s'y approvisionnent auprès des grossistes, distributeurs, producteurs, éleveurs, horticulteurs régionaux et bénéficient

ainsi d'une gamme très diversifiée de produits alimentaires (fruits et légumes frais et de saison, produits carnés, produits secs, fournitures) et horticoles.

1/ Présentation du Compte rendu technique et d'activité:

Au 31 décembre 2012, la Somimon compte un effectif de 17 agents permanents, dont 2 cadres, 4 agents de maîtrise, 9 employés, 1 contrat de professionnalisation et le Directeur, mis à disposition par la SCET.

En 2012, la société poursuit le développement de ses activités en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, une politique de services pour l'ensemble des filières, les nouveaux modes de consommation et le positionnement au service de la dynamique vitivinicole.

Un soin particulier a été apporté cette année à la communication, tant auprès des professionnels et institutionnels (Guide d'accueil, plaquette) que du grand public (Charte Qualité-Proximité, exposition médiatique pour l'expérimentation conduite avec les Restaurants du Cœur). L'événement organisé en octobre à l'occasion du cinquantième anniversaire du MIN ont été l'occasion de le mettre en valeur

Les faits marquants sont les suivants au titre de l'année 2012 :

Au total, ce sont 20 entreprises ou producteurs qui se sont installés sur MERCADIS : 16 en distribution alimentaire et horticole ; 1 logisticien en véhicule électrique ; 3 autres activités. 6 acteurs en sont partis, dont 4 qui ont cessé leur activité.

- La filière agroalimentaire (43 % du chiffre d'affaires de la Somimon)

- La filière enregistre quelques événements significatifs avec notamment son 1^{er} Salon de la Distribution Alimentaire de Proximité, organisé à l'occasion du 50^{ème} anniversaire du marché gare, l'entrée du MIN au Comité Régional Circuits Courts. Le partenariat reconduit cette année avec l'INRA et les Restaurants du Cœur de l'Hérault pour leur approvisionnement local a fait l'objet d'une forte exposition médiatique : Mercadis s'est vu nommé lauréat du trophée des EPL 2012 pour cette expérimentation.
- La filière « fruits et légumes » représente une activité essentielle pour la société (23 % de son chiffre d'affaires) et pour le Marché d'Intérêt National qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés. La Charte « Qualité et Proximité », signée par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les représentants des opérateurs du Marché, permet désormais de valoriser, auprès du consommateur, la pertinence de l'approvisionnement sur le MIN.

Sur le carreau des producteurs, le nombre de producteurs permanents augmente légèrement, avec quatre arrivées et un départ. La fréquentation des producteurs saisonniers est stable, bien que leur renouvellement d'une année sur l'autre soit très important.

- La filière « autres produits alimentaires » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs...) contribue à plus de 20% du chiffre d'affaires de la Somimon.

- Le chiffre d'affaires lié à l'activité horticole enregistre une chute de 23%, du fait qu'un entrepôt dédié à la filière fleurs en 2011 ait été repris par un grossiste en fruits et légumes Bio sur 2012. A noter que la moitié de la fréquentation des acheteurs de la filière se produit pendant le marché horticole hebdomadaire.

- L'activité de « plate-forme frigorifique », développée par la Somimon, réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée avec enregistrement de courbes de températures, et protégées de la lumière, dans un espace contrôlé en permanence sous vidéo surveillance. La société délégataire propose des prestations associées en termes de réception, de contrôle, de gestion des stocks... Ces services sont utilisés par des PME/TPE extérieures au MIN comme par les opérateurs du MIN. Au cours de l'exercice 2011, l'activité frigorifique a progressé de 6% par rapport à 2011.

La mise à disposition de locaux en température dirigée représente environ 18% du Chiffre d'affaires de la Somimon, en augmentation par rapport à l'année précédente. La qualité des installations et le savoir faire reconnu du délégataire en matière de maintenance des installations frigorifiques permettent l'accompagnement des opérateurs dans la mise à disposition de ces installations et le développement de l'activité de la plate-forme frigorifique. A noter en outre la remise en fonctionnement du tunnel de congélation pour un industriel en volaille du Gard.

- La filière logistique enregistre une augmentation de 7% du chiffre d'affaires. Cette progression correspond à la stratégie de la SOMIMON confortée par l'étude sur la logistique urbaine lancée par l'agglomération qui valorise l'intérêt du MIN et de sa situation géographique afin d'y conforter une Zone de Logistique Urbaine.

2/ Présentation de la qualité du service rendu

- Le plan qualité de Mercadis se traduit par un ensemble d'actions développé sur le site. L'ensemble des normes alimentaires et les divers contrôles internes attestent d'une parfaite qualité de service :

- sur le site en général (mise aux normes systématiques des installations sur site avec certification sur l'installation électrique des locaux mis à disposition des nouveaux concessionnaires (10 entrepôts remis aux normes au gré des arrivées/départs d'opérateurs), mise en œuvre du tri sélectif (taux de recyclage stable à 75%), la garantie pour la sécurité du personnel et l'assèrmentation du personnel, la mise en conformité du règlement intérieur avec les évolutions réglementaires, le système de traçabilité de l'approvisionnement local pour la restauration collective, le raccordement en cours au réseau fibre optique haut débit, l'engagement croissant des producteurs du carreau dans une démarche qualité) ;
- et sur la plate-forme frigorifique (maintenance exemplaire, demande d'agrément pour l'exportation vers la Chine en cours d'instruction qui s'appuie sur l'agrément européen et système d'information (lecteur code barre, logiciel)).

- Enfin, sur l'ensemble de l'équipement, l'analyse de la satisfaction des acteurs du MIN est aujourd'hui formalisée par un dialogue avec les organes représentatifs des usagers ainsi que par l'organisation régulière de réunions du

Comité Technique Consultatif, tenue d'une commission par métiers (horticole, fruits et légumes, agroalimentaire, acheteurs...), l'étude par anticipation des besoins des opérateurs, réalisation d'une enquête de satisfaction lors des rendez-vous professionnels...), la déclaration d'activité annuelle permettant de connaître la santé et les tendances financières des opérateurs.

- En termes de perspectives, il est à noter plusieurs projets stratégiques de développement qui s'appuient principalement sur les axes définis dans le Plan Qualité et sur le projet de programme de modernisation et d'intégration urbaine du MIN :

- les vocations de logistique urbaine de Mercadis (confirmées par les études lancées par les Collectivités) : le MIN constitue un véritable outil, bénéficiant de nombreux atouts dans le cadre de la maîtrise de la logistique urbaine son rôle pourrait être renforcé par une étendue foncière.
- l'enjeu lié au renouvellement urbain du quartier de la Restanque,
- le diagnostic stratégique lancé par France Agrimer,
- le Plan stratégique à moyen terme, confié à la SCET en mai 2012,
- la participation à la valorisation des circuits courts ou de proximité,
- le développement de l'activité des opérateurs : notamment par l'accueil prioritaire des opérateurs issus des filières fondatrices du MIN (alimentaire, horticole...), par l'anticipation de l'évolution des besoins des opérateurs, par la participation aux investissements aux côtés des concessionnaires, par le développement de la compétence d'entrepôt de la Somimon sur la plateforme frigorifique.
- la valorisation des déchets en participant à la politique globale de Montpellier Agglomération,
- l'étude thermique.

3/ Présentation du compte rendu financier

L'exercice 2012 est le second depuis 10 ans (après 2011) en volume de travaux et d'investissements réalisés (+45%). La progression de +2% de chiffre d'affaires net (+52K€) et le résultat net à l'équilibre (1k€) s'inscrivent dans une politique ambitieuse de la Somimon : poursuite de la participation aux investissements à côté des concessionnaires (3 entrepôts en immobilier définitif) ; poursuite des études dans le cadre du schéma directeur, lancement des études sur la transition énergétique, organisation du 50ème anniversaire de Mercadis.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 2 613 K€ en légère hausse par rapport à 2011 (soit +52 K€, soit + 2%). On notera principalement une hausse des recettes frigorifiques (+32k€, soit +7 %) et des recettes de locations (+29k€, soit +1,6 %).

Parmi les évolutions de charges, on notera une évolution des fluides (électricité +25%), une baisse des services extérieurs (-34K€, soit -8%) malgré l'augmentation des postes études pour 13k€ et assurances (26K€ dont 21k€ seront compensés), alors que les autres services extérieurs progressent significativement de 95k€ (+20%) avec notamment la prise en charge du coût du 50ème anniversaire (+45k€), l'augmentation du recours au personnel intérimaire (+25k€) et des honoraires (+12K€). Onnotera également une forte progression des dotations aux amortissements (+22K€, soit +17,5%), et une augmentation des charges de personnel (+12 K€, soit un rebur au niveau de 2010). La redevance versée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier augmente de 11k€.

La valeur ajoutée (VA) de la société comme l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) sont en baisse par rapport à 2011, malgré la hausse du chiffre d'affaires, du fait de l'augmentation des achats et charges externes et des charges de personnel, et restent en deçà des niveaux réalisés antérieurement principalement du fait des charges liées à l'organisation du 50ème anniversaire et à la 1ère édition du Salon de la Distribution Alimentaire de Proximité. Le fort impact des Dotations aux amortissements et aux provisions entraîne l'affichage d'un Résultat d'exploitation déficitaire de -65K€. Il est rehaussé d'un résultat financier de 58k€, un résultat exceptionnel de 27k€ malgré un impôt sur les sociétés et intéressement du personnel de 19k€. (Rappel : résultat net définitif de 1k€)

Les capitaux propres de la société délégataire s'affichent toujours à 1 064 K€.

Les travaux de gros entretiens investissements réalisés sur le site en 2012 s'élèvent à 425K€ dont 257k€ relatifs aux investissements en biens renouvelables et 119K€ en travaux de gros entretiens. Le report de la provision gros entretiens est de 50K€ qui n'ont pas été engagés sur 2012. La provision disponible sur la période 2013-2017 est donc de 803K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2012 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mme Gabrielle Deloncle, MM Jean-François Audrin, Yvon Pellet, Renaud Calvat, Michel Aslanian, et Philippe Saurel ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°20 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DIVERSES ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte son soutien à des associations dont les interventions concourent à la mise en œuvre du

Programme Local de l'Habitat. Elle est sollicitée par quatre d'entre elles pour l'octroi d'une subvention au titre de l'année 2013.

1- L'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL)

L'ADIL, association loi 1901, a pour vocation d'offrir gratuitement au public un conseil personnalisé sur les questions juridiques, fiscales et financières relatives au logement et à l'habitat.

En 2012, 6321 consultations ont été effectuées par l'ADIL pour des personnes demeurant dans la Communauté d'Agglomération, représentant 54% des consultations réalisées dans l'Hérault.

L'ADIL 34 a été retenue fin 2012 par le Ministère de l'égalité des territoires et du logement comme pilote pour la mise en place d'un observatoire des loyers sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre d'une expérimentation qui concerne 16 autres sites au plan national. La participation de la Communauté d'Agglomération à cette expérimentation en 2013 doit lui permettre de définir avec l'Etat les orientations de l'observatoire au plan local, comme outil de suivi de la politique locale de l'habitat traduite dans le Programme Local de l'Habitat.

2- L'Agence Immobilière à Vocation Sociale de l'Hérault

Créée en 2007, l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) a pour objet de favoriser la location de logements à des personnes et familles à revenus modestes. La mission de l'association repose sur la prise en mandat de gestion de biens, dans le parc privé, dont les loyers sont situés entre 15% et 30% au-dessous du niveau du marché. Les candidats à la location sont orientés vers l'association par les services sociaux et sont proposés pour attribution d'un logement à une commission composée des associations d'insertion par le logement partenaires de l'AIVS, du service Espace Logement du Département de l'Hérault et de la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui finance la rénovation du parc privé ancien, l'AIVS constitue un partenaire privilégié, venant renforcer le volet social des opérations engagées et notamment de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire », mise en place depuis le 1^{er} juillet 2009. La médiation de l'AIVS constitue en effet un levier supplémentaire pour convaincre les propriétaires bailleurs de réhabiliter et de louer leur bien à un loyer modéré. Proposant des honoraires de gestion et des couvertures d'impayés de loyers inférieurs à ceux pratiqués par une agence immobilière classique, elle offre aux propriétaires une solution locative sécurisée. Elle mobilise en effet les différentes aides possibles en cas de difficultés du locataire.

Au 31 décembre 2012, l'AIVS disposait de 61 logements en gestion sur la Communauté d'Agglomération de Montpellier, soit 30% de son parc sur le Département. Pour l'année 2013, elle propose de mobiliser 20 logements supplémentaires sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

3- L'Union Régionale des Organismes d'Habitat social (URO Habitat)

L'URO Habitat fédère les 31 organismes d'habitat social de la région Languedoc-Roussillon, représentant 120 000 logements sociaux dont un quart environ dans la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Depuis 2003, l'URO Habitat est plus particulièrement mobilisée pour encourager la production de logements sociaux répondant aux exigences du développement durable. L'association conduit un programme dénommé « Convergence 2010-2014 », visant à développer des actions de communication et d'information des partenaires destinées à promouvoir un habitat durable méditerranéen de qualité sur l'ensemble du territoire régional (conférences, congrès, presse, communication nationale, régionale et locale, sites Internet, etc.).

En 2012, l'URO Habitat a contribué à l'organisation de trois rencontres interprofessionnelles visant à mobiliser les partenaires concernés sur les thèmes du coût de la construction, de l'urbanisme et de l'impact sociologique de l'efficacité énergétique.

En 2013, l'URO Habitat proposera 3 nouvelles rencontres sur les thèmes de l'éco-construction, l'innovation dans le bâtiment et la rénovation thermique. Le site Internet « convergence 2010-2014 » sera amélioré et une action de communication départementale visant à la promotion du logement social sera mise en oeuvre.

4 – L'association Consommation Logement Cadre de Vie – Union Locale (CLCV)

La CLCV est une association de dimension nationale intervenant dans tous les domaines de la vie quotidienne et du cadre de vie pour la défense des consommateurs, des locataires, des copropriétaires et des usagers. Son action s'appuie sur un réseau d'associations locales, départementales et régionales.

Dans la Communauté d'Agglomération, la CLCV accompagne les particuliers dans le règlement de leurs litiges personnels et les informe sur des sujets de consommation variés dont le logement, notamment dans les quartiers concernés par le Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier ; elle représente les locataires au sein des différentes instances consultatives en matière d'habitat dans l'Agglomération de Montpellier. La CLCV participe ainsi aux travaux de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat qui statue pour avis sur l'attribution des aides à la rénovation de l'habitat privé de l'Agence Nationale de l'Habitat, déléguée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Des conventions seront signées avec chacune des quatre associations, qui préciseront les résultats attendus et les modalités de versement des subventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement une subvention de 10 000 €, à l'Agence Immobilière à Vocation Sociale de l'Hérault une subvention de 10 000 €, à l'Union Régionale des Organismes d'HLM une subvention de 8 000 € et à l'association Consommation Logement et Cadre de Vie Union Locale une subvention de 1 000 € ;

- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2013, chapitre 927, et que les subventions accordées seront versées sous réserve de la signature des conventions fixant les engagements des parties ;
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention à intervenir avec chacune des associations ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 50 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE ILOT JOSEPH SUAY - ROUTE IMPÉRIALE À BAILLARGUES - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 50 logements sociaux, Ilot Joseph Suay, route Impériale et rue du Levant à Baillargues. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS, comprend 38 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), ainsi que 10 logements en location-accession faisant l'objet d'une délibération spécifique également proposée au présent Conseil.

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture A+ ARCHITECTURE à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% les quatre emprunts d'un montant total de 5 071 623 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 309 654 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 337 217 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 061 564 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 363 188 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

des caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 309 654 €	1 337 217 €	1 061 564 €	363 188 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 %			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de

formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 803 717,25 €, représentant 75% des quatre prêts sollicités par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 50 logements locatifs sociaux, résidence « Ilot Joseph Suay », route Impériale à Baillargues ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - ILOT JOSEPH SUAY - ROUTE IMPÉRIALE À BAILLARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 10 logements en location-accession, îlot Joseph Suay, route Impériale et rue du Levant à Baillargues. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS, comprend 10 logements financés en Prêt Social de Location-Accession (PSLA), ainsi que 50 logements locatifs sociaux faisant l'objet d'une délibération spécifique également proposée au présent Conseil.

Le projet a été conçu par le cabinet A+ ARCHITECTURE à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 1 466 024 € qu'elle sollicite auprès du Crédit Agricole du Languedoc.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements sociaux réalisées par les organismes habilités, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Agricole du Languedoc sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	1 466 024 €
Durée :	5 ans
Echéances :	trimestrielles
Taux d'intérêt :	actuariel annuel révisable : 3.25% à la date du 27/11/2012.
Indice de référence :	taux de rémunération du livret A
Révision du taux du prêt :	à chaque variation du taux de rémunération du Livret A

Au cas où le Nouveau Logis Méridional, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital de l'emprunt et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Agricole du Languedoc par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 466 024 €, représentant 100% du prêt sollicité par le Nouveau Logis Méridional auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer la réalisation de 10 logements en location-accession, Ilot Joseph Suay, route Impériale à Baillargues ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole du Languedoc et la société Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE ORION - ZAC DES CONSTELLATIONS, LOT A4 À JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de l'usufruit locatif de 26 logements sociaux, résidence « Orion », ZAC des Constellations lot A4 à Juvignac. Le dispositif « d'usufruit locatif social » repose sur le principe de démembrement de propriété qui consiste à dissocier, pour une durée déterminée, la nue-propriété acquise par un investisseur privé, de l'usufruit acquis par un bailleur social, ici FDI Habitat pour une période de 17 ans.

L'opération réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur SPAG, comprend au total 38 logements, dont 26 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS) qui feront l'objet d'une délibération de garantie ultérieurement.

Le projet a été conçu par l'agence GERVAIS Architectes à Montpellier.

La garantie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier du Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) d'un montant de 1 540 061 € que FDI Habitat sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération est proposée à hauteur de 75%.

Le Département de l'Hérault sera sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation :	PLUS
Montant du prêt :	1 540 061,00 €
Taux d'intérêt actuariel annuel :	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
Taux annuel de progressivité :	de 0 % à 0,50 % maximum
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité :	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %
Préfinancement :	de 3 à 24 mois maximum
Périodicité des échéances :	annuelle
Durée :	17 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale du prêt, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 17 ans et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 1 155 045,75 €, représentant 75% du prêt d'un montant de 1540 061 €, sollicité par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 26 logements locatifs sociaux, résidence "Orion", ZAC des Constellations lot A4 à Juvignac ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°24 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – CONVENTION D'OFFRE DE CONCOURS AVEC LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT POUR L'ÉTUDE PROSPECTIVE D'AMÉNAGEMENTS DE LA RD 66 ENTRE L'A9 ET LA RD21 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

De nombreuses opérations d'aménagement se développent sur les Communes de Mauguio, Lattes, Pérols et Montpellier aux abords de la RD 66 qui connecte l'autoroute A9 actuelle au littoral. Celle-ci dite « route de l'aéroport » fait le lien à travers les étangs, entre Montpellier et les plages. Elle dessert depuis la sortie Montpellier-Est de l'autoroute A9, successivement : le centre ville de Montpellier, la zone ludique et commerciale d'Odysseum, les zones commerciales du sud de Montpellier (Fenouillet, Soriech, Aéroport, la zone commerciale de Fréjorgues et Solis) ainsi que l'Aéroport de Montpellier-Méditerranée, sa zone de fret, le Parc des expositions et la salle Park and Suites Arena. Elle recueillera dans le futur les trafics tous modes confondus, des nouveaux développements d'Oz Montpellier Nature urbaine, et d'Ode à la Mer Nature urbaine, projets structurants de la métropole montpelliéraine.

D'une manière générale, le fonctionnement actuel de la RD 66 est satisfaisant mais l'axe est en limite de saturation et des ralentissements et bouchons se forment à la moindre difficulté ou manifestation. De multiples aménagements étant prévus par les différents porteurs de projets que sont la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et la Société de l'Aéroport Montpellier Méditerranée, dans le cadre de leurs différents projets. Il est donc important de pouvoir anticiper les modifications de flux.

Afin d'effectuer un bilan sur le devenir de la RD 66 et d'apporter des réponses aux sollicitations des différents projets, le Département de l'Hérault a décidé de s'entourer d'une équipe pluridisciplinaire composée d'un BET VRD, d'un architecte paysagiste, et d'un BET déplacement et mobilité. Cette équipe aura pour mission d'analyser le fonctionnement actuel et à venir de cet axe et de définir des propositions d'aménagements en fonction des contraintes et des impacts.

Au titre des avantages que représente pour elle une telle étude sur l'accessibilité des futurs aménagements, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au côté de celle du Pays de l'Or, ainsi que la Société Aéroport de Montpellier Méditerranée a décidé d'offrir son concours financier au Département de l'Hérault, maître d'ouvrage, dans les conditions définies dans la convention de fonds de concours objet de la présente délibération.

Le projet de convention définit les modalités suivantes :

Cette étude sera exécutée sous maîtrise d'ouvrage départementale selon un programme et une estimation du coût financier prévisionnels déterminés par le Département de l'Hérault. Le délai des études est de 21 semaines, sans tenir compte des délais de validation par le maître d'ouvrage et les co-financeurs.

La présente convention, de caractère administratif, a pour bénéficiaire le Département de l'Hérault et obéit au régime de l'offre de concours tel qu'il a été défini par la jurisprudence.

Le montant total de l'étude est de : 56 900 € H.T. soit 68 052,40 € T.T.C. Le Département en assure le financement à hauteur de 45 292,40 € T.T.C. soit 60% du montant total.

- La Communauté d'Agglomération de Montpellier offre de participer au coût de l'étude décrite dans le projet de convention par le versement au Département de la somme de 14 225 € nette de taxe soit 25% du montant total des travaux.
- La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or offre de participer au coût de l'étude décrite dans le projet de convention par le versement au Département de la somme de 5 690 € nette de taxe soit 10 % du montant total des travaux.
- La Société de l'Aéroport Montpellier Méditerranée offre de participer au coût de l'étude décrite dans le projet de convention par le versement au Département de la somme de 2 845 € nette de taxe soit 5% du montant total des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs poursuivis par cette étude,
- approuver le versement d'une offre de concours au Département de l'Hérault d'un montant de 14 225 € nette de taxe pour son financement,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER PERPIGNAN - AVANCEMENT DES ÉTUDES ET PROCÉDURES PRÉALABLES À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE - AVIS SUR LES GARES DESSERVIES ET LA MIXITÉ DE LA LIGNE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Dans le cadre de l'avancement des études et concertation préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan, un comité de pilotage s'est réuni le 8 octobre 2012 pour examiner les

caractéristiques et fonctionnalités qu'il convient d'attribuer à la ligne en termes de mixité voyageur-fret et les modalités la desserte des agglomérations.

Lors de sa venue à Montpellier les 14 et 15 mars 2013, le Ministre délégué aux Transports et à l'Economie Maritime a demandé à M. le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon d'ouvrir la phase de consultation élargie des acteurs et des territoires concernés. Ainsi, par un courrier en date du 26 mars 2013, le Préfet a invité la Communauté d'Agglomération de Montpellier à lui faire part de ses avis et observations sur la base des éléments transmis par RFF. L'ensemble des avis et observations recueillis seront intégrés au rapport sur lequel le Ministre fondera sa décision définitive en matière de desserte et de mixité grande vitesse voyageurs et fret.

Cette étape s'inscrit dans la deuxième phase des études préalables qui s'achèvera avec la validation du tracé définitif ; la troisième phase des études préalables étant consacrée à la constitution des dossiers réglementaires nécessaires à l'enquête publique prévue en 2015. Le choix du tracé sur l'ensemble de la ligne exige en effet que des études plus approfondies soient menées à partir des décisions prises en matière de gares desservies et du caractère mixte de la ligne ; décisions auxquelles la présente délibération doit contribuer.

Pour faciliter les arbitrages, RFF a établi plusieurs scénarii de desserte des agglomérations de Béziers et Narbonne en fonction de la localisation des gares :

- Desserte par les deux gares centre ;
- Desserte par une gare nouvelle sur l'agglomération de Béziers
- Desserte par une gare nouvelle sur le secteur de Nissan-lès-Ensérune ;
- Desserte par une gare nouvelle sur l'agglomération de Narbonne ;
- Desserte par deux gares nouvelles sur les agglomérations de Béziers et Narbonne.

Les scénarii de mixité de la ligne correspondent pour leur part à différents tronçons :

- Mixité de Montpellier à Béziers ;
- Mixité de Montpellier à Nissan-lès-Ensérune ;
- Mixité de Montpellier à Narbonne ;
- Mixité de Montpellier à Perpignan.

Ainsi, les avantages et inconvénients des scénarios établis par combinaison des paramètres mixité et desserte ont pu être analysés par RFF en termes de transport de fret, de fréquentation voyageur, de contraintes techniques et de fonctionnalités, puis estimés financièrement. Les cinq scénarii ayant fait apparaître le meilleur rapport avantage / coût ont été présentés en comité de pilotage.

En séance, le comité de pilotage a proposé à l'unanimité :

- de poursuivre les études avec l'implantation de deux gares nouvelles dans les agglomérations de Béziers et Narbonne, favorisant l'accessibilité des stations littorales et l'interconnexion entre grande vitesse et desserte régionale ;
- de retenir la possibilité d'une nouvelle gare, à terme, dans le secteur de Perpignan.
- de poursuivre les études d'une ligne ferroviaire mixte le plus loin possible entre Montpellier et Perpignan ;
- de proposer une mixité de la ligne dans la plaine du Roussillon, avec un barreau mixte, au nord de Perpignan, vers la ligne actuelle.

Par la présente délibération, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite rappeler son plein engagement pour la réalisation rapide de ce projet d'infrastructure ferroviaire qui constitue un enjeu majeur pour le développement de la métropole montpelliéraine.

A ce stade décisif de l'avancement des études, il convient de confirmer l'attachement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la mixité de la ligne nouvelle, le plus loin possible entre Montpellier et Perpignan, car cette ligne s'inscrit dans le prolongement du Contournement ferroviaire Nîmes Montpellier, entièrement mixte. La poursuite de cette mixité donnera à la LNMP la capacité et la fonctionnalité qui lui permettront de répondre aux enjeux économiques et environnementaux du transport de marchandises et de voyageurs à moyen et long terme.

Pour ce qui concerne la desserte, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'associe pleinement au choix de ses partenaires de voir la réalisation de deux gares nouvelles pour desservir les agglomérations de Béziers et Narbonne ainsi que d'une halte à Rivesaltes. Au vu des études présentées dans le rapport ministériel, cette configuration offre en effet à la ligne nouvelle la meilleure fréquentation en terme de voyageurs, ce qui favorise l'accompagnement des grands projets de développement portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable à la poursuite des études LNMP telles que retenues à l'unanimité lors du comité de pilotage du 8 octobre 2012, notamment :
 - . une poursuite de la mixité ferroviaire voyageurs / fret du contournement ferroviaire de Nîmes à Montpellier, le plus loin possible entre Montpellier et Perpignan,
 - . L'implantation de deux gares nouvelles dans les agglomérations de Béziers et Narbonne.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – ROUTE DE LA MER - AVENANT DE

TRANSFERT DE LA SERM À LA SAAM DE L'ACCORD CADRE DE PRESTATION D'URBANISTE ET DE PAYSAGISTE EN RENOUVELLEMENT ET DÉVELOPPEMENT URBAIN - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le SCOT de l'agglomération de Montpellier a défini sur le site stratégique, dit de la « Route de la Mer », un objectif de requalification de l'axe autour de la nouvelle ligne 3 du tramway.

Pour conduire ce projet la Communauté d'Agglomération a confié un mandat d'études préalables à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine) pour l'aménagement de la « Route de la Mer ».

Dans le cadre de son mandat, la SERM a organisé une consultation pour la réalisation des prestations d'urbaniste et de paysagiste en renouvellement urbain et développement urbain.

Le marché d'urbaniste-paysagiste a été attribué (délibération n°9039 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 3 juillet 2009) au terme d'une procédure d'appel d'offres restreint, au groupement d'entreprises suivant : SAS Reichen et Robert et associés (architecte-urbaniste, mandataire) / Atelier Alfred Peter (paysagiste). La forme qui a été retenue pour l'organisation contractuelle des missions est celle d'un accord cadre à prestataire unique, sans montant maximum, ni minimum.

Les missions confiées à l'urbaniste et au paysagiste permettent dans un contexte d'intercommunalité et de multiplicité des acteurs économiques, le passage de la planification à l'opérationnel. Elles comprennent :

- o l'organisation d'ensemble (définition, concertations et coordination globale du projet urbain), la coordination des projets urbains particuliers ou pour de premières opérations limitées,
- o la définition de projets urbains sectoriels.

La délibération n°9039 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 3 juillet 2009 précise que ces missions peuvent sur les premiers secteurs de projets, se poursuivre, en phases opérationnelles (élaboration et suivi de projets urbains particuliers) et être reprises par l'aménageur une fois désigné, dans le cadre contractuel approprié.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération du conseil communautaire n°10 387 en date du 29 septembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Route de la Mer », dans le cadre des dispositions du code de l'urbanisme. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier ayant décidé, par délibération n°10 480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) dans le cadre d'une concession d'aménagement, il est proposé d'organiser le transfert de l'accord cadre au profit de la SAAM Concessionnaire.

Un avenant de transfert quadripartite entre la Communauté d'Agglomération, la SERM, la SAAM, le groupement prestataire est proposé pour ce faire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe du transfert de l'accord cadre,
- autoriser la SERM à signer l'avenant de transfert,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE MONTPELLIER - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par courrier en date du 28 mars 2013, la Ville de Montpellier a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le projet de modification de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) conformément aux dispositions des articles L.123-13-1 du Code de l'Urbanisme.

L'ensemble des modifications envisagées, de fond et de forme, permet la mise en œuvre actualisée du projet urbain communal qui, de manière générale, répond aux objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et aux orientations du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2013-2018.

Dans cette perspective, le projet de modification du PLU prévoit notamment des adaptations réglementaires relatives à l'aménagement des quartiers existants ou répondant aux évolutions programmatiques des opérations d'urbanisme nouvelles ou en cours de réalisation (ZAC Nouveau Saint-Roch, quartier Croix d'Argent - Ecole d'Application d'Infanterie, ZAC Ovalie, ZAC du Coteau, etc.).

Il intègre, en particulier, une mesure conservatoire sur le secteur Thomassy visant à créer, sur environ 13 hectares, un espace à protéger pour des motifs d'ordre paysager et écologique. Ce secteur est identifié comme site stratégique par le SCOT de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en raison, principalement, de sa vocation à accueillir les développements liés aux besoins des fonctions métropolitaines, hospitalières ou universitaires. Aussi, il conviendra de veiller à ce que cette servitude affecte de manière proportionnée la constructibilité du site et n'interdise pas la mise en œuvre opérationnelle d'un projet d'aménagement à terme.

Par ailleurs, le projet de modification vise à renforcer la production de logements locatifs sociaux en abaissant le seuil d'application de la prescription de mixité sociale intégrée au PLU et en portant jusqu'à 30% au moins le taux de réalisation de logements locatifs sociaux. De manière concomitante, il étend l'application de cette disposition à

l'ensemble des secteurs à vocation résidentielle tout en écartant certains, aujourd'hui soumis, qui disposent d'un parc de logements locatifs sociaux suffisant ou pour lesquels la réalisation de logements sociaux s'effectuera selon d'autres modalités au regard de leur spécificité programmatique (ZAC Hermès, ZAC Pagézy, ZAC Euréka, etc.). Dans ce contexte, conformément à l'article L.123-16 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler son avis sur les modifications concernant la ZAC Euréka créée à son initiative ; modifications qui répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Ville de Montpellier afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme ;
- émettre un avis favorable aux évolutions du Plan Local d'Urbanisme relatives à la ZAC Euréka, conformément aux dispositions de l'article L.123-16 du Code de l'Urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LA SOCIÉTÉ MAZEDIA - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Une exposition consacrée au peintre Paul Signac (1863-1935) et intitulée « Signac, les couleurs de l'eau » sera présentée au Musée Fabre du 13 juillet au 27 octobre 2013. Organisée en partenariat avec le musée des Impressionnistes de Giverny, qui en présente une version dans ses murs du 29 mars au 2 juillet 2013, cette exposition rend hommage au peintre, membre fondateur et théoricien du mouvement néo-impressionniste, navigateur passionné et grand coloriste.

La société Mazedia, première société de production de programmes multimédia pour le secteur culturel en France, pionnière des technologies tactiles et des parcours de visite immersifs audio mobiles, a souhaité apporter son soutien à cette exposition dans le cadre d'un mécénat de compétence sous la forme de la conception et de la mise à disposition de deux applications multimédia développées autour de l'exposition.

La première application sera disponible en ligne gratuitement sur la plate-forme de téléchargement Apple store et utilisable sur les propres tablettes numériques Ipad des utilisateurs, indépendamment de la visite de l'exposition. Cette application comprendra un ensemble de contenus de présentation de la vie et de l'œuvre de Paul Signac et des éléments fondamentaux de compréhension de ses techniques picturales. Elle inclura également un atelier d'expérimentation multimédia permettant d'utiliser les techniques du peintre.

La deuxième, également téléchargeable gratuitement sur la plate-forme de téléchargement Apple store, sera utilisable sur Smartphone, et sera destinée à accompagner la visite in situ de l'exposition.

Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratifs et financiers, et précise notamment qu'en contrepartie du montant total du mécénat en nature, évalué à 27 500 € H.T., la société Mazedia bénéficiera de cinq invitations pour le vernissage de l'exposition le 12 juillet 2013, et quarante entrées individuelles de l'exposition « Signac, les couleurs de l'eau » correspondant à une contrepartie de 360 euros soit 9 euros par entrée au tarif individuel.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage également à laisser communiquer, pendant la durée de la présentation de l'exposition et en dehors de toute opération commerciale et publicitaire, la société Mazedia sur son mécénat dans tous ses documents internes et externes. A cet effet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la société Mazedia à reproduire et à utiliser le nom et le Logotype « Musée Fabre de Montpellier Agglomération » ainsi que le titre de l'exposition « Signac, les couleurs de l'eau ».

De plus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier reproduira de manière visible le logotype de la société Mazedia sur le dossier de presse et les cartons d'invitation à la conférence de presse précédant l'inauguration de l'exposition « Signac, les couleurs de l'eau ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de mécénat avec la société Mazedia ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mécénat avec la société Mazedia ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LE GROUPE LA POSTE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture,

Enseignements Artistiques, rapporte :

Fort de l'expérience concluante des partenariats noués avec le musée Fabre en 2009, 2010, 2011 et 2012, le Groupe La Poste souhaite renouveler sa démarche en apportant un soutien financier de 12 000 euros à l'exposition « Signac, les couleurs de l'eau », qui se déroulera du 13 juillet au 27 octobre 2013 au musée Fabre.

Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratifs et financiers, et précise notamment que le Groupe La Poste bénéficiera d'une soirée privée le 24 septembre 2013 avec visites guidées pour 100 personnes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de mécénat avec le Groupe La Poste,
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mécénat avec le Groupe la Poste ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – AQUARIUM MARE NOSTRUM - RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE SEAMAN - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'aquarium Mare Nostrum est géré par la Société SEAMAN dans le cadre d'une Délégation de Service Public. Le Délégué a remis son rapport conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales. En application de l'article L.1411-14 de ce même code, ce rapport est mis à disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans les mairies des Communes membres. L'article 10 de la loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 a complété l'article L.1411-3 précité et dispose qu'il soit pris acte du rapport du Délégué sur le service public par l'assemblée délibérante.

Ce rapport comprend un compte rendu technique et financier, une analyse de la qualité du service, le détail des conditions d'exécution du service et des annexes descriptives. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après. Ces documents ont été présentés en Commission Consultative des Services Publics Locaux, le 19 juin 2013.

L'année 2012 a notamment été consacrée à la mise en service des bassins de la galerie d'actualité, aux finitions et aux réglages des réseaux de l'extension et à la mise en service de la GTC sur ces réseaux. Les liens avec la communauté scientifique et professionnelle se sont également poursuivis (IFREMER, CNRS, Museum d'Histoire Naturelle, ...), voire renforcés avec en particulier la participation en Afrique du Sud à l'International Aquarium Congress, qui a permis de préparer le projet « Escalade en Afrique du Sud » dont les travaux ont été mis en œuvre début 2013.

Pour cette quatrième année d'exploitation, l'aquarium Mare Nostrum a accueilli 340 231 visiteurs, soit une augmentation de +0,96% par rapport à 2011. Depuis l'ouverture, conformément aux objectifs, près d'1,7 millions de personnes sont ainsi venues découvrir ou redécouvrir les 300 espèces en provenance de tous les océans. Le pic de fréquentation des mois de juillet et août se confirme à nouveau avec plus de 108 000 visiteurs sur ces seuls mois. Plus généralement, les mois concernés par les vacances scolaires sont les plus fréquentés. En moyenne, l'aquarium reçoit 923 visiteurs par jour. Les enquêtes de satisfaction conduites auprès des visiteurs montrent que 70% de ces derniers viennent spécifiquement à Odysseum pour visiter l'aquarium Mare Nostrum.

En matière d'aquariologie, les équipes de l'aquarium poursuivent leurs missions auprès des animaux : soins courants, entraînement, reproduction... Le cheptel s'est accru avec le peuplement de l'extension. L'évolution du cheptel résulte de diverses acquisitions parfois réalisées avec d'autres établissements (Océanario de Lisbonne, La Cité de l'Océan de Biarritz, L'aquarium du val de Loire...), de dons (particuliers ou issus de la recherche) mais aussi d'échanges ce qui a permis de présenter notamment des animaux tels que le requin pyjama ou le poulpe géant. L'équipement poursuit sa politique commerciale et ses actions de communication pour maintenir la fréquentation en partenariat avec les institutions locales de tourisme et de promotion.

L'effectif de la société au 31 décembre 2012 est composé de 43,8 équivalents temps plein. Compte tenu de la non répercussion de l'augmentation du taux de TVA sur les tarifs (5,5% à 7%) et malgré la légère augmentation de fréquentation constatée, les produits de l'exercice s'établissent à 4 490 316 € soit -0,8% par rapport à 2011. Enfin, le résultat s'établit à 234 877 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport annuel 2012 du Délégué relatif à l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mme P. Danan et MM J.-P. Moure, J.-L. Gély, G. Pastor, P. Bonnal, S. Fleurence, M. Dufour, M. Passet, M. Lévi, J. Martin ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°31 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUES

D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - MARCHÉS N°3373DC13 DE FOURNITURE DE CD ET DE DVD - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES EUROPÉEN - AUTORISATION DE SIGNATURE DES MARCHÉS

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Les marchés pour les acquisitions documentaires sur supports audiovisuels (CD et DVD) pour le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier arrivent à échéance le 31 décembre 2013. Afin de poursuivre la politique d'acquisition de ressources documentaires du réseau des médiathèques, il convient de lancer une procédure d'appel d'offres européen, qui conduira à l'attribution de marchés à bons de commande, décomposés en huit lots traités en marchés séparés.

La décomposition des différents lots, avec les montants minimum et maximum correspondants, est la suivante :

Lots	Désignation	Montant minimum en € H.T.	Montant maximum en € H.T.
1	Classique et Contemporain	5 000 €	20 000 €
2	Chanson Francophone / Musique fonctionnelle / Musique de film (BOF) / Musiques	18 000 €	76 000 €
3	Musiques du Monde	9 000 €	36 000 €
4	Musiques Afro-Américaines	10 000 €	40 000 €
5	Rock Musiques Electroniques	10 000 €	40 000 €
6	Scène Locale	1 000 €	4 000 €
7	DVD Fictions Adultes et Jeunesse	70 000 €	200 000 €
8	DVD Documentaires (tous genres)	15 000 €	60 000 €

Les marchés à intervenir seront conclus à compter du 1^{er} janvier 2014 ou de leur date de notification si elle est postérieure, et jusqu'au 31 décembre 2014. Ils pourront être expressément reconduits pour une durée d'un an, dans la limite de trois reconductions, soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2017. Les seuils minimum et maximum s'appliqueront le cas échéant (si reconduction) pour chacune des périodes de reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres relatif à l'acquisition CD et de DVD pour le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- approuver le dossier de consultation des entreprises et des projets de marchés correspondants ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 923 et 903 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, à souscrire et à signer le marché n°3373DC13 à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE À CASTELNAU LE LEZ - VALIDATION DU BUDGET, DU PLANNING, DU PROGRAMME - AUTORISATION DE LANCER LE CONCOURS DE MAÎTRISE D'OEUVRE - DÉSIGNATION DES MEMBRES DU JURY - ABROGATION DES DÉLIBÉRATIONS N°10684 DU 29 FÉVRIER 2012 ET N°10824 DU 17 AVRIL 2012 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°10684 du 29 février 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la convention constitutive d'un groupement de commandes avec la Ville de Castelnau le Lez afin de réaliser les travaux de démolition de la Médiathèque Aimé Césaire,

Par délibération n°10824 du 17 avril 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme, le planning et l'estimation du budget de l'opération, hors démolition du bâtiment. Il a également procédé à l'élection des membres du jury et autorisé le lancement du concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément à l'article 74 chapitres II et III du Code des marchés publics,

A la demande de la Commune de Castelnau le Lez et au motif d'intérêt général, l'opération de démolition des bâtiments de l'Espaces Rencontres prévu à l'été 2012, a été ajournée, affectant par la même tout le groupement de commande. En conséquence le projet de démolition de la médiathèque Aimé Césaire, nécessairement préalable à sa

reconstruction, se doit d'être réintégré à l'opération initiale.

Il convient donc aujourd'hui de rajouter le budget démolition au montant estimé des travaux de la présente opération, ainsi qu'à intégrer son suivi dans la mission du futur maître d'œuvre.

Les travaux de démolition de la médiathèque Aimé Césaire sont aujourd'hui évalués à 50 000 € T.T.C., et devraient se réaliser à l'été 2014.

Sur la base du montant des travaux réévalué à 2,7 M€ H.T., le budget global estimé de l'opération au stade du programme, s'établit à 3,9 M€ H.T. (valeur juin 2013).

D'une surface S.H.O.N. de 1 100 m², la nouvelle médiathèque Aimé Césaire comportera trois secteurs accessibles au public : le secteur fiction, le secteur documentaire – image – son, et le secteur presse. Des salles d'action culturelle (salle d'initiation et salle de projections – animations – conférences) viendront compléter les secteurs d'activité de la médiathèque. L'accueil des usagers de la médiathèque sera positionné à l'ouest du bâtiment pour un accès direct depuis la place du marché. En rez-de-chaussée, le bâtiment ouvrira ses espaces d'activités sur l'espace extérieur coté sud.

La livraison prévisionnelle du bâtiment et son ouverture au public interviendra à la fin du premier semestre de l'année 2016.

Il convient désormais d'engager la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre de l'opération. Compte du montant prévisionnel des travaux, de la complexité de cette opération, des taux de rémunération habituellement pratiqués sur ce type de prestations, la rémunération du marché de maîtrise d'œuvre devrait représenter entre 12% à 15% du montant des travaux. Il s'agira d'une mission de maîtrise d'œuvre de base, en bâtiment, sans mission OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination des travaux) conformément à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi "MOP") et ses décrets d'application.

Dans ce cadre, il est proposé de lancer une procédure de concours restreint conformément aux dispositions de l'article 74 du Code des Marchés Publics.

A l'issue du classement des candidatures, cinq candidats seront admis à présenter une offre de niveau esquisse, complétée d'une maquette afin de juger de l'intégration du projet dans le site, sur la base du programme technique détaillé de l'opération.

Le montant de la prime versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation sera égale au prix estimé de l'élément de mission susvisé auquel sera appliqué un abattement de 20% en application du Code des marchés publics, et majoré de 2 500 € HT. en rémunération de la maquette demandée (préconisations de la Mission Interministérielle pour la Qualité des Constructions Publiques - MIQCP). Ainsi, pour chaque candidat, cette prime s'établira à 17 000 € H.T.

Cette procédure requiert la constitution d'un jury, conformément aux dispositions de l'article 24 du Code des Marchés Publics. Celui-ci sera constitué, outre de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus au sein du Conseil de Communauté.

Les autres membres siégeant au jury, avec voix délibérative, seront désignés par le président du jury. Il s'agit :

- des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours, sans que le nombre de ces personnalités puisse excéder cinq, la désignation de ces membres étant facultative,
- des membres du jury ayant la qualification exigée, ou équivalente à celles des candidats, pour participer au concours, représentant au moins un tiers des membres du jury.

Monsieur le Trésorier Principal municipal et un représentant du service en charge de la Concurrence seront invités à participer au jury, avec voix consultatives.

En application de l'article 22 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms que de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Dans la perspective de cette élection, des listes, exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du Conseil de Communauté, y compris pour les membres suppléants, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant le mercredi 26 juin 2013, à 12h00. Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du jury de concours de maîtrise d'œuvre de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau le Lez – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

La liste suivante a été déposée par Monsieur le Président dans le respect des conditions visées ci dessus :

Titulaires :

- N. Bigas,
- T. Breyse,
- J. Martin,
- P. Bonnal,
- P. Mienville

Suppléants :

- Y. Pellet,
- L. Jaoul,

- A. Barrandon,
- G. Pastor,
- J.-F. Audrin

Au regard des informations présentées aux membres du Conseil Communautaire, il est procédé à l'élection au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle avec application du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Le vote a lieu au scrutin secret.

Election du jury de concours de maîtrise d'œuvre de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau le Lez

Membres titulaires :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 84

Votants : 80

Bulletins blancs : 0

Bulletins nuls : 2

Nombre de suffrages exprimés : 78

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15,6

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	78	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

- N. Bigas,
- T. Breysse,
- J. Martin,
- P. Bonnal,
- P. Mienville

Membres suppléants :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 84

Votants : 80

Bulletins blancs : 0

Bulletins nuls : 2

Nombre de suffrages exprimés : 78

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15,6

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	78	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres suppléants suivants :

- Y. Pellet,
- L. Jaoul,
- A. Barrandon,
- G. Pastor,
- J.-F. Audrin

Le jury de concours de maîtrise d'œuvre de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau le Lez de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est donc composé comme suit :

Membres titulaires :

- N. Bigas,
- T. Breysse,
- J. Martin,
- P. Bonnal,
- P. Mienville

Membres suppléants :

- Y. Pellet,
- L. Jaoul,
- A. Barrandon,
- G. Pastor,
- J.-F. Audrin

Monsieur le Président désignera par arrêté un membre du Conseil pour le représenter à la présidence du jury de concours de maîtrise d'œuvre de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau le Lez de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°10684 approuvant la convention constitutive du groupement de commande avec la ville de Castelnau le Lez,
- abroger la délibération n°10824 approuvant le programme, le planning, l'estimation du budget de l'opération (hors démolition du bâtiment existant) et désignant les membres du jury relatif au concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la médiathèque Aimé Césaire,
- approuver le programme, le planning et l'estimation du budget de l'opération,
- autoriser le lancement du concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément à l'article 74 chapitres II et III du Code des marchés publics,
- désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conformément à l'élection des membres du jury de maîtrise d'œuvre ci dessus,
- fixer le montant de la prime à verser à chaque candidat admis à concourir et ayant remis des prestations conformes au règlement de concours à 17 000 € HT,
- dire que les crédits relatifs aux études et au concours de maîtrise d'œuvre sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 903 ;
- autoriser les demandes de subvention les plus larges possible auprès de l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MARCHÉS N°3212DC13 DE VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES DES BÂTIMENTS CULTURELS, SPORTIFS ET ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération doit faire procéder aux contrôles périodiques réglementaires de l'ensemble de ses bâtiments. Ceux-ci consistent à vérifier la conformité des installations et du matériel dans la cadre du code du travail et du règlement de sécurité relatif aux Etablissements recevant du public (ERP).

Dans ce cadre, un appel d'offres ouvert a été publié en date du 8 mars 2013, en application des articles 57 à 59 du Code des Marchés Publics. Celui-ci est constitué de 5 lots, chacun traité en marché séparé et à prix mixte : un prix forfaitaire rémunérant les prestations fixes, et un bordereau des prix unitaires destiné à intégrer contractuellement les prestations d'événements exceptionnels et l'évolution du patrimoine.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence , cinq offres ont été remises. L'analyse effectuée par les services a été présentée à la Commission d'Appel d'Offres du 4 juin 2013, qui a décidé d'attribuer les marchés aux entreprises suivantes, ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse : au regard des critères définis dans le règlement de consultation:

LOT	LIBELLE DU LOT	ATTRIBUTAIRE	MONTANT ANNUEL ESTIMATIF
1	Médiathèques	DEKRA	15 402,50 € H.T.
2	Théâtres et salles de spectacles	QUALICONSULT	15 430,00 € H.T.
3	Musées et enseignements artistiques	VERITAS	9 839,50 € H.T.
4	Bâtiments sportifs	VERITAS	18 090,14 € H.T.
5	Bâtiments administratifs	VERITAS	10 550,00 € H.T.

Les marchés à intervenir seront conclus pour une durée d'un an, renouvelable trois fois pour la même durée par reconduction expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des marchés n° 3212DC13 de vérifications périodiques réglementaires des bâtiments culturels, sportifs et administratifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec les entreprises DEKRA pour le lot n°1 pour un montant annuel estimatif de 15 402,50 € H.T., QUALICONSULT pour le lot n°2 pour un montant annuel estimatif de 15 430,00 € H.T., VERITAS pour les lot n°3, 4 et 5, pour les montants annuels estimatifs respectivement de 9 839,50 € H.T., 18 090,14 € H.T., et 10 550,00 € H.T.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 pour les lots n°1, 2 et 3, 924 pour le lot n°4, et 920 pour le lot n°5,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés susvisés ainsi que tout document relatif à cette affaire et à l'exécution des marchés objets de la présente.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – ASSOCIATION OPÉRA

ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - DÉSIGNATION DES MEMBRES - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

A la suite de la modification des clefs de financement de la structure, l'Assemblée Générale extraordinaire de l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon (OONM) a approuvé le 7 juin 2013 ses nouveaux statuts. Ceux-ci modifient la composition du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale, qui est désormais définie comme suit :

Etat :	2 représentants
Région Languedoc-Roussillon :	4 représentants, dont au moins 1 personnalité qualifiée
Département de l'Hérault :	1 représentant
Communauté d'Agglomération de Montpellier :	9 représentants, dont au moins 1 personnalité qualifiée
Ville de Montpellier :	1 représentant

Compte tenu de cette nouvelle composition, il convient de désigner à nouveau les membres représentants l'Agglomération au sein des instances de l'association OONM.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé à l'Assemblée délibérante de décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation au scrutin secret mais à main levée.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

En qualité de représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

J.-P. Moure,
N. Bigas,
A. Zylberman,
G. Pastor.

En qualité de personnalités qualifiées :

F. Bonnet,
E. Lopez,
J. Vallet,
C. Fina,
O. Mantéi.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger les délibérations n°10547 du 20 décembre 2011 et 10902 du 24 mai 2012,
- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée,
- désigner J.-P. Moure, N. Bigas, A. Zylberman, G. Pastor en qualité de représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et F. Bonnet, E. Lopez, J. Vallet, C. Fina et O. Mantéi en qualité de personnalité qualifiée au sein du Conseil d'Administration de l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier,
- autoriser les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à siéger au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales et à accepter toute fonction dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONSTRUCTION DU NOUVEAU CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - ETUDES PRÉALABLES - ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE - MARCHÉ N°3054DC13 DE PROGRAMMATION FONCTIONNELLE ET DÉTAILLÉE ET D'ASSISTANCE JUSQU'EN FIN D'APD ET MARCHÉ N°3217MG13 DE PERFORMANCE ENERGETIQUE ET QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE (PEQE) - AUTORISATION DE SIGNATURE - DEMANDE DE SUBVENTION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre de la compétence Culture qu'elle assume sur le territoire de l'Agglomération, administre le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR), établissement d'enseignement artistique (musique, danse, art lyrique et art dramatique). Celui-ci est actuellement implanté sur trois sites (sites Candolle, Sainte-Anne et Louis Jouvét), situés dans le centre ancien de Montpellier. Si le pôle art dramatique a un fonctionnement autonome, les autres fonctions du CRR sont éclatées sur plusieurs sites : sites de Candolle, Sainte-

Anne et Opéra Comédie.

Le fonctionnement d'une telle entité en différents sites présente de nombreux inconvénients, du fait de leur appartenance à un même ensemble fonctionnel (ex. partage des activités d'enseignement de la danse sur deux sites). Diverses problématiques architecturales et techniques sont, de la même façon, sources de dysfonctionnements (tissu urbain ancien, vétusté du bâti, difficultés d'adaptation au fonctionnement du Conservatoire, impossibilité d'accroître les surfaces). Le fonctionnement des sites du Conservatoire n'est donc pas optimal et présente de nombreuses carences. De plus, il apparaît un manque important de surfaces d'enseignement par rapport aux besoins actuels et futurs et une impossibilité d'extension pour l'accueil de nouvelles disciplines. L'établissement actuel n'est plus dimensionné suffisamment pour répondre aux besoins et attentes liées à un enseignement de haut niveau dans une Agglomération en forte expansion.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc décidé de construire un nouvel équipement qui accueillera les activités du Conservatoire dans un site offrant toutes les fonctionnalités attendues pour un tel établissement. Le choix de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est porté sur un terrain vierge de toute construction afin de disposer d'une liberté de construire maximale. A ce stade le coût global de cette opération, études, travaux et frais divers inclus, est estimé à 30,5 M€ H.T. y compris la charge foncière, pour une surface utile de l'ordre de 7 000 m². Par ailleurs, la collectivité souhaite inscrire cette opération dans une démarche de développement durable et réaliser un établissement présentant de fortes performances de qualité environnementale, notamment en matière énergétique. En conséquence, afin d'assister la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans la formalisation précise des besoins au regard notamment des contraintes fonctionnelles, environnementales, et financières de l'opération, deux appels d'offres ouverts européens ont été lancés conjointement en application des articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics :

- l'un concernant l'élaboration d'un programme fonctionnel et technique détaillé relatif au futur équipement, y compris mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en phase concours de maîtrise d'œuvre et jusqu'en fin de phase APD (marché n°3054DC13) ;
 - l'autre concernant une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage Performance Énergétique et Qualité Environnementale (marché n°3217DC13) afin de viser la réalisation d'un Bâtiment à Énergie POSitive (BEPOS).
- L'analyse des candidatures et offres effectuée par les services a été présentée à la Commission d'Appel d'Offres du 11 juin 2013, qui a attribué les marchés aux entreprises suivantes :
- Marché n°3054DC13 : Entreprise SETEC sise à Toulouse (31), pour un montant forfaitaire de 98 750 € HT.
 - Marché n°3217MG13 : Entreprise BEHI sise à Ramonville (31), pour un montant forfaitaire de 52 500 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement de l'opération de construction du Conservatoire à Rayonnement Régional,
- approuver la conclusion du marché n°3054DC13 de programmation fonctionnelle et technique détaillée relative au future CRR avec la société SETEC, pour un montant de 98 750 € H.T.,
- approuver la conclusion du marché n°3217DC13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage Performance Énergétique et Qualité Environnementale avec la société BEHI, pour un montant de 52 500 € H.T.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés susvisés ainsi que tout document découlant de cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - CHARTE D'ADHÉSION AU LABEL QUALITÉ SUD DE FRANCE ET CONTRAT DE LICENCE DE MARQUE QUALITÉ TOURISME - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

Après avoir menée une démarche d'adhésion au dispositif "Passe campagne" initié par les Gîtes de France, le Site archéologique *Lattara*, musée Henri Prades renforce sa volonté de développer sa notoriété auprès d'un important public touristique en s'investissant dans une démarche de labellisation territoriale : "Qualité Hérault", "Qualité Sud de France" et "Qualité tourisme".

L'obtention de ces trois labels permettra au Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades de figurer sur les supports de communication de la marque "Qualité Hérault" à l'échelle départementale, de la marque "Qualité Sud de France" à l'échelle régionale et de la marque "Qualité Tourisme-Atout France" à l'échelle nationale tels que :

- Guide 2014 et site Internet de Qualité Hérault, ainsi que des plaquettes diffusées dans les offices de tourisme ;
- Site Internet, divers supports promotionnels, application smartphone de Qualité Sud de France ;
- Supports de communication papier et Internet de Qualité Tourisme.

Cette démarche est donc une opportunité pour le Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades de s'inscrire dans un réseau de qualité et ainsi d'accroître son rayonnement à l'échelle départementale, régionale et nationale.

Afin de satisfaire aux conditions de ces labels, divers travaux et aménagements ont été réalisés (accessibilité, réaménagement du hall d'accueil, ...). Un audit mené par un organisme indépendant permettra la labellisation « Qualité Hérault », critère obligatoire pour l'obtention des labels « Qualité Sud de France » et « Qualité

Tourisme ».

Afin de mener cette démarche à son terme, il convient d'autoriser la signature de la déclaration sur l'honneur relative au label « Qualité Hérault », permettant d'enclencher la procédure, de la charte d'adhésion au label « Qualité Sud de France », et du contrat de licence de la marque « Qualité Tourisme ».

Ces documents stipulent les obligations de chacun des signataires, et notamment que la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à s'acquitter des frais d'adhésion pour un montant de 100 € et de la cotisation annuelle de 110 € à compter de l'année 2014, à respecter les clauses d'utilisations sur ses supports de communication des labels obtenus, et à mettre à disposition du public dans son hall d'accueil les brochures, les plaques ainsi que les questionnaires relatifs aux labels.

Les labels sont accordés pour une durée de 3 ans, renouvelables pour la même durée sous condition d'agrément.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la charte d'adhésion du Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades au label "Qualité Sud de France" et du contrat de licence de marque "Qualité tourisme",
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la charte d'adhésion et le contrat de licence susvisés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : SPORTS – FONDS SPÉCIAL SPORT - SUBVENTIONS - ATTRIBUTION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :
Un fonds spécial d'un montant de 20 000 € a été créé au budget primitif 2013 pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer les subventions suivantes :

- 1 500 € pour l'Association Sportive « Baillargues-Saint-Brès-Valergues » pour l'organisation de son tournoi de football annuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de cette subvention, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : SPORTS – PISCINES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - TARIFS ANIMATIONS - APPROBATION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :
La délibération n°9701 en date du 22 juillet 2010 fixe les tarifs concernant les piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier applicables depuis le 1^{er} septembre 2010.

Il convient de compléter les tarifs proposés dans la délibération n°9701 afin de prendre en compte le développement des animations et stages collectifs proposés au public.

Ces nouveaux tarifs concernent uniquement les cours de natation, les stages collectifs vacances scolaires (I) et viennent compléter les autres tarifs en vigueur dans les piscines (II).

Ils permettent de proposer des activités piscines à l'ensemble de la population au travers d'une tarification sociale prenant en compte le quotient familial.

Ces nouveaux tarifs seront applicables à compter du 1^{er} septembre 2013.

I/ Les nouveaux tarifs proposés.

1) Cours de natation POA :

	QF>900		450>QF>900 Ou tarif réduit*		QF>450	
	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo
Cours collectifs enfants natation à la saison	136,20 €	115,90 €	108,95 €	92,60 €	87,15€	74,10 €
Cours Collectifs enfant (à partir du 1 ^{er} janvier)	88,50€	75,30 €	70,80 €	60,20 €	56,65 €	48,15 €
Cours Collectifs enfant (1 séance)	5,50 €	4,70 €	-	-	-	-
Cours collectifs adultes à la saison	186,70 €	158,60 €	149,35€	126,95€	119,50€	101,55€
Cours collectifs adultes (à partir du 1 ^{er} janvier)	121,35	103,15 €	97,10€	82,55€	77,70€	66,00€
Cours collectifs adultes (1 séance)	7,30 €	6,10 €	-	-	-	-

** Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, Handicapés sur présentation d'un justificatif
Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois*

2) Stages collectifs vacances scolaires POA :

	QF>900		450>QF>900 Ou tarif réduit*		QF>450	
	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo
Stages collectifs enfants (3 séances)	16,20€	13,75 €	12,95€	11,00€	10,35€	8,80€
Stages collectifs enfants (4 séances)	21,20 €	18,00 €	16,95 €	14,40€	13,55€	11,50€
Stages collectifs enfants (5 séances)	27,00 €	23,00 €	21,60€	18,35€	17,30€	14,70€
Stages collectifs adultes (3 séances)	20,70€	17,60€	16,55€	14,05€	13,25€	11,25€
Stages collectifs adultes (4 séances)	27,00 €	22,50 €	21,60€	18,35€	17,30€	14,70€
Stages collectifs adultes (5 séances)	34,50 €	29,00 €	27,60 €	23,45€	22,10 €	18,80€

** Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, Handicapés sur présentation d'un justificatif
Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois*

3) Cours de natation autres établissements :

	QF>900		450>QF>900 Ou tarif réduit*		QF>450	
	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo
Cours collectifs enfants natation à la saison	136,20€	115,90 €	108,95€	92,60 €	87,15€	74,10 €
Cours Collectifs enfant (à partir du 1 ^{er} janvier)	88,50€	75,30 €	70,80 €	60,20 €	56,65 €	48,15 €
Cours Collectifs enfant (1 séance)	5,50 €	4,70 €	-	-	-	-
Cours collectifs adultes à la saison	186,70€	158,60 €	149,35€	126,95€	119,50€	101,55€
Cours collectifs adultes (à partir du 1 ^{er} janvier)	121,35	103,15 €	97,10€	82,55€	77,70€	66,00€
Cours collectifs adultes (1 séance)	7,30 €	6,10 €	-	-	-	-

** Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, Handicapés sur présentation d'un justificatif
Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois*

4) Stages collectifs vacances scolaires autres établissements :

	QF>900		450>QF>900 Ou tarif réduit*		QF>450	
	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo
Stages collectifs enfants (3 séances)	16,20€	13,75 €	12,95€	11,00€	10,35€	8,80€
Stages collectifs enfants (4 séances)	21,20 €	18,00 €	16,95 €	14,40€	13,55€	11,50€
Stages collectifs enfants (5 séances)	27,00 €	23,00 €	21,60€	18,35€	17,30€	14,70€
Stages collectifs adultes (séances)	20,70€	17,60€	16,55€	14,05€	13,25€	11,25€
Stages collectifs adultes (4 séances)	27,00 €	22,50 €	21,60€	18,35€	17,30€	14,70€
Stages collectifs adultes (5 séances)	34,50 €	29,00 €	27,60 €	23,45€	22,10 €	18,80€

** Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, Handicapés sur présentation d'un justificatif
Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois*

II/ Les autres tarifs toujours en vigueur dans les piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

PISCINE OLYMPIQUE D'ANTIGONE

1) Entrées : les titres sont valables pendant 24 mois :

	Normal	Pass'Agglo
Entrée enfant (4 à 18 ans)	2,60 €	2,20 €
10 entrées enfants + 1 accompagnateur gratuit par tranche	22,50 €	19,00 €
Abonnement trimestriel enfants	58,50 €	50,00 €
Entrée adulte	4,90 €	4,20 €
10 entrées adultes	36,50 €	31,50 €
Abonnement trimestriel adultes	118,00€	102,00 €
Abonnement 10 h	24,50 €	21,00 €
Abonnement 20 h	43,00 €	37,00 €
10 entrées comités d'entreprises	29,00 €	-
10 abonnements comités d'entreprises (10h)	207,00 €	-
Tarif réduit *	2,70 €	2,40 €
Tarif réduit 10 entrées *	25,50 €	22,50 €
Tarif réduit abonnement 10h *	21,00 €	18,00 €
Carte perdue ou remplacement	2,00 €	-
Bonnets de bain	2,00 €	-

**Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, Handicapés sur présentation d'un justificatif*

2) Forfait famille : les titres sont valables pendant 24 mois :

	Normal	Pass'Agglo
Forfait famille : 2 adultes et 2 enfants	12,30 €	9,90€
Adulte supplémentaire	3,50 €	2,80€
Enfant supplémentaire (4 à 18 ans)	2,00 €	1,60€

3) Locations horaires de lignes d'eau :

	Hors Agglomération	Agglomération
Clubs sportifs (50 m)	12,80 €	10,80 €
Clubs sportifs (25 m)	6,50 €	5,70 €
Etablissements d'enseignement (avec surveillance)	30,50 €	29,50 €

4) Locations horaires de bassins :

	Hors Agglomération	Agglomération
Venus	371,00 €	315,00 €
Aphrodite	181,00 €	155,00 €
Mezzanine	181,00 €	155,00 €

5) Prestations M.N.S. :

	Hors Agglomération	Agglomération
1 Heure	23,50 €	23,00 €

CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE + SAUNA

	Hors Agglomération	Agglomération
1) Locations horaires de lignes d'eau (50 m)		
Clubs sportifs activités aquatiques haut niveau	10,20 €	8,20 €
Autres clubs sportifs	12,50 €	10,70 €
2) Locations de la fosse à plongeon :		
Clubs sportifs (1 heure)	12,20 €	10,20 €
Forfait 1/2 journée (4 heures)	40,70 €	32,50 €
3) Sauna :		
Entrée	9,00 €	7,60 €
10 entrées	57,50 €	49,00 €
Accès clubs	26,00 €	22,00 €

AUTRES PISCINES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

1) Entrées : les titres sont valables pendant 24 mois :

	Normal	Pass'Agglo
Entrée enfant (4 à 18 ans)	2,40 €	2,00 €
10 entrées enfants	18,50 €	15,50 €
Abonnement un an : enfants	80,00 €	68,00 €
Entrée adulte	3,00 €	2,50 €
10 entrées adultes	22,00 €	18,50 €
Abonnement un an : adultes	117,00 €	100,00 €
10 entrées comité d'entreprise	17,50 €	-
Entrée tarif réduit *	2,50 €	2,00 €
10 entrées adultes tarif réduit *	18,30 €	15,50 €
abonnement un an tarif réduit	80,00 €	68,00 €
Carte perdue ou recreation	2,00 €	-

*Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, Handicapés sur présentation d'un justificatif

2) Forfait famille : les titres sont valables pendant 24 mois :

	Normal	Pass'Agglo
Forfait famille : 2 adultes et 2 enfants	8,50 €	6,80 €
Adulte supplémentaire	2,00 €	1,60 €
Enfant supplémentaire (4 à 18 ans)	1,50 €	1,20 €

3) Locations horaires de lignes d'eau :

	Hors Agglomération	Agglomération
Clubs sportifs (25 m)	6,40 €	5,40 €
Etablissements d'enseignement (sans surveillance)	14,30 €	13,80 €

4) Locations horaires petit bassin:

Locations horaires petit bassin	Hors Agglomération	Agglomération
Clubs sportifs activité aquatique haut niveau	12,70 €	10,70 €
Autres clubs	26,50 €	21,50 €

5) Prestations M.N.S. :

	Hors Agglomération	Agglomération
1 heure	23,50 € /h	23,00 € /h

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les nouveaux tarifs ci-dessus proposés à compter du 1er septembre 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°39 : SPORTS – PALAIS DES SPORTS RENÉ BOUGNOL - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER AGGLOMÉRATION HANDBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Agglomération Handball, qui évolue en championnat de France de 1^{ère} division, dispute ses rencontres au Palais des Sports René Bougnol, transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la délibération n°4848 du 22 octobre 2002.

Il convient d'établir avec la Société Unipersonnelle Sportive à Responsabilité Limitée Montpellier Agglomération Handball une convention de mise à disposition, pour la saison à venir. Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive de l'équipement pour la saison sportive 2013-2014 et règle les obligations réciproques du club et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En contrepartie de l'utilisation non exclusive du Palais des sports, la Société Unipersonnelle Sportive à Responsabilité Limitée Montpellier Agglomération Handball acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire.

Cette redevance comprend la valeur des équipements mis à disposition et des charges de fonctionnement supportées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier notamment en termes de maintenance.

Cette redevance a augmenté car elle tient compte, entre autres, de la mise à disposition des nouvelles installations de remise en forme et de musculation.

Pour la saison 2013-2014, elle sera de 135 483 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol pour la saison 2013-2014 ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : SPORTS – MONTPELLIER AGGLOMÉRATION HANDBALL - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3338DS13 DE PRESTATIONS DE SERVICES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Le club sportif « Montpellier Agglomération Handball » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du handball. Il évolue actuellement au plus haut niveau national et international.

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure la maintenance et l'entretien du Palais des Sports René Bougnol au sein duquel se déroule la grande majorité des rencontres disputées par ce club. Elle assure aussi les travaux de modernisation et d'extension de cette enceinte sportive.

Elle participe aussi, dans le respect de la réglementation en vigueur, au financement de ce club qui a joué un rôle précurseur pour tous les clubs de l'élite de notre territoire puisqu'il a déjà remporté 14 fois le titre de champion de France dont 5 consécutifs.

Cette domination sur le championnat national, les résultats déjà obtenus lors des compétitions européennes, dans un sport de plus en plus médiatique, contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Ce palmarès concrétise la cohésion, la puissance et l'efficacité de cette équipe et participe à la promotion de l'agglomération montpelliéraine à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

De tels résultats contribuent au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population de notre territoire.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local et international, mais aussi récompenser les personnes ayant joué un rôle actif quant à la mise en œuvre de nos compétences, voire les gagnants des jeux concours ou tirages au sort organisés lors des actions de communication à l'attention du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite acheter des places lors des matchs organisés par le Montpellier Agglomération Handball au sein du Palais des Sports René Bougnol ou de l'Aréna.

Afin de répondre à cet objectif, les besoins annuels ont été évalués comme suit :

- 60 places VIP tribune institutionnelle ;
- 20 places VIP tribune présidentielle ;

- 80 places « matchs de championnat et Coupes (France et Europe) joués à René Bournol (14 à 16 matchs) ;
- 100 places « matchs de championnat et Coupes (France et Europe) joués à l'ARENA (5 à 7 matchs).

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs présents à l'ARENA et au Palais des Sports René Bournol, mais aussi des téléspectateurs qui peuvent suivre désormais les principaux matchs de championnats et de ligue des champions nécessite l'achat d'espaces publicitaires autour de l'aire de jeu, sur les écrans de grande dimension et du droit d'apposer notre logo de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

La mention de l'Agglomération dans le nom du club participe à notre notoriété et doit être financée.

La société « Montpellier Agglomération Handball » est par nature la seule habilitée à gérer la vente d'espaces publicitaires, des billets et des abonnements du club dont elle porte le nom.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espaces publicitaires avec cette société.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 28 mai 2013, à l'issue de cette procédure, a attribué ce marché à la Société « Montpellier Agglomération Handball » pour un montant de 466 622 € T.T.C. pour le 2^{ème} semestre 2013, correspondant à la saison sportive 2013-2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3338DS13 tel que défini ci-dessus avec la Société Unipersonnelle Sportive à Responsabilité Limitée « Montpellier Agglomération Handball » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3338DS13 et à prendre toute décision relative à son exécution ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions Grabels).

AFFAIRE N°41 : SPORTS – PISCINE LES NÉRÉIDES À LATTES - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°2253DS10 LOT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Par délibération du Conseil d'Agglomération du 10 mars 2011, dans le cadre des marchés de travaux pour la construction de la piscine Les Néréides à Lattes, le lot n°3 Couverture Etanchéité a été attribué à SMAC (Toulouse) pour un montant de 673 064,64 € H.T.

Ce marché a été notifié le 4 mai 2011 pour une durée initiale globale de 20 mois. Il a été prolongé par ordre de service jusqu'au 13 mai 2013, suite au dépôt de bilan du premier titulaire du lot charpente métallique ayant conduit à une prolongation du délai global d'exécution.

Il convient d'approuver la conclusion d'un avenant n°1 au lot n°3, portant sur les travaux supplémentaires liés aux retards et malfaçons du lot n°2 Charpente métallique CABROL et comprenant :

- l'analyse altimétrique du support de charpente défectueux permettant d'identifier les défauts d'altimétrie et de planéité, pour un montant de 8 920,10 € H.T.,
- les travaux supplémentaires nécessaires pour compenser ces défauts d'altimétrie et de planéité de la charpente : modification de l'ossature de réglage des sous-faces, modification des noues, avaloirs et entrées d'eaux pluviales, modification de la hauteur du bandeau de rive, pour un montant de 32 090,00 € H.T.,
- les travaux de dépose et repose de la couverture nécessaires au lot charpente pour la reprise de ses ouvrages défectueux dans l'angle nord-est pour un montant de 10 200,00 € H.T.,
- les évolutions de prestations techniques comprenant notamment la simplification des caniveaux, lanterneaux et couvertines et l'optimisation de l'isolant périphérique, pour un montant nul,
- les frais inhérents à la réalisation de ces ouvrages dans le cadre d'un planning plusieurs fois modifié et lié aux retards successifs et malfaçons du lot charpente pour un montant de 45 000,00 € H.T.,
- la prolongation du délai d'exécution du marché jusqu'au 06 septembre 2013.

Le montant total de l'avenant en plus-value s'élève à 96 210,10 € H.T.

Le montant du marché est porté à 769 274,74 € H.T., soit une augmentation de 14,2%.

Lors de la séance du 4 juin 2013, la Commission d'Appel d'Offres a donné un avis favorable à la signature de cet avenant de travaux supplémentaires pour un montant de 96 210,10 € H. T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°2253DS10 lot n°3, tel que présenté ;
- autoriser la prolongation du marché jusqu'au 6 septembre 2013 ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget communautaire, chapitre 904 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 au lot n°3, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : SPORTS – PATINOIRE VÉGAPOLIS - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE - APPROBATION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : La patinoire Végapolis est gérée par la société Vert Marine dans le cadre d'une Délégation de Service Public. Le délégataire a remis son rapport annuel d'activité conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de l'article L.1411-14 de ce même code, ce rapport sera mis à disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans les mairies des communes membres.

En 2012, la patinoire Végapolis a accueilli 307 588 personnes. C'est la fréquentation la plus élevée de France.

Parmi les utilisateurs principaux, on dénombre 140 965 entrées pour le public et 52 380 scolaires des écoles primaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, soit 238 classes.

Dans le cadre défini par l'intérêt Communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en partenariat avec l'Education Nationale assure la prise en charge (transport, mise à disposition de l'équipement et apprentissage) de l'éducation sportive par le patinage sur glace comme elle le fait également dans les piscines avec la natation.

Elle accueille aussi deux clubs sportifs :

Le Montpellier Agglomération Hockey Club, fort de 320 licenciés au travers des différentes catégories engagées dans les divers championnats et de son équipe fanion les « Vipers » qui déplace près de 1 000 spectateurs à Végapolis lors des rencontres de championnat de 1^{ère} division.

Le Montpellier Agglomération Patinage, qui avec plus de 260 licenciés devient le club le plus important de la Région et continue sa progression en obtenant de très bons résultats dans les différents championnats régionaux et nationaux.

En 2012, la politique d'animation s'est poursuivie avec de nombreuses journées ou soirées à thèmes.

Le bilan financier fait apparaître un montant total des produits de 1 495 785,30 € H.T.

L'article L.1411-3 dispose que ce rapport soit examiné par l'assemblée délibérante, lors de sa plus prochaine réunion.

Il comprend un état général des conditions d'exécution du service, des résultats chiffrés et un inventaire des différentes actions conduites par le délégataire et un compte rendu financier.

Ce rapport a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, réunie le 19 juin 2013.

Le Délégataire propose à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de mettre en place un tarif spécial et attractif pour les mois de juillet et août. Ce tarif incluant l'entrée et la location des patins serait de 5,50 € pour les titulaires du Pass'Agglo et de 6 € pour les non titulaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport annuel du Délégataire du Service Public produit par la société Vert Marine, dans le cadre des dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

I Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 1** ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 20 juin 2013.

II Réajustements d'emplois suite à la commission administrative paritaire

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 20 juin 2013.

III Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 20 juin 2013.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV Suppressions de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder aux suppressions de postes mentionnées en **annexe 4** ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 20 juin 2013.

V Confirmations de postes :

a) Par délibération n°7095 du 21 juillet 2006, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine pour exercer des fonctions de régisseur des œuvres (n° du poste : 2002-435) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté auprès du Musée Fabre.

- nature des fonctions : Assurer la gestion logistique, technique et administrative des mouvements d'œuvres liés à la vie des collections permanentes du musée Fabre et aux expositions temporaires
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux de conservation.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les opérations de conservation du patrimoine sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité, transformations, suppressions et confirmation de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : PERSONNEL – MODIFICATION DES MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DES ASTREINTES - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

Les délibérations n°6712 du 25 octobre 2005 et n°10225 du 23 juin 2011 ont défini les principes et modalités de mise en œuvre de la rémunération et de la compensation des astreintes.

Compte tenu de la réglementation en vigueur ainsi que l'évolution des besoins, des missions, des compétences et de l'organisation des services au sein de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est proposé de mettre à niveau et de compléter les modalités de rémunération des astreintes suivantes :

Type d'astreinte	Montants de référence filiale technique*	Montants de référence autres filiales **
Du vendredi soir au lundi matin	109,28 €	76 €
Nuit entre le lundi et le samedi inférieure à 10 heures	10,05 €	10 €
Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures		
Samedi ou sur journée de récupération	34,85 €	18 €
Dimanche ou jour férié	43,38 €	

* Montants en vigueur au 1er janvier 2006

** Montants en vigueur au 1er janvier 2002

Les autres dispositions des délibérations n°6712 du 25 octobre 2005 et n°10225 du 23 juin 2011 restent inchangées. Ces modifications ont été soumises pour avis au Comité Technique Paritaire du 20 juin 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications relatives aux modalités de mise en œuvre de la rémunération des astreintes,
- modifier en conséquence les délibérations n°6712 du 25 octobre 2005 et n°10225 du 23 juin 2011,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE - MARCHÉ N°3303RI13 D'ACQUISITION ET D'INTÉGRATION D'UNE INFRASTRUCTURE TECHNIQUE ÉVOLUTIVE PERMETTANT LA MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ - AUTORISATION DE LANCER ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Le schéma directeur informatique a identifié la nécessité de mettre en œuvre un plan de reprise d'activité des infrastructures informatiques. Ce plan de reprise d'activité permettra d'assurer le fonctionnement des infrastructures informatiques nécessaires à la continuité de fonctionnement des services au public en cas de sinistre sur les équipements constitutifs du système d'information situés au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Une première délibération n°11496 avait été soumise à approbation le 11 avril dernier. Il est nécessaire de l'abroger et de présenter une nouvelle délibération afin de mieux préciser les termes de la consultation à conduire, compte tenu de la forme du marché, à prix mixtes (forfaitaire et unitaires)

Pour mener à bien ce projet de Plan de Reprise d'Activité, la collectivité souhaite lancer une consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert (articles 57 à 59 du code des marchés publics) en vue de la conclusion d'un marché concernant l'acquisition et l'intégration dans l'environnement informatique existant d'équipements techniques permettant la mise en œuvre d'un plan de reprise d'activité des infrastructures informatiques.

Les prestations à réaliser sont les suivantes : marché des Techniques de l'Information et de la Communication – Acquisition et intégration d'une infrastructure technique évolutive permettant la mise en œuvre d'un Plan de Reprise d'Activité – Marché n°3303RI13.

L'objet de la consultation consiste à choisir un titulaire pour réaliser les prestations suivantes :

- Fournir et livrer l'ensemble des éléments matériels et logiciels permettant la constitution d'une infrastructure nécessaire à la mise en œuvre du plan de reprise d'activité.
- Réaliser les prestations d'intégration à l'environnement technique existant et de migration des données.
- Assurer le paramétrage, le transfert de compétences, la maintenance et le suivi du bon fonctionnement des infrastructures mises en œuvre.

Ce marché unique est composé d'une partie forfaitaire, évalué à 350 000 € H.T. pour toute la durée du marché, concernant les prestations décrites ci-dessus, permettant le remplacement l'infrastructure de stockage de données informatiques actuelle par une infrastructure neuve et évolutive. Avec l'émergence des projets de dématérialisation et de modernisation de l'administration, les besoins en infrastructure de stockage pour les 3 années à venir ne peuvent pas être appréhendés avec une précision suffisante pour les inclure dans la partie forfaitaire. Ainsi, ce marché est également composé d'une partie rémunérée par application de prix unitaires dans le cadre de bons de commande émis à survenance du besoin, avec un montant minimum de 20 000 € H.T. et un montant maximum de 600 000 € H.T. de commandes sur la durée du marché, dans les limites des budgets attribués.

Ce marché prendra effet dès sa notification pour une durée de trois ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°11496 du 11 avril 2013,
- autoriser la conclusion du marché n°3303RI13 pour la réalisation des prestations relatives à la mise en œuvre d'un Plan de Reprise d'Activité des infrastructures informatiques,
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire sont inscrits au budget communautaire 2013, chapitre 900,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, à souscrire et à signer le marché n°3303RI13 à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – MARCHÉ N°3384MG13 DE NETTOYAGE DES LOCAUX ADMINISTRATIFS - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Par délibération n°8979 du 03 juillet 2009, le Conseil d'Agglomération a autorisé la signature des marchés de nettoyage et d'entretien des locaux administratifs de la Communauté d'Agglomération et des Maisons d'Agglomération.

Ces marchés arrivent à échéance. Il convient donc de prendre les dispositions nécessaires pour effectuer le renouvellement de ces prestations.

Un Appel d'Offres ouvert sera lancé suivant les dispositions des articles 33 alinéa 3, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, marché à prix mixtes, pour partie à prix global et forfaitaire et pour partie à prix unitaire sur bons de commandes.

Ces prestations, d'une durée d'1 an renouvelable trois fois seront allouées de la manière suivante, chaque lot faisant l'objet d'un marché distinct :

-Lot n°1 : l'Hôtel d'Agglomération (Pavillons Junon et Zeus, la Maison d'Agglomération du Siège situé au rez-de-chaussée du Pavillon Zeus, les bureaux Coupole Sud), la Cyberbase, le Moulin de Salicate, le Domaine de la Pompignane, le Domaine de la Providence et le Laboratoire Santé Millénaire.

Le montant annuel des prestations à prix global et forfaitaire de ce lot est estimé à 195 000 € H.T. et le montant annuel des prestations ponctuelles (bon de commandes suivant bordereau de prix unitaires) est estimé à 10 000 € H.T.,

-Lot n°2 : le réseau des Maisons d'Agglomération (Castelnau le Lez, Pignan, Lattes, Villeneuve-lès-Maguelone, Prades le Lez, et dans Montpellier les Maisons d'Agglomération des quartiers Lemasson, Beaux Arts, La Mosson).

Le montant annuel des prestations à prix global et forfaitaire de ce lot est estimé à 35 000 € H.T. et le montant annuel des prestations ponctuelles (bon de commandes suivant bordereau de prix unitaires) est estimé à 5 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement de la consultation des marchés de nettoyage des locaux administratifs et Service Funéraire de Montpellier Agglomération,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, à souscrire et à signer le marché n°3384MG13 à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR DES ANTENNES RELAIS DE TÉLÉCOMMUNICATION - RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS- APPROBATION

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Le Conseil de Communauté a approuvé par délibération n°6982 du 25 avril 2006 une convention entre les opérateurs de téléphonie et la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui définit les conditions techniques et financières dans lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la société à occuper à titre précaire et révocable les emplacements requis pour l'installation de relais et d'équipements techniques pour la téléphonie mobile.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a passé convention avec deux opérateurs de téléphonie mobile :

- en date du 19 juillet 2007 avec ORANGE pour l'installation d'une antenne-relais en toiture de l'ancienne Maison des Syndicats,
- en date du 1^{er} août 2007 avec la société SFR Business Team pour l'installation d'une antenne-relais au stade de la Mosson.

L'article 6 de la convention prévoit une durée initiale de six ans et un renouvellement possible qui doit être effectué de manière expresse par délibération et de plein droit par période de trois ans.

En conséquence, les conventions arrivant à échéance le 19 juillet 2013 pour Orange et le 1^{er} août 2013 pour SFR, il est proposé de les renouveler pour trois nouvelles années selon les mêmes modalités que celles des conventions initiales. En particulier, les redevances sont inchangées.

Les redevances annuelles perçues par l'Agglomération de Montpellier dans le cadre de ces conventions se sont élevées, pour l'année 2013 à :

- 15 087,32 € pour l'antenne-relais SFR,
- 9 645,57 € pour l'antenne-relais ORANGE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement des conventions d'occupation du domaine public avec les sociétés ORANGE et SFR Business Team pour une période de trois ans,
- dire que les recettes sont prévues au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 920 et 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DE LA SCIC RÉPLIC - DÉSIGNATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La SCIC (Société Coopération d'Intérêt Collectif) REPLIC essaime des entreprises de l'économie sociale et solidaire sur le bassin d'emploi montpelliérain. La Communauté d'Agglomération de Montpellier, présente dès sa constitution en 2008, soutient les filiales de la SCIC REPLIC :

- La Feuille d'Erable de l'Hérault (collecte et valorisation des papiers de bureau)
- La Table de Cana (restauration - traiteur - circuits courts - bio)
- Label Route 34 (livraison urbaine avec des véhicules propres)
- Mobil Eco (location - vente de véhicules propres)
- Cleaning bio (nettoyage entretien).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier fait partie du collège des collectivités territoriales au sein de la SCIC REPLIC et en est actionnaire à hauteur de 1,56% (40 actions sur 2 567).

Par délibération n°8145 du Conseil de Communauté du 30 avril 2008, Monsieur Gilbert Pastor a été désigné représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de la SCIC REPLIC.

Un nouveau représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de la SCIC REPLIC doit être désigné en remplacement de Monsieur Gilbert PASTOR.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de Mme Tatiana Capuozzi Boualam.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée,
- désigner Mme Tatiana Capuozzi-Boualam, représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de la SCIC REPLIC,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : HORS COMMISSION – CENTRE FRANÇAIS DE L'EXPLOITATION DU DROIT DE COPIE - CONTRAT DE REPRODUCTION ET DE REPRÉSENTATION DES OEUVRES PROTÉGÉES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La qualité des actions et réflexions développées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier nécessite de pouvoir accéder facilement et de manière synthétique à des informations diversifiées et de qualité.

Les services compétents de la Communauté d'Agglomération réalisent à ce titre, quotidiennement des panoramas de presse, intégrant des articles émanant de plusieurs publications concernant directement notre territoire ou l'exercice de nos compétences.

Ces revues de presse sont diffusées sur support papier ou par voie électronique.

Le Code de la propriété intellectuelle définit les conditions de protection des œuvres de l'esprit au bénéfice de leurs auteurs ou ayant droit et prévoit à cet effet les modalités de mise en œuvre du droit de reproduction

En application des dispositions du code précité les auteurs et éditeurs de presse ont confié au Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie, la gestion des droits attachés à leur publication ainsi que la perception et la répartition des droits de propriété intellectuelle en matière de droit de reproduction par reprographie sous forme de copies numériques.

A cet effet le CFC délivre par contrat, aux personnes morales utilisatrices, les autorisations de reproduction, de représentation et de stockage en contrepartie du versement d'une redevance.

Celle-ci est calculée sur la base de 6 tarifs fixés par les éditeurs en fonction de la taille des articles, du nombre de postes informatiques ayant accès à la revue de presse et du nombre prévisionnel de reproduction par an, avec application d'une dégressivité proportionnelle au nombre de postes et de copies effectuées.

La tranche tarifaire « 6 postes -200 postes » serait applicable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le contrat à intervenir d'une durée d'un an sera reconduit par tacite reconduction, sauf dénonciation par courrier avec accusé de réception au moins un mois avant sa date d'expiration.

Soucieuse du respect de la réglementation en vigueur et de la préservation des intérêts de la presse locale et nationale, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite conclure dans les conditions définies ci-dessus, un contrat d'autorisation de reproduction et de représentation d'œuvres protégées avec la Centre Français d'exploitation du Droit de Copie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du contrat de reproduction et de représentation des œuvres protégées avec le Centre Français de l'exploitation du droit de Copie,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le contrat ainsi que

tout document relatif à cette affaire.
Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : HORS COMMISSION – RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX - APPROBATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002 en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 examine les rapports des Délégués et les rapports sur le prix et la qualité des services publics de l'assainissement, de l'élimination des déchets ménagers et de l'eau potable.

Elle émet aussi un avis sur tout projet de Délégation de Service Public, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée.

Elle est présidée par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant, Monsieur Pierre Bonnal.

Elle est en plus composée de :

4 Conseillers communautaires membres titulaires :

- Robert Subra
- Louis Pouget
- Pierrette Mienville
- Gilbert Pastor

4 Conseillers communautaires membres suppléants :

- Serge Fleurence
- Laurent Jaoul
- Frédéric Tsitsonis
- Hervé Martin

Et de manière paritaire d'un représentant des 4 associations d'usagers suivantes :

- FAM démarche
- Consommation Logement Cadre de Vie
- Comité de liaison des associations des Personnes Handicapées
- APF (Association des Paralysés de France)

Les services publics et équipements communautaires qui font l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux sont actuellement les suivants :

- Service public de collecte et traitement des déchets ménagers
- Service public des transports en commun urbains
- Service public de l'eau potable et de l'eau brute
- Service public de l'assainissement
- Corum, Palais des Congrès et Zénith
- Marché d'Intérêt National
- Unité de méthanisation Ametyst
- Aquarium Mare Nostrum
- Patinoire Vegapolis

En 2012, la Commission Consultative des Services Publics Locaux s'est réunie le 20 février, le 26 juin et le 9 juillet. Au cours de ces deux dernières séances, la Commission a examiné les rapports des Délégués et les rapports sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable, de l'assainissement et de l'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Lors de sa séance du 20 février 2012 elle s'est prononcée sur le principe de la Délégation du Service Public des Services funéraires des pompes funèbres et du crématorium.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au cours de l'année 2012,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions Grabels).

AFFAIRE N°51 : HORS COMMISSION – RÈGLEMENT DE PARTICIPATION AUX PROJETS D'INTÉRÊT COMMUN - MODIFICATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Il est proposé de modifier le règlement déterminant les modalités de participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux projets initiés par une ou plusieurs Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 1 – DÉFINITION DU PROJET D'INTÉRÊT COMMUN

Les projets inscrits répondent aux critères déterminés par le Code Général des Collectivités Territoriales et s'inscrivent dans la double condition d'éligibilité de ces financements. Ils relèvent d'une part, de la compétence de la Commune membre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ainsi que de la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'autre part, ils présentent manifestement un intérêt supra communal cohérent avec les objectifs du projet d'agglomération.

En outre, conscientes de l'importance de leurs responsabilités en matière sociale, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes s'engagent dans le cadre d'une action volontariste à poursuivre et intensifier le développement des clauses sociales dans les marchés publics.

ARTICLE 2 – COMPOSITION DES DOSSIERS A PRODUIRE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER POUR INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE PRISE EN COMPTE DU PROJET :

Le dossier de demande de participation sera constitué de :

- la délibération du conseil municipal sollicitant la subvention,
- une fiche justifiant de l'intérêt commun,
- l'avant-projet sommaire comprenant le descriptif et les plans,
- le plan de financement mentionnant les subventions attendues (le plan de financement définitif sera transmis en fin d'opération),
- le planning de réalisation.

Ces dossiers devront être remis au plus tard le 30 janvier.

ARTICLE 3 : PLAFONNEMENT DES INTERVENTIONS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Les interventions annuelles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont plafonnées à 25% du montant hors taxes du projet.

Les interventions cumulées sur plusieurs années de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont plafonnées à 50% du montant total hors taxes du projet.

Le fonds de concours versé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ne pourra excéder la part du financement assuré hors subvention par la Commune.

Conformément à l'article L.1111-10 du Code Général des Collectivités Locales et à la loi du 16 décembre 2010 relative à la réforme des collectivités territoriales, il a été instauré une participation minimale pour le maître d'ouvrage fixée à 20% du montant total des financements apportés par les personnes publiques à ce projet.

ARTICLE 4 : CONVENTION / AVENANT

Après l'adoption de la délibération d'affectation de la participation par le Conseil de Communauté, une convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et chacune des Communes membres sera signée.

En cas de modification du projet, un avenant à ladite convention sera signé.

ARTICLE 5 : PIECES JUSTIFICATIVES A PRODUIRE POUR LE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Pour obtenir le versement du fonds de concours, la Commune ou membre devra produire l'ensemble des documents suivants :

- une lettre de demande de versement indiquant le montant appelé,
- une photo du panneau de chantier faisant figurer le logo et le montant de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- un état des mandatements certifié par le Trésorier Municipal,
- le plan de financement définitif (pour le versement du solde du fonds de concours).

Un acompte pourra être versé, à la demande de la Commune, sur la base d'une situation intermédiaire des travaux payés. L'acompte sollicité sera calculé au prorata des travaux exécutés.

ARTICLE 6 : DATE LIMITE D'APPEL DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La Commune devra appeler le versement de la subvention dans les deux ans qui suivent son affectation.

Si l'appel de versement de subvention n'a pas lieu dans ce délai, un report exceptionnel de tout ou partie des crédits d'une ou plusieurs années supplémentaires pourra être accordé sur délibération du Conseil Communautaire. A défaut, l'enveloppe de crédits de paiement sera régularisée lors du vote du Compte Administratif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification du règlement de participation aux Projets d'Intérêt Commun,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°52 : HORS COMMISSION – PROJETS D'INTÉRÊT COMMUN 2013 - ADOPTION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Dans le cadre du financement des Projets d'Intérêt Commun et de l'exécution budgétaire de l'exercice 2013, il est proposé au Conseil d'Agglomération de retenir les projets ci-dessous :

COMMUNES	PROJETS	MONTANT PAR PROJET
BAILLARGUES	Restructuration du complexe sportif : réalisation d'un terrain de football en gazon synthétique et construction de 4 courts de tennis	30 000 €
BEAULIEU	Aménagement du site de l'ancienne Cave Coopérative : salle polyvalente et Esplanade du Pic Saint-Loup (Phase 4)	90 000 €
CASTELNAU LE LEZ	Création d'un terrain de football synthétique sur le complexe sportif Jean Fournier	80 000 €
CASTRIES	Aménagement de l'avenue de la Gare et de la rue des Faïsses (Phase 2)	40 000 €
CLAPIERS	Aménagements pour les déplacements doux (tranche 4)	30 000 €
COURNONSEC	Mise en sécurité et réaménagement du réseau pluvial rue de la vierge et rue du jeu de tambourin	15 000 €
COURNONTERRAL	Aménagement du Plan de la Croix	40 000 €
FABREGUES	Transformation d'un terrain de football stabilisé en pelouse synthétique	40 000 €
GRABELS	Construction d'un "Centre de vie" dans le quartier de la Valsière : local associatif, espaces ludiques, liaisons douces	50 000 €
JACOU	Création d'un terrain de football synthétique	50 000 €
JUVIGNAC	Réalisation de travaux d'abattage, de débroussaillage et de replantation sur le site des Thermes	24 000 €
LATTES	Réhabilitation du gymnase Georges Brassens	70 000 €
LAVERUNE	Restauration des salons de la terrasse	40 000 €
LE CRES	Aménagement de l'avenue des Baléares (Phase 2)	50 000€
MONTAUD	Aménagement de la transversale de Montaud (Phase 2)	16 000 €
MONTFERRIER-SUR-LEZ	Aménagement du "Cœur du village"	30 000 €
MONTPELLIER	La Panacée (Phase 5)	191 000 €
MURVIEL LES MONTPELLIER	Extension du dépôt archéologique et études d'aménagement du musée Paul Soyris	29 000 €
PEROLS	Création d'un espace culturel (Agrandissement de la Maison des Arts)	50 000 €
PIGNAN	Travaux de réfection du pluvial de l'axe centre (REPLACE) (Séquence 2 / Phase 2)	40 000 €
PRADES LE LEZ	Aménagement Urbain (Phase 4)	80 000 €
RESTINCLIERES	Réfection de voiries	15 000 €
SAINT-BRES	Aménagement de la rue du Vieux Pont	65 000 €
SAINT-DREZERY	Aménagement de l'allée de la Liberté (Phase 2)	60 000 €
SAINT GENIES DES MOURGUES	Rénovation des rues du centre ancien	30 000 €
SAINT GEORGES D'ORQUES	Construction d'un espace jeunesse	50 000 €
SAINT-JEAN-DE-VEDAS	Travaux d'aménagement de l'avenue Clémenceau	50 000 €

COMMUNES	PROJETS	MONTANT PAR PROJET
SAUSSAN	Amélioration des accès et du stationnement autour des terrains de sport	10 000 €
	Aménagement des abords de l'aire de jeux et création d'un parking	5 000 €
SUSSARGUES	Création d'une salle à vocation associative	30 000 €
VENDARGUES	Complexe sportif Guillaume Dides : transformation du terrain d'honneur pelousé en terrain synthétique éclairé	40 000 €
VILLENEUVE-LES-MAGUELONE	Aménagement de la Place des Héros	50 000 €
	Aménagement du site naturel protégé des salines de Villeneuve	10 000 €

Par ailleurs, il est également proposé au Conseil d'Agglomération de modifier les affectations de crédits attribués dans le cadre des Projets d'Intérêt Communs suivants :

- 8 700 euros accordés à la Commune de Baillargues par délibération n°8236 du 26 juin 2008 portant sur le projet d'« aménagement des abords de la crèche associative et de ses alentours » ainsi que 5 800 € accordés par délibération n°10111 du 21 avril 2011 portant sur le « projet de voirie Parc d'activités Aftalion » sont affectés à la « restructuration du complexe sportif : réalisation d'un terrain de football synthétique et construction de 4 courts de tennis » ;
- 5 300 euros accordés à la Commune de Restinclières par délibération n°10111 du 21 avril 2011 portant sur le projet d'« aménagement d'un sentier culturel » sont affectés à la « réfection de voiries ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications d'affectations relatives aux Projets d'Intérêt Commun sus mentionnés (Communes de Baillargues et Restinclières),
- dire que les projets retenus relèvent de la compétence de la Commune et dépassent manifestement l'intérêt communal,
- approuver le versement des fonds de concours relatifs aux Projets d'Intérêt Commun présentés ci-dessus,
- dire que le versement des fonds de concours au titre des Projets d'Intérêt Commun sus indiqués est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, cette convention reprenant les principes du règlement de participation aux Projets d'Intérêt Commun,
- dire que les crédits sont ouverts au chapitre 908 du Budget de l'exercice 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées. (1 contre Pignan)

AFFAIRE N°53 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION INTERCOMMUNALE DE COURNONTERRAL / COURNONSEC - MARCHÉ DE TRAVAUX N°2858EA12 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Schéma Directeur d'Assainissement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a raccordé en juillet 2005 les effluents de la Commune de Cournonsec sur la station d'épuration de Cournonterral et s'est engagée à renforcer cette installation pour les besoins futurs de ces deux Communes.

La capacité nominale de la station d'épuration va être étendue de 7 200 à 15 000 équivalents-habitants compte tenu notamment des extensions des zones urbanisées prévues par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

L'extension se fera sur les parcelles voisines de la station BC007 et BC008 acquises par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce site est longé par le Coulazou, affluent de la Mosson, qui constituera le lieu de rejet des effluents traités.

Le niveau d'épuration des eaux usées demandé comprend le traitement des paramètres azote et phosphore. Il correspond au niveau de traitement le plus exigeant imposé par les directives européennes en zone sensible ; il sera amélioré par rapport à la situation actuelle.

La file de traitement eau ajoutée à l'existante comprend un prétraitement commun aux deux files (anciennes et nouvelles) constitué d'un dégrilleur automatique avec compactage et ensachage des refus, un dessableur-dégraisseur, un bassin d'aération avec aération par diffusion fines bulles, un clarificateur et une déphosphatation physico-chimique.

La filière actuelle de traitement des boues par centrifugeuse mobile sera remplacée par une centrifugeuse fixe installée au sein d'un bâtiment désodorisé. Les boues déshydratées seront ensuite envoyées sur une plateforme de compostage puis valorisées en agriculture.

Les ouvrages projetés comprennent enfin tous les équipements de mesure nécessaires pour assurer l'autosurveillance réglementaire de la station d'épuration.

L'avant-projet correspondant d'un montant prévisionnel de 3,45 M € H.T. a été approuvé par délibération n°10435 du Conseil de Communauté lors de sa séance du 29 septembre 2011.

Une procédure de mise en concurrence négociée a été menée en application des articles 144-I-1, 165 et 166 du Code des Marchés Publics en vue de la désignation d'entreprises pour l'exécution de ces travaux. Il n'y a de découpage ni en tranche, ni en lots.

Une prestation supplémentaire ou alternative (anciennement « option ») : Traitement tertiaire des eaux clarifiées par filtration sur tambour rotatif a été prévue dans le dossier de consultation.

La rémunération de l'entreprise sera globale et forfaitaire. La durée du marché est fixée à 17 mois décomposée en 3 mois de période de préparation, 11 mois de travaux et 3 mois de période d'observation avant réception.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par les candidats, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 28 mai 2013, a décidé d'attribuer le marché correspondant à l'entreprise TERNOIS, domiciliée à la Seyne sur Mer (83), pour un montant de 2 948 181,54 € H.T., soit 3 526 025,12 € T.T.C. (solution variante + prestation supplémentaire).

Cette offre présente une valeur technique conforme aux attentes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier telle que définies dans le règlement de consultation. Le montant de la proposition financière s'inscrit dans l'estimation du maître d'œuvre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché de travaux n°2858 pour l'extension de la station d'épuration de Cournonsec-Cournonterral avec l'entreprise TERNOIS, d'un montant de 3 526 025,12 € T.T.C.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché de travaux et tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - INTERCEPTEUR EST PARTIE AMONT - AVANT PROJET - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - AVENANT N°2 AU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE N°1459 - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n° 6825, le Conseil de Communauté lors de sa séance du 16 décembre 2005, a approuvé les études d'avant-projet de l'intercepteur Est, nouveau collecteur primaire de transport des eaux usées dans la vallée du Lez, depuis le lieu-dit Pidoule sur la Commune de Montferrier-sur-Lez jusqu'à la station d'épuration MAERA sur la Commune de Lattes.

Compte tenu des coûts supplémentaires importants identifiés à l'issue de ces études, liés aux modifications du programme et à la complexité de l'opération, il avait été décidé de scinder la poursuite des études et la réalisation de l'opération en plusieurs secteurs.

Par délibération n°7091 du 21 juillet 2006, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'un marché de maîtrise d'œuvre n°1459 pour la réalisation de cette partie amont de l'intercepteur Est pour un montant de travaux évalué à 5 650 000 € H.T.

Le marché a été attribué à BCEOM domicilié allée John Napier à Montpellier pour un montant de 316 325,00 € H.T., soit 378 324,70 € T.T.C. Par avenant n°1, le marché a été transféré de BCEOM à EGIS EAU, suite au changement d'appellation du bureau d'études.

Pour mémoire, le marché initial de maîtrise d'œuvre prévoyait un découpage en 2 phases distinctes :

- 1° phase entre Pidoule et le futur PR de Closades en coordination avec le Département dans le cadre de l'aménagement de la RD65,
- 2° phase entre le PR des Closades et le pont de la Concorde sur le Lez à réaliser indépendamment du Département.

À l'issue des études d'avant-projet intégrant l'ensemble des contraintes apparues depuis 2005, le coût des travaux est estimé à 7,2 M€ H.T. en valeur à janvier 2013, soit 5 986 669 € H.T. ramené en valeur du Mois M0 du marché.

Ce montant définitif est supérieur de 336 669 € H.T. (+5,96%) au montant provisoire du programme de maîtrise d'œuvre. Cet écart se décompose, en fait, en :

- Une moins value - 212 846 € H.T. (-5,3 %) sur la phase 1, grâce à la réalisation des travaux en groupement de commande avec le Département le long de la RD65,
- Une plus value de + 549 515 € H.T. (+13,8%) sur la phase 2 en raison de contraintes techniques inhérentes à la

traversée du Lez nécessitant des travaux plus importants que prévus initialement (nature des terrains, profondeur des eaux dans cette zone), de contraintes foncières (difficulté d'accès, propriétés privées) et des contraintes administratives (site classé).

La validation de l'avant projet et du coût prévisionnel sur lequel s'engage le maître d'œuvre doit faire l'objet d'un avenant au marché de maîtrise d'œuvre.

D'autre part, il convient de modifier le programme de travaux confié au maître d'œuvre. En effet, la réalisation d'une partie des travaux de phase 1 n'a pas pu se faire en une fois comme prévue au marché initial mais a été fragmentée et s'est étendue sur des périodes discontinues.

Cela a conduit à des surcoûts sur la mission de maîtrise d'œuvre.

Pour la suite des travaux à venir avec le Département, il est également nécessaire de prévoir un sous découpage en tranches de travaux discontinues. Il est donc proposé de retirer une partie de ces suivis de travaux du programme de maîtrise d'œuvre.

Enfin, les modifications du programme doivent intégrer les mesures compensatoires liées au classement du site et des travaux supplémentaires liés au passage en propriété privée. Le classement du site et les difficultés techniques et foncières rencontrées amènent, de plus, à confier des missions complémentaires (réalisation d'un dossier d'autorisation spécial en site classé et de dossiers d'occupation temporaire et de servitude) au maître d'œuvre.

Ces différents éléments conduisent à revoir le niveau de rémunération du maître d'œuvre qui doit être modifié comme suit :

- + 101 793,75 € H.T. en raison du fractionnement et de l'allongement de la durée de réalisation des phases 1 et 2,
- - 55 719,58 € H.T. en réduisant le périmètre de la mission hors travaux futur du Département sur la RD65,
- + 18 440,00 € H.T. pour la réalisation d'une mission complémentaire en vue de la constitution du dossier d'autorisation en sites classés,
- + 3 720,00 € HT. pour la réalisation d'une mission complémentaire en vue de la constitution d'un dossier d'occupation temporaire.

Un avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre n°1459 s'avère donc aujourd'hui nécessaire afin de prendre en compte les incidences indiquées ci-dessus.

Sur la base de ces modifications, le coût prévisionnel définitif des travaux, objet du marché sur lequel s'engage le maître d'œuvre, est de 4 411 338,00 € H.T. en valeur du mois M0.

Le nouveau montant total du marché serait ainsi porté à 384 559,37 € H.T., soit 459 933,01 € T.T.C., soit une augmentation de 21,57% du montant initial du marché.

Les modifications présentées dans le présent avenant conduisent d'autre part à une prolongation de la durée globale du marché de maîtrise d'œuvre afin de le mettre en concordance avec le planning des travaux soit jusqu'à fin 2016.

Les autres clauses du marché demeurent inchangées.

La Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 11 juin 2013 a émis un avis favorable sur la conclusion de cet avenant.

Le coût prévisionnel des travaux de l'intercepteur Est partie amont, est estimé à 7,2 M€ HT et le coût d'opération induit comprenant les honoraires de maîtrise d'œuvre, les campagnes de mesures de topographies et de géotechniques, le CSPS, les essais de réception et les divers et imprévus s'élève à 8,8 M€ H.T., soit 10,5 M€ T.T.C. Cette opération peut bénéficier des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse notamment qu'il convient de solliciter.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'intercepteur Est partie amont portant le montant total du marché à 384 559,37 € H.T. soit 459 933,00 € T.T.C.,
- approuver l'avant-projet de l'intercepteur Est partie amont pour un montant de 7,2 M € H.T., soit un coût d'opération global évalué à 8,8 M€ H.T.,
- solliciter de tous les organismes intéressés leurs meilleures aides financières pour la réalisation de l'intercepteur Est partie amont,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°55 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - RÉALISATION DE L'INTERCEPTEUR EST SOUS L'AVENUE DE LA POMPIGNANE - MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N°3361EA13 DE MAÎTRISE D'OEUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n°10434 du 29 septembre 2011, le Conseil Communautaire a approuvé le programme de l'Intercepteur Est – Tranche 5 de l'avenue de la Pompignane réalisé selon une technique sans tranchée par microtunnelier.

Les travaux consistent à poser une canalisation de transfert sous l'avenue de la Pompignane entre 5 et 7 mètres de

profondeur, sous l'ensemble de réseaux tiers, en diamètre 1200 mm sur une longueur de 2 200 mètres linéaires, depuis le rond-point Maréchal Philippe Leclerc De Hauteclocque sur la Commune de Castelnau le Lez, jusqu'à la place Christophe Colomb sur la Commune de Montpellier. Cet ouvrage majeur est partie intégrante du système primaire de collecte et transport à la station d'épuration Maëra des eaux usées de Montpellier et des Communes amont de la Vallée du Lez.

Le marché de maîtrise d'œuvre n°2778bis correspondant a été attribué au groupement BRL Ingénierie et EGIS Eau, pour un montant de 536 221,00 € H.T., soit 641 320,32 € T.T.C. et un taux de rémunération de 5,35%.

Le Conseil Communautaire du 23 mai 2013 a approuvé, suite aux études d'avant-projet, le coût prévisionnel définitif des travaux à 8,5 M€ H.T., et la rémunération définitive du maître d'œuvre, soit 536 221,00 € H.T.

Il s'avère que les conclusions des études menées parallèlement par EGIS EAU, sur un autre tronçon de l'intercepteur Est, prévu initialement en tranchée, ont montré la nécessité de le réaliser, dans le même calendrier et par microtunnelage. Les travaux consistent en la réalisation d'un siphon sous le lit du Lez pour dériver par temps sec les eaux usées du 1500 mm unitaire (rive droite) vers le 1200 mm de l'intercepteur Est existant (rive gauche), et permettre ainsi les interventions techniques (secours, entretien, urgence) sur l'ancien 1500 mm unitaire en aval du bassin des Aiguerelles jusqu'à la station MAERA.

Le coût des travaux a été évalué à 1,5 M€ H.T.

Ce tronçon de l'intercepteur Est en siphon, est situé à proximité immédiate du futur pont dit « pont de la République », dont la réalisation a été confiée à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) titulaire d'un contrat de concession publique d'aménagement, sous maîtrise d'ouvrage de la Ville. Ce sont les nouvelles contraintes générées après la conclusion du marché de maîtrise d'œuvre n°2778 par le chantier du pont qui motivent la solution sans tranchée et imposent sa réalisation dans un planning plus contraint que celui initialement prévu par l'Agglomération, contraintes imprévisibles lors de la passation du contrat susvisé.

Il s'agit d'une intervention technique très complexe de part la profondeur des terrassements à faire dans des terrains nécessitant des fondations spéciales et des prescriptions techniques spécifiques à ce type de travaux non usuels. L'environnement est, de plus, sensible car situé en zone urbaine dense en cours d'aménagement.

La construction du siphon devra être incluse au marché des travaux de l'Intercepteur Est – Tranche 5 de l'avenue de la Pompignane dont la conception et la réalisation ont été confiée au groupement de maîtrise d'œuvre BRLi/EGIS EAU.

En effet, pour des raisons économiques, ces travaux de même nature faisant appel à la même technique par microtunnelier, au même diamètre et au même matériau, dans un même planning de réalisation que celui du marché initial, ils devraient permettre d'obtenir des prix de mise œuvre particulièrement compétitifs. Par ailleurs, la réalisation du siphon participe au parfait achèvement du système primaire de collecte des eaux usées de Montpellier car il va permettre la réalisation de l'ensemble des opérations de sécurisation de la partie aval du réseau unitaire 1500 mm, du bassin d'orage des Aiguerelles à MAERA, réseau dont les canalisations ont plus de 60 ans, par lequel transite la plus grande partie des effluents collectés sur Montpellier.

Les missions de maîtrise d'œuvre du siphon étant de même nature, et exigeant le même niveau de technicité du maître d'œuvre et un même planning d'intervention que celles prévues au marché initial de maîtrise d'œuvre, il est proposé d'étendre le périmètre de la mission à ce tronçon supplémentaire de l'intercepteur Est, strictement nécessaire à son parfait achèvement conformément à l'article 144II.6°b du Code des Marchés Publics.

Pour ce faire, un marché complémentaire n°3361EA13 a été lancé selon une procédure négociée en application de l'article 144 – II 6° du code des Marchés Publics avec la Maîtrise d'œuvre du marché initial n°2778bisEA12 « Intercepteur Est – Tranche 5 de l'avenue de la Pompignane ».

Le marché complémentaire n°3361EA13 comprend les éléments de mission normalisés PRO, ACT, VISA, DET et AOR et les missions complémentaires d'assistance technique aux opérations foncières, de coordination avec les intervenants extérieurs et de schéma directeur de la qualité.

Les missions se dérouleront dans le même planning que celui du marché initial n°2778bisEA12.

Suite aux négociations menées avec le groupement de maîtrise d'œuvre, le montant du marché complémentaire est de 87 750,00 € H.T. sur les missions de base, soit un taux de rémunération provisoire de 5,85%, et de 20 460,00 euros sur les missions complémentaires soit un montant global de 108 210,00 € H.T. Ce montant représente 20,18% du montant du marché initial.

Le taux de rémunération supérieur à celui du marché n°2778bis se justifie par une complexité supérieure du fait des ouvrages d'insertion délicate et d'une plus forte technicité en raison de la réalisation de puits plus profonds, 10 à 14 m, en pieux sécants, en bords de Lez avec les problématiques de nappe et de réseaux unitaires et pluviaux à proximité.

La Commission d'Appel d'offres, réunie le 11 juin 2013, a attribué ce marché complémentaire au groupement de maîtrise d'œuvre BRLi/EGIS EAU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché complémentaire n°3361 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un siphon sous le Lez au niveau du pont de la République à Montpellier avec le groupement de maîtrise d'œuvre BRLi/EGIS EAU, d'un montant de 108 210,00 € H.T. soit 129 419,16 € T.T.C.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce marché

complémentaire et tout document relatif à cette affaire.
Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : EAU ET ASSAINISSEMENT – ACCORD CADRE N°3398EA13 - TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT, RENFORCEMENT OU D'EXTENSIONS DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE, D'EAU BRUTE ET D'ASSAINISSEMENT - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence en eau et en assainissement, les services techniques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont amenés à réaliser, en concertation avec les communes concernées, des opérations de réfection, de renouvellement, de renforcement et d'extensions des réseaux d'eau et d'assainissement des eaux usées ainsi que de leurs ouvrages annexes.

Pour y répondre, ces travaux sont actuellement réalisés dans le cadre de quatre marchés à bons de commande territorialisés, attribués au terme d'une procédure d'Appel d'Offres ouvert, reconductible 3 années consécutives.

Parallèlement et tout au long de l'année, la Direction de l'Eau et de l'Assainissement lance différentes consultations sous forme de procédures adaptées, afin de faire réaliser les travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des ouvrages d'eau et d'assainissement.

Dans le but de rationaliser et optimiser les consultations, il est proposé de couvrir le territoire par deux types de contrats.

Le premier porte sur un marché à bons de commande mono attributaire pour la réalisation de travaux courants et de petites extensions des réseaux d'eau et d'assainissement, sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération de Montpellier. Ces travaux s'effectuent généralement suite à des demandes de raccordement, en accompagnement d'opérations réalisées par d'autres intervenants en domaine public ou lors d'interventions urgentes. Le rythme et l'étendue de ces besoins de travaux ne peuvent donc être arrêtés précisément. Le marché portera sur des commandes d'un montant strictement inférieur à 100 000 € H.T. chacune, la souplesse et la rapidité de mise en œuvre de ce type de marché semblant adaptées à la passation de commandes de cet ordre. D'une durée annuelle, ce marché dont l'exécution débutera à l'échéance des marchés en cours, pourra être renouvelé trois fois une année, par reconduction expresse, à la date anniversaire. Le montant annuel de l'ensemble des commandes est fixé à un minimum de 500 000 € H.T. et à un maximum de 2 500 000 € H.T.

Cette procédure fait l'objet d'une autre délibération soumise à l'approbation du Conseil Communautaire lors de cette même séance.

Pour les opérations de travaux d'un montant supérieur ou égal à 100 000 € H.T., le marché à bons de commande n'est pas la solution économiquement la plus adaptée.

A partir de ce montant, il est proposé de recourir plus opportunément à un accord cadre multi attributaire avec remise en concurrence permanente qui permet la sélection initiale de plusieurs prestataires, puis leur remise en concurrence à survenance du besoin lors de la passation des marchés dits subséquents, procédure garante d'une optimisation technico économique des offres. Ainsi, les prix et les conditions d'exécution du marché ne sont pas complètement déterminés lors de la remise des offres initiales dans l'accord cadre. Ils peuvent être précisés et adaptés techniquement et financièrement, en fonction notamment du lieu et des contraintes spécifiques d'exécution des travaux, dans les marchés subséquents à l'accord cadre, lors de la passation des commandes.

Cette solution de mise en concurrence est adaptée à la nature des travaux qui en relèvera. En effet, ceux-ci étant réalisés dans le cadre des opérations d'urbanisation des communes ou de la gestion patrimoniale des réseaux, leur planification est possible. Par ailleurs, cet outil va permettre de répondre au programme ambitieux de renouvellement des réseaux d'eau potable prévu par le Schéma Directeur d'Eau Potable approuvé par délibération en date du 23 mai 2013. Ce programme à hauteur de 70 millions d'Euros prévoit de renouveler en moyenne près de 7 kms de canalisations par an.

Cet accord cadre porte donc sur les seules commandes d'un montant supérieur ou égal à 100 000 € H.T., mais hors opérations spécifiques, identifiées pour des raisons d'opportunité, qui feront l'objet de procédures de mise en concurrence particulières.

L'accord cadre à intervenir ne comporte pas de lots.

Cet accord cadre serait conclu avec a minima 3 prestataires, et au maximum 4, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

D'une durée annuelle, cet accord cadre pourra être renouvelé trois fois une année, par reconduction expresse à la date anniversaire. Le montant annuel est fixé à un minimum de 2 000 000 € H.T., et à un maximum de 8 000 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert concernant l'accord cadre n° 3398EA13 relatif aux travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extensions des réseaux d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement tels que décrits ci-dessus,
- dire que les crédits sont et seront inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération au compte 23, et au budget principal, chapitre 908, pour l'eau brute,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif

à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°57 : EAU ET ASSAINISSEMENT – MARCHÉ N°3392EA13 DE TRAVAUX COURANTS SUR LES RÉSEAUX D'EAU POTABLE, D'EAU BRUTE ET D'ASSAINISSEMENT - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence en Eau et en Assainissement, les services techniques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont amenés à réaliser, en concertation avec les communes concernées, des opérations de réfection, de renouvellement, de renforcement et d'extension des réseaux d'eau et d'assainissement des eaux usées ainsi que de leurs ouvrages annexes.

Pour y répondre, ces travaux sont actuellement réalisés dans le cadre de quatre marchés à bons de commande territorialisés, attribués au terme d'une procédure d'Appel d'Offres ouvert, reconductible 3 années consécutives.

Parallèlement et tout au long de l'année, la Direction de l'Eau et de l'Assainissement lance différentes consultations sous forme de procédures adaptées, afin de faire réaliser les travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des ouvrages d'eau et d'assainissement.

Dans le but de rationaliser et optimiser les consultations, il est proposé de couvrir le territoire par deux types de contrats :

- un marché à bons de commande mono attributaire pour la réalisation de travaux courants et de petites extensions des réseaux d'eau et d'assainissement, sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération de Montpellier. Ces travaux s'effectuent généralement suite à des demandes de raccordement, en accompagnement d'opérations réalisées par d'autres intervenants en domaine public ou lors d'interventions urgentes. Le rythme et l'étendue de ces besoins de travaux ne peuvent donc être arrêtés précisément. Le marché portera sur des commandes d'un montant strictement inférieur à 100 000 € H.T. chacune, la souplesse et la rapidité de mise en œuvre de ce type de marché semblant adaptées à la passation de commandes de cet ordre. D'une durée annuelle, ce marché dont l'exécution débutera à l'échéance des marchés en cours, pourra être renouvelé trois fois une année, par reconduction expresse, à la date anniversaire. Le montant annuel de l'ensemble des commandes est fixé à un minimum de 500 000 € H.T. et à un maximum de 2 500 000 € H.T.

Pour les opérations de travaux d'un montant supérieur ou égal à 100 000 € H.T., le marché à bons de commande n'est pas la solution économiquement la plus adaptée.

A partir de ce montant, il est plus opportun de recourir à un accord cadre multi attributaire avec remise en concurrence permanente qui permet la sélection initiale de plusieurs prestataires, puis leur remise en concurrence à survenance du besoin lors de la passation des marchés dits subséquents, procédure garante d'une optimisation technico économique des offres. Ainsi, les prix et les conditions d'exécution du marché ne sont pas complètement déterminés lors de la remise des offres initiales dans l'accord cadre. Ils peuvent être précisés et adaptés techniquement et financièrement, en fonction notamment du lieu et des contraintes spécifiques d'exécution des travaux, dans les marchés subséquents à l'accord cadre, lors de la passation des commandes.

Cette procédure d'accord cadre fait l'objet d'une délibération distincte à ce même conseil.

Concernant le marché à bons de commande objet de la présente délibération, il convient, en vue de son attribution, de lancer une consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 144, 160 à 161 et 169 du code des marchés publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert pour les travaux courants sur les réseaux d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement,
- dire que les crédits sont et seront inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération, au chapitre 23, et au budget principal, chapitre 908, pour le réseau d'eau brute,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, à souscrire et à signer le marché n°33992EA13 à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°58 : EAU ET ASSAINISSEMENT – ZONAGE D'ASSAINISSEMENT SUR LA COMMUNE DE Cournonterral - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et de stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident leur entretien.

Pour mémoire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des Communes de l'Agglomération en 2008 et 2009.

En 2012, la Commune de Courdonterral a révisé son PLU. Afin de permettre la mise en œuvre des projets urbains encadrés par le PLU, la révision du plan de zonage d'assainissement initial a été effectuée, approuvée le 08 octobre 2012, puis soumise à enquête publique.

L'enquête a été menée du 07 février 2013 au 13 mars 2013.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent une notice technique détaillant les évolutions du zonage d'assainissement, un plan de l'ancien zonage et un plan du nouveau zonage.

A l'issue de l'enquête, un rapport a été établi par le commissaire enquêteur qui a approuvé sans réserve l'ensemble des documents du zonage.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la Commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

Il est donc proposé l'approbation définitive du zonage afin qu'il puisse être annexé au document d'urbanisme (PLU) de la Commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le zonage d'assainissement sur la Commune de Courdonterral,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE PIGNAN - ZAC SAINT ESTÈVE - PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS RELATIF À LA DESSERTE EN EAUX USÉES - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R.311-7 du Code de l'urbanisme, la Commune de Pignan a demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des équipements publics d'assainissement des eaux usées envisagé dans le cadre du programme de la ZAC Saint Estève,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Cette opération de ZAC s'inscrit dans le cadre du développement de la Commune de Pignan dans sa partie Est du tissu urbain existant. L'opération porte sur un terrain de 31,2 hectares encadré par la Route Départementale 5 au sud et l'urbanisation existante à l'ouest. Il est prévu la réalisation de 650 logements, du commerce et des équipements publics dont des plateaux sportifs.

Assainissement des eaux usées :

Collecte :

Les équipements publics seront réalisés dans le cadre de la convention publique d'aménagement.

La collecte des effluents de la ZAC sera effectuée par un réseau gravitaire séparatif.

Les équipements d'assainissement des eaux usées seront conçus et réalisés conformément aux lois, règles et fascicules techniques existants, nationaux et locaux.

Ces ouvrages seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération, de la commune et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement

Aucune participation spécifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue pour cette opération, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eaux usées internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

En outre, des travaux de raccordement de l'opération sur les réseaux publics existants seront à réaliser sous domaine public. Ces travaux de pose de canalisation gravitaire seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et il convient de demander à l'aménageur une participation pour les financer.

Compte tenu de la localisation géographique du projet et du phasage des tranches, deux extensions de réseaux sont nécessaires.

1) Extension Nord sous la RD 5e5

Une extension de réseau gravitaire de diamètre 200 mm est nécessaire sous la Rd5e5 sur environ 140 mètres.

Le coût estimatif est évalué 60 000 € H.T. y compris frais d'étude et aléas.

2) Extension Sud sous la RD 5

Compte tenu des contraintes de raccordement sur les réseaux du centre village, le raccordement des effluents s'effectuera le long de la Rd 5 et nécessitera la création d'un réseau sur environ 700 mètres.

Son coût estimatif est évalué 450 000 € H.T. y compris frais d'étude aléas.

Le coût total des deux extensions à la charge de l'aménageur est donc évalué à **510 000 € H.T.**

Traitement :

Le traitement des eaux usées de l'opération sera assuré par la station d'épuration intercommunale de Pignan – Saussan - Fabrègues dénommée Gour de Lamy.

Conformément à la délibération du Conseil Communautaire n°10124 du 21 avril 2011, une participation au financement de cet équipement sera demandée à l'aménageur à hauteur de 685 € par logement, soit une participation d'un montant de **445 250 €** à la charge de l'aménageur.

Une convention à venir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Commune de Pignan et l'aménageur précisera les conditions de reversement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des participations financières pour les ouvrages d'assainissement ainsi que les modalités de conception, de réalisation et de réception des ouvrages d'assainissement construits dans la ZAC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics d'eaux usées prévus pour la ZAC de Saint Estève sur la Commune de Pignan et intégralement financés par l'opération,
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de la Communauté d'Agglomération de Montpellier des réseaux qui seront réalisés,
- approuver le projet de convention avec la Commune et l'aménageur arrêtant les modalités de réalisation et de financement des travaux de desserte assainissement de la ZAC et mettant à la charge de l'aménageur une participation à hauteur de 955 250 € H.T. ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention à intervenir avec l'aménageur et la Commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°60 : EAU ET ASSAINISSEMENT – LE CRÈS - RÉHABILITATION DU PONT DES PASSES - PROTECTION DE CANALISATION D'EAUX USÉES - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le pont des Passes qui enjambe le Salaison et situé sur le territoire de la Commune du Crès s'est effondré le 13 décembre 2012. La Commune, maître d'ouvrage, prévoit la reconstruction du pont durant l'été 2013.

Une canalisation d'eaux usées franchit le ruisseau au pied de ce pont. Elle dispose d'une protection mécanique qui s'est érodée dans le temps.

Aussi, dans le cadre de la reconstruction envisagée de l'ouvrage d'art, il est prévu de réaliser une protection mécanique plus adéquate de la canalisation d'eaux usées sur toute la largeur du lit de la rivière. Cette protection devra être en liaison structurelle avec celle qui sera prévue pour le pont projeté.

L'assainissement des eaux usées relevant de la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de fixer les modalités techniques et financières de réalisation des travaux sur le collecteur franchissant le Salaison.

La Commune et son maître d'œuvre ont estimé le coût de l'opération à 180 000 € T.T.C., dont 40 000 € T.T.C. pour réaliser la protection mécanique de la canalisation, somme dont il convient de prévoir la prise en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Un projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage a été établi, en application de l'article 2 de la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique qui précise que les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Commune du Crès, puis remboursés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à hauteur de 40 000 € T.T.C. Ce remboursement aura lieu, au plus tard, trois mois après la réception des travaux et sera ajusté au coût réel des dépenses.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage à intervenir entre la Commune du Crès et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour la protection mécanique du réseau d'eaux usées au pied du pont des Passes,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°61 : EAU ET ASSAINISSEMENT – SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - REQUALIFICATION DE LA RUE GEORGES CLEMENCEAU - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à

l'Assainissement, rapporte :

La Commune de Saint-Jean-de-Védas prévoit la requalification de l'avenue Georges Clémenceau ainsi que la construction et la pose de réseaux d'eaux pluviales. Un réseau d'assainissement des eaux usées équipe cette voie. Après diagnostic, son état s'avère dégradé. Par ailleurs, l'urbanisation de secteur desservi par ce réseau va être densifiée à court et moyen termes. Compte tenu de ces éléments, il convient de le déplacer et de le réhabiliter.

Au vu des contraintes de circulation, des caractéristiques géotechniques et de l'interconnexion des deux projets, il est proposé de réaliser concomitamment les travaux routiers et de réseaux pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne pour les usagers. Pour ce faire, et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, il est envisagé la création d'un groupement de commandes en raison du caractère connexe des ouvrages, et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Commune de Saint-Jean-de-Védas sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter chaque marché de travaux. La Commission d'Appel d'Offres de la Commune sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement. Le montant total de l'opération envisagée, programmée sur 2013 et 2014, s'élève à 4 700 000 € H.T. Les travaux à réaliser par la Commune sont estimés à 4 295 000 € H.T. Pour la part relative à l'assainissement des eaux usées, l'estimation de la dépense s'élève à 405 000 € H.T.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre. La Commune de Saint-Jean-de-Védas assure avec sa propre équipe la maîtrise d'œuvre générale de l'opération portant sur les études, le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention. La Communauté d'Agglomération de Montpellier sera associée à l'élaboration du projet et au suivi des travaux. Elle prendra à sa charge les coûts de maîtrise d'œuvre correspondant aux travaux sur ses réseaux, ainsi que les frais de contrôle technique et d'essais préalables à la réception, soit 38 475 € H.T.

Le montant global de l'opération financée par le budget annexe de l'assainissement est ainsi évalué à 443 475 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes entre la ville de Saint-Jean-de-Védas et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la requalification de la rue Georges Clemenceau,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°62 : EAU ET ASSAINISSEMENT – OCCUPATION TEMPORAIRE SUR LES ÉQUIPEMENTS D'EAU POTABLE POUR LES ANTENNES RELAIS DE SERVICES DE SECOURS ET DE SÛRETÉ - CONVENTION-TYPE - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le Conseil de Communauté a approuvé par délibération n°6982 du 25 avril 2006 une convention-type entre les opérateurs de téléphonie et la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui définit les conditions techniques et financières dans lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la société à occuper à titre précaire et révocable les emplacements requis pour l'installation de relais et d'équipements techniques pour la téléphonie mobile.

Le service de l'eau potable disposant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de nombreux châteaux d'eau qui constituent des points hauts très attractifs pour l'installation de relais de transmission, le Conseil de Communauté a approuvé par délibération n°11119 du 8 octobre 2012 une modification de cette convention-type afin de l'adapter aux contraintes particulières d'exploitation des équipements de distribution d'eau potable. Une annexe précise désormais les modalités d'installation et d'exploitation qui s'imposent aux opérateurs du fait des précautions à prendre en termes de sécurité et d'accès aux ouvrages pour la distribution publique de l'eau potable.

Or, des demandes récentes sont apparues, formulées par des services de sûreté et de sécurité comme la Police Municipale et le Service Départemental d'Incendie et de Secours, pour l'installation sur ces ouvrages publics de relais de transmission. Aussi, pour répondre à ces nouveaux besoins, il convient d'approuver une nouvelle convention-type correspondant à ce type de demandes.

Cette convention reprend les principales dispositions techniques appliquées aux opérateurs de téléphonie, y compris l'annexe portant sur les consignes d'accès aux ouvrages d'eau potable. Cependant, conformément à l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, il est proposé de conclure ces conventions à titre gratuit. L'installation de relais de transmission contribuant à l'amélioration des réseaux nécessaires à l'exercice de missions régaliennes de sécurité et de secours des populations, participe en effet, de par son objet, à une mission d'intérêt général.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention-type entre les services de secours et de sûreté et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'installation d'antennes relais,
- dire que ces conventions seront conclues à titre gratuit,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions avec les services de secours et de sûreté, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°63 : EAU ET ASSAINISSEMENT – EXAMEN DES RAPPORTS DES DÉLÉGATAIRES DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE POUR L'EXERCICE 2012 - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009. Pour l'année 2012, cette compétence est exercée en propre sur 10 Communes : Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone. La compétence eau potable est exercée selon le principe de représentation-substitution sur les 21 autres Communes du territoire, au sein des syndicats Garrigues Campagne, Bas-Languedoc et Salaison.

Conformément aux dispositions prévues à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public et une analyse de la qualité de service.

La loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 a complété ces dispositions et impose la présentation du rapport du Délégué à l'assemblée délibérante qui en prend acte.

En outre, la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité dispose que le rapport du Délégué est examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux. Cette Commission a été créée par la délibération n°4943 du Conseil de Communauté du 23 décembre 2002.

Le décret n°2005-236 du 14 mars 2005 a apporté un certain nombre de précisions sur le rapport annuel du délégataire, notamment sur les comptes de la délégation.

Conformément au décret 2007-675 du 2 mai 2007, une série de nouveaux indicateurs a été élaborée.

En 2012, l'exercice de la compétence eau potable concerne les contrats de délégation de service public (DSP) suivants :

* société fermière VEOLIA Eau – Compagnie Générale des Eaux :

- Lattes-Pérols, contrat DSP du service de production et de distribution de l'eau potable,
- Montpellier-Juvignac, contrat DSP du service de production et de distribution de l'eau potable,
- Prades le Lez, contrat DSP du service de production et de distribution de l'eau potable,
- Villeneuve-lès-Maguelone, contrat DSP du service de production et de distribution de l'eau potable,

* société fermière SAUR France :

- Grabels, contrat DSP du service de production et de distribution de l'eau potable :
- Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues, contrat DSP dit contrat « Villages » du service de production et de distribution de l'eau potable.

Les Communes de Lattes et Pérols font l'objet d'un contrat unique depuis le 1^{er} janvier 2012, suite à l'arrivée à échéance des contrats précédents.

Les six rapports annuels 2012 ont été transmis par les Délégués à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 19 juin 2013.

Ils ont servi de base à l'élaboration du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable établi par la Communauté d'Agglomération et qui sera présenté lors de cette même séance du Conseil Communautaire. Les faits marquants ainsi que les évolutions 2011-2012 figurent dans le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable 2012 ainsi que dans la délibération qui lui est consacrée.

Ces rapports annuels présentent principalement :

- les grandes caractéristiques de la délégation : nature, objet, date du contrat et du dernier avenant,
- le descriptif des ouvrages exploités et les indicateurs techniques et chiffres clefs : longueur du réseau, population desservie, nombre d'abonnés, volumes assujettis à la redevance eau potable,
- le bilan d'exploitation et la qualité du service : qualité de l'eau et gestion de la ressource, volumes d'eau produits, consommés et vendus, rendement du réseau de distribution, interventions pour assurer la continuité du service, satisfaction des usagers...
- les éléments tarifaires et les comptes de la délégation pour l'exercice : tarifs en vigueur au 1^{er} janvier et leur évolution annuelle, facture type, produit d'exploitation (produit net du délégataire, produit des travaux attribués à titre exclusif) et charges du service (dépenses d'exploitation, charges de renouvellement des ouvrages, participations contractuelles),
- les indicateurs de performance tels que définis dans l'arrêté et le décret du 2 mai 2007.

Répondant à une demande sociale forte, les indicateurs de performance contribuent ainsi à l'amélioration de la transparence et de la performance des services d'eau et d'assainissement et représentent un « langage commun » entre les différents acteurs des services d'eau. Ils permettront la comparaison entre services au sein de la base de

données nationale du Système d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement (SISPEA). Enfin, les rapports des Déléataires du Service Public de l'eau potable sont mis à la disposition du public conformément aux dispositions des articles L.1411-13 et L.1411-14 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des six rapports des Déléataires du Service Public de l'eau potable pour l'exercice 2012,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions : Grabels).

AFFAIRE N°64 : EAU ET ASSAINISSEMENT – EXAMEN DES RAPPORTS DES DÉLÉGATAIRES DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'EXERCICE 2012 - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Conformément aux dispositions prévues à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Déléataire produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

La loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 tendant à moderniser le statut des Sociétés d'Economie Mixte Locales a complété ces dispositions et impose la présentation du rapport du Déléataire à l'assemblée délibérante qui en prend acte.

En outre, la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité dispose que le rapport du Déléataire est examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux. Cette commission a été créée par la délibération n°4943 du Conseil de Communauté du 23 décembre 2002.

Le décret 2005-236 du 14 mars 2005 a apporté un certain nombre de précisions sur le rapport annuel du Déléataire, notamment sur les comptes de la délégation.

Enfin, conformément au décret 2007-675 du 2 mai 2007, une série de nouveaux indicateurs a été élaborée.

En 2012, l'exercice de la compétence assainissement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier concerne les onze contrats de délégation de service public (DSP) suivants :

* société fermière VEOLIA Eau – Compagnie Général des Eaux :

- contrat DSP du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Castelnau le Lez,
- contrat DSP du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Clapiers,
- contrat DSP du service de collecte des eaux usées sur la Commune du Crès,
- contrat DSP du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Lattes et Pérols,
- contrat DSP du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Montpellier et Juvignac,
- contrat DSP du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Prades le Lez,
- contrat DSP du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- contrat DSP du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, dit secteur Périphérique Maera,
- contrat DSP du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues, dit secteur Est,
- contrat DSP de l'exploitation de la station de traitement des eaux usées Maera ;

* société fermière SDEI-Lyonnaise des Eaux :

- contrat DSP du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques, dit secteur Ouest.

Les Communes de Lattes et Pérols font l'objet d'un contrat unique depuis le 1^{er} janvier 2012.

Les 11 rapports annuels 2012 ont été transmis par les Déléataires à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 19 juin 2013.

Ils ont servi de base à l'élaboration du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'assainissement établi par la Communauté d'Agglomération et présenté lors de cette même séance du Conseil Communautaire. Les faits marquants ainsi que les évolutions 2011-2012 figurent dans le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public 2012 ainsi que dans la délibération qui lui est consacrée.

Les rapports des délégataires présentent principalement :

- les grandes caractéristiques de la délégation : nature, objet, date du contrat et du dernier avenant,
- le descriptif des ouvrages exploités et les indicateurs techniques et chiffres clefs : longueur du réseau, population desservie, nombre d'abonnés, volumes assujettis à la redevance assainissement,
- le bilan d'exploitation et la qualité du service : volumes d'effluents relevés, volumes traités, rendement des installations d'épuration, interventions pour assurer la continuité du service,
- les éléments tarifaires et les comptes de la délégation pour l'exercice : tarifs en vigueur au 1^{er} janvier et leur évolution annuelle, facture type, produit d'exploitation (produit net du délégataire, produit des travaux attribués à titre exclusif) et charges du service (dépenses d'exploitation, charges de renouvellement des ouvrages, participations contractuelles),
- les indicateurs de performance tels que définis dans l'arrêté et le décret du 2 mai 2007.

Répondant à une demande sociale forte, les indicateurs de performance contribuent ainsi à l'amélioration de la transparence et de la performance des services d'eau et d'assainissement et représentent un « langage commun » entre les différents acteurs des services d'eau. Ils permettront la comparaison entre services au sein de la base de données du Système d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement.

Les rapports des Délégués du Service Public de l'assainissement doivent être mis à la disposition du public conformément aux dispositions des articles L.1411-13 et L.1411-14 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des 11 rapports des Délégués du Service Public de l'assainissement pour l'exercice 2012,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions : Grabels).

AFFAIRE N°65 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE POUR L'ANNÉE 2012 - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il doit être présenté au Conseil de Communauté un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute. Ce dernier respecter les exigences fixées par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

La note établie chaque année par l'Agence de l'Eau ou l'office de l'Eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention est jointe au présent rapport en application de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009. Elle intervient selon le principe de représentation-substitution sur 21 des 31 Communes et en propre sur les 10 autres, à savoir Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Par application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce également la compétence « Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc » dite « Eau Brute » de plein droit en lieu et place des Communes membres.

Le service public de l'eau potable concerne près de 1 086 km de réseau d'adduction et de distribution, 52 676 branchements, 26 réservoirs de capacité totale de 104 350 m³ et une usine de clarification et de traitement (François Arago à Montpellier).

La ressource principale est la source du Lez, pour un débit de prélèvement autorisé de 1700 l/s et 146 880 m³/jour. En complément de la source du Lez lors de la période d'étiage, l'eau du canal BRL est distribuée après traitement sur la station François Arago.

Les Communes de, Grabels, Montferrier-sur-Lez, Sussargues Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone sont alimentées pour tout ou partie par des forages locaux. Une convention passée en 2012 avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or fixe les modalités d'achat d'eau pour l'alimentation en eau des Communes de Lattes et Pérols depuis l'usine de Vauguières qui traite l'eau du Bas Rhône Languedoc (BRL) en provenance du canal Philippe Lamour.

Au global, en 2012, 29 087 509 m³ d'eau ont été mis en distribution, 21 984 094 m³ facturés aux usagers du service public de l'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et 4 084 825 m³ vendus en gros aux collectivités voisines ou aux Communes membres pour lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier n'exerce pas la compétence en direct.

S'agissant de la troisième année d'exercice de la compétence, 2012 a encore été essentiellement consacrée à la mise en œuvre des moyens et outils nécessaires à cet exercice et afin d'assurer la continuité du service public.

Dans une logique d'uniformisation du mode et de la qualité de gestion du service, sans pour autant pénaliser la réflexion sur l'organisation des services publics de l'eau potable comme de l'assainissement à l'échéance de l'ensemble des contrats au 31 décembre 2014, un nouveau contrat d'affermage a été attribué à Véolia Eau pour l'exploitation du service à compter du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2014 sur les Communes de Lattes et Pérols pour lesquelles les contrats de délégation en vigueur arrivaient à échéance fin 2011.

Le groupement EGIS Eau/Calia Conseils/SCP Vinsonneau-Paliès-Noy-Gauer et Associés a été retenu au début de l'année 2011 pour la réalisation de l'étude Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable. Après l'établissement de l'état des lieux, tant d'un point de vue technique que d'un point de vue institutionnel et financier, l'année 2012 a été consacrée à l'estimation des besoins futurs en eau potable, et à la réflexion sur les scénarios possibles permettant d'apporter des réponses différenciées aux principaux enjeux identifiés : la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau, le renouvellement des réseaux et la sécurisation de la production. Sur ce dernier enjeu, les réflexions ont été approfondies afin d'envisager des solutions pertinentes de maillage avec les services d'eau potable des collectivités voisines.

En parallèle se poursuit dans le cadre de la gestion globale des ressources en eau, l'étude pour le développement des connaissances du système karstique de la source du Lez. Cette étude, initiée par la Ville de Montpellier, vise à préciser les potentialités supplémentaires que pourraient offrir cet aquifère qui permettraient à moyen terme de répondre aux enjeux fondamentaux de sécurisation de l'alimentation en eau potable, d'un point de vue quantitatif mais aussi qualitatif, dans le respect de la gestion concertée des usages. Elle est réalisée dans le cadre d'un partenariat entre le BRGM, les Unités de Recherches Hydrosociétés, G-Eau et Tetis de Montpellier, le bureau d'étude Biotopie et le centre de Formation et de recherche CERFACS. L'année 2012 a été marquée par la livraison de quatre rapports définitifs :

- synthèse des connaissances récentes et passées,
- modèles numériques de fonctionnement de l'hydrosystème,
- simulations numériques de différents scénarios de changement climatique,
- résultats complémentaires apportés par les forages et les traçages.

L'ensemble du programme de recherches s'achèvera en 2013 avec la livraison de documents de synthèse et pédagogiques, ainsi que d'un rapport de préconisations sur les suites à donner.

Une plongée subaquatique a été réalisée en septembre 2012 par Neptune Visions dans le karst de la source du Lez, à partir du puits d'accès n°4 de la station de pompage Avias. Cette plongée a eu pour objectif des prises de vues dans le cadre de la réalisation d'un film intitulé « Le Lez, de la source à la mer », documentaire institutionnel et pédagogique qui sera achevé courant 2013.

Par ailleurs, par délibération n°10513 en date du 29 novembre 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a apporté son soutien au projet Aqua Domitia porté par la Région Languedoc- Roussillon. Ce projet, prolongation du canal Philippe Lamour, a pour objectifs de sécuriser l'alimentation en eau potable du territoire concerné, dont fait partie la Communauté d'Agglomération de Montpellier, alléger la pression sur l'exploitation des milieux aquatiques fragiles par l'apport d'une ressource de substitution, accompagner le développement économique régional tout en préservant l'environnement et maintenir et développer une agriculture diversifiée et de qualité aussi bien qu'une viticulture compétitive malgré le changement climatique.

Ainsi, début 2012, le projet a reçu l'avis favorable de la Commission Nationale du Débat Public, puis le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon a confirmé son intention de donner suite au projet. Le 1^{er} tronçon nommé « nord-gardiole » a ainsi été lancé courant 2012. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé d'apporter son soutien financier à la poursuite des études sur ce tronçon.

Enfin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, autorité organisatrice des services de l'eau et de l'assainissement, face à ces enjeux croissants, et à l'occasion de l'arrivée à échéance fin 2014 des contrats de délégation des services de l'eau potable mais aussi de l'assainissement, a décidé d'engager en octobre 2012 une large concertation sur le thème « Quelle eau pour demain ? », positionnant les usagers au cœur de ses réflexions afin de leur apporter le meilleur service possible. Une démarche participative innovante, intégrant l'ensemble des acteurs concernés de la société civile : usagers, mais également associations, experts, élus, journalistes, grand public, a ainsi été mise en place afin de déterminer les objectifs du service public de l'eau. Les différentes étapes de la concertation donneront lieu à la production de synthèses et recommandations, rendues publiques, qui contribueront à éclairer les décisions du maître d'ouvrage sur l'organisation la plus efficiente du service de l'eau à la mi-2013.

Parallèlement, une analyse technique et financière des services actuels a été lancée, afin d'alimenter la réflexion des différents acteurs et apporter des éléments de comparaison. Cette analyse doit conduire in fine à établir différents scénarii d'organisation de l'exploitation des services d'eau et d'assainissement.

Pour accompagner l'ensemble de cette démarche, jusqu'à la mise en place de la nouvelle organisation, un accord-cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été confié au groupement Service Public 2000/LISODE/KFH Communication.

En termes de travaux, les investissements portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2012 se sont élevés à 1 431 147,20 € consacrés pour l'essentiel à des opérations d'extension et de maillage de réseaux, ou au dévoiement de réseaux en prévision des travaux RFF de contournement Nîmes-Montpellier de la Ligne à Grande Vitesse. En complément, au titre de ses obligations contractuelles, le délégataire du service sur la Commune de Montpellier assure une partie du renouvellement des réseaux. Les canalisations renouvelées en 2012 ont représenté un linéaire de 3 882 ml, dont 650 ml en DN300 ont été réhabilités par gainage en polyéthylène.

Sur l'ensemble du service, 1 195 branchements plomb ont été remplacés et 719 fuites réparées. Ces interventions contribuent à l'amélioration du rendement des réseaux de distribution.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une démarche d'amélioration continue les exploitants des Communes de Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier-Juvignac, Pérols, Saint-Brès et Sussargues ont l'obligation, dans le cadre de leur contrat, de mettre en place une sectorisation du réseau de distribution de l'eau potable.

Cette sectorisation consiste en la définition d'unités (ou zones) de distribution et leur instrumentation en appareil de mesures de manière à connaître en permanence leur débit entrant. L'analyse de la variation de ce débit permet de détecter les anomalies, et par corrélation d'identifier la survenance d'une nouvelle fuite à l'intérieur de la zone. La localisation de cette dernière est alors enclenchée par les techniques classiques de recherche de fuite, puis réparée.

Ainsi en 2012, sur les Communes de Montpellier-Juvignac, les travaux de sectorisation ont été finalisés par la mise en place de chambres de vannes et de regards ou par l'installation de débitmètres à poste fixe ou à insertion, et 6 compteurs ont été posés sur les réseaux des Communes de Sussargues, Saint-Brès et Montferrier-sur-Lez.

Pour l'année 2012, le rendement moyen sur les 10 Communes gérées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 80,6%.

Dans le cadre de l'avenant 8 du contrat Montpellier-Juvignac, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à son Déléataire la mise en œuvre du décret SAIV (Sécurité des Activités à Importance Vitale) sur les principaux ouvrages de production et de stockage d'eau potable.

Les travaux se sont terminés fin 2012 et ont consisté en la mise en œuvre de dispositifs de détection et de caméras, de transmission d'images par radio haut débit et ADSL, et la mise à disposition de clés intelligentes nommées Locken pour sécuriser l'accès aux sites.

Concernant la qualité, l'eau distribuée sur les 10 Communes pour lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence, celle-ci présente un taux de conformité supérieur à 99 %, aussi bien pour les paramètres microbiologiques que physico-chimiques.

Enfin, la tarification se décompose pour 2012 en :

- une partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, fixée à 9,47 euros H.T. pour un compteur de 20 mm ou moins, intégralement perçue par l'exploitant,
- une partie proportionnelle incluant la part fermière et la part collectivité et dont le montant total est fixé :
 - o à 1,104 euros hors taxes par mètre cube pour la 1ère tranche de consommation de 0 à 120 m³ par an
 - o à 1,239 euros hors taxes par mètre cube pour la 2ème tranche de consommation au-delà de 120 m³ par an.

Concernant l'Eau Brute, dans le cadre de la perspective d'exploitation des feeders d'eau brute par BRL pour le compte de la Région Languedoc-Roussillon au titre du projet Aqua Domitia, le Département de l'Hérault a souhaité rétrocéder à la Région les 2 équipements structurants (station et feeder) qu'il avait mis à la disposition du Syndicat Intercommunal de Travaux d'Irrigation de la Vallée du Salaison (SITIVS).

Les intercommunalités composant le syndicat, ont de ce fait présenté une demande motivée conjointe de dissolution du SITIVS à la date du 31 décembre 2012.

Ainsi, à partir du 1^{er} janvier 2013, les Communes de Jacou, Clapiers et Vendargues seront gérées par le service d'eau brute de la Communauté d'Agglomération, représentant une centaine d'abonnés supplémentaires, soit plus du doublement du service.

Les six rapports annuels 2012 des délégataires concernant le service de l'eau potable ont été transmis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ils présentent les grandes caractéristiques, les indicateurs techniques, le bilan d'exploitation et les comptes de chaque délégation. Comme ces derniers, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 19 juin 2013 conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2012 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions : Grabels).

AFFAIRE N°66 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2012 - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il doit être présenté au Conseil de Communauté un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement (RPQS). Ce dernier doit par ailleurs respecter les exigences fixées par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

En 2012, le service public de l'assainissement concerne 1 450 km de réseau, dont 1 243 km en gravitaire, 197 postes de refoulement et 15 stations d'épuration. La capacité de traitement cumulée de ces derniers est de 573 150 Equivalents-Habitants, soit près de 31,5 millions de m³ traités et 20,6 tonnes de DBO5/jour. Plus de 26,6 millions de m³ ont été facturés à 92646 abonnés.

La mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement a été poursuivie en 2012.

A la suite de l'accord intervenu entre les Communautés d'Agglomération du Pays de l'Or et de Montpellier, les travaux de raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents de la commune de Pérols, de Carnon et de Vauguières sur la commune de Mauguio, ont été menés à bien le 22 février 2013. Une convention entre les Communautés d'Agglomération du Pays de l'Or et de Montpellier fixe les débits transférés et traités à MAERA ainsi que la répartition financière des charges d'exploitation.

Concernant l'Intercepteur Est, les travaux de pose d'une partie amont de ce nouveau collecteur primaire d'eaux usées ont été finalisés entre le rond point d'Agropolis à Montferrier-sur-Lez et Botanic à Clapiers, en accompagnement des travaux routiers menés par le Département de l'Hérault sur la RD65. Par ailleurs, une étude complémentaire a été menée afin de déterminer la faisabilité d'une réalisation par microtunnelage de la section de l'Intercepteur Est sous l'Avenue de la Pompignane à Montpellier et de comparer cette solution à la technique classique de pose des canalisations par creusement de tranchées initialement envisagée. Les conclusions ont conduit à retenir la solution de travaux sans tranchées par microtunnelage, du fait d'un coût financier moindre et d'un impact

environnemental mieux maîtrisé.

Après la mise en service du nouveau système d'assainissement de Baillargues/Saint Brès, l'ancienne station d'épuration de Baillargues a été démolie courant 2012.

Les études préalables pour préciser et évaluer le programme de travaux de construction du nouveau système d'assainissement de Sussargues/St Génès des Mourgues ont permis de préciser le tracé et la capacité de traitement réévaluée à 7200 EH. Ces travaux permettront d'atteindre les objectifs de préservation des périmètres rapprochés des captages d'eau potable de Fontmagne et Garrigues Basse sur Sussargues ainsi que d'améliorer la qualité des eaux du Bérange et de l'Etang de l'Or, milieu récepteur final.

L'extension de la station d'épuration intercommunale de Cournonterral/Cournonsec a dû être différée en raison de nouvelles difficultés apparues dans les procédures administratives.

Enfin, en anticipation de la révision future du schéma directeur d'assainissement, et en perspective de l'arrivée à échéance de son arrêté préfectoral d'autorisation, un audit fonctionnel de la station d'épuration MAERA a été lancé fin 2012 afin d'étudier les axes d'amélioration du fonctionnement actuel des ouvrages, les besoins d'extension liés à l'urbanisation future et les réponses nouvelles à apporter compte tenu de l'évolution des exigences réglementaires, notamment sur la gestion du temps de pluie.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2012 à 35,3 millions d'euros T.T.C., dont 26,1 millions d'euros de dépenses d'investissement pour les travaux sous maîtrise d'ouvrage du service de l'assainissement, parmi lesquels 4,5 millions d'euros consacrés aux réseaux des Communes hors Schéma Directeur d'Assainissement, et 9,2 millions d'euros de dépenses d'exploitation.

Le prix de l'assainissement, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été actualisé au taux de l'inflation. Il a été fixé à 1,42 euros H.T. par mètre cube au 1^{er} janvier 2013.

En ce qui concerne les indicateurs techniques, la croissance du nombre d'abonnés du service est encore confirmée en 2012 avec un taux de plus de 2 %. Les volumes facturés ont également augmenté de 2 % par rapport à 2011. Cette hausse des consommations d'eau potable et des volumes facturés en assainissement est en partie due à l'augmentation de la population sur le territoire, mais elle reste modérée du fait de la prise de conscience constante des usagers de la nécessaire maîtrise et la régularisation de leur consommation d'eau. L'analyse de cette évolution mérite ainsi d'être examinée sur un pas de temps de plusieurs années.

En ce qui concerne l'exploitation du service, elle est déléguée, sur la totalité des 31 Communes membres, dans le cadre de 11 contrats d'affermage. Les communes de Lattes et Pérols font l'objet d'un contrat unique depuis le 1^{er} janvier 2012.

Dans la perspective de l'arrivée à échéance fin 2014 de ces contrats, comme de ceux du service public de l'eau potable, et face aux enjeux croissants liés à la gestion de l'eau, Montpellier Agglomération, autorité organisatrice des services, a décidé d'engager en octobre 2012 une large concertation sur le thème « Quelle eau pour demain ? », positionnant les usagers au cœur de ses réflexions afin de leur apporter le meilleur service. Une démarche participative innovante, intégrant l'ensemble des acteurs concernés de la société civile : usagers, mais également associations, experts, élus, journalistes, grand public, a ainsi été mise en place afin de déterminer les objectifs du service public de l'eau. Les différentes étapes de la concertation donneront lieu à la production de synthèses et recommandations, rendues publiques, qui contribueront à éclairer les décisions du maître d'ouvrage sur l'organisation la plus efficiente du service de l'eau à la mi-2013.

Parallèlement, une analyse technique et financière des services actuels a été lancée, afin d'alimenter la réflexion des différents acteurs et apporter des éléments de comparaison. Cette analyse doit conduire in fine à établir différents scénarios d'organisation de l'exploitation des services d'eau et d'assainissement.

Pour accompagner l'ensemble de cette démarche, jusqu'à la mise en place de la nouvelle organisation, un accord-cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été confié au groupement Service Public 2000/LISODE/KFH Communication.

Au plan technique, le curage préventif des réseaux, les systèmes de télésurveillance des postes de relèvement ou de refoulement et des stations de traitement mis en place contribuent à la qualité du service ainsi que les astreintes 24h/24 assurés par les sociétés gestionnaires. L'augmentation des taux de curage imposée contractuellement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à ses exploitants (+23% en 5 ans) a permis de limiter les interventions curatives chez les particuliers.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents non domestiques collectés. En 2012, plus de 45 nouveaux établissements ont été contactés pour mettre en place la démarche d'autorisation de déversement. Cette démarche a abouti à la rédaction de projets d'arrêté pour 28 d'entre eux. Au 31 décembre 2012, la Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre 209 entités susceptibles de rejeter des rejets non domestiques (RND) et qui concernent 179 entreprises. 28 entreprises ont un arrêté (AAD) notifié dont 4 sont assimilés domestiques. La cellule a effectué plus de 393 interventions dont 11 enquêtes sur des sources de pollution d'effluents suspects. Enfin, 17 caves vinicoles (coopératives ou particulières) ont été contrôlées. De plus, le travail sur l'état des lieux des établissements concernés par les rejets autres que domestiques est complété par un diagnostic sur le réseau des eaux usées pour obtenir un état référence et pour permettre d'évaluer ultérieurement l'impact des actions de la CRIDt auprès de ces établissements. De plus, les moyens de contrôle sont confortés depuis le 1^{er} décembre 2011, suite à la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 sur la réforme des collectivités territoriales, avec le transfert du pouvoir de police spéciale en assainissement des Maires au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En outre, une démarche volontariste de collecte sélective des matières de vidange a été engagée avec l'élaboration

de conventions de dépotage tripartites entre les professionnels, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant de la station d'épuration MAERA.

Treize conventions étaient en vigueur fin 2012.

Enfin, les bilans annuels fournis par les délégataires au titre de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) attestent de la conformité des rejets de toutes les stations d'épuration et de l'amélioration progressive de la qualité du milieu naturel grâce aux efforts consentis toutes ces dernières années.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie sur les 4500 installations dénombrées sur le territoire communautaire, un total de 532 contrôles ont été effectués en 2012, dont 65 contrôles de bonne conception et 49 contrôles de bonne exécution. L'actualisation des tarifs du SPANC au 1^{er} janvier 2013 a été approuvée par délibération n° 11309 du 20 décembre 2012.

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 19 juin 2013 conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Rapport annuel 2012 sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement (RPQS),
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions : Grabels).

AFFAIRE N°67 : LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DU LEZ - CONVENTIONS RELATIVES À L'UTILISATION DES PARCELLES CÉDÉES À TITRE GRATUIT PAR LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé entre 2009 et 2010 la majeure partie des travaux de confortement des digues du Lez afin de protéger les habitants des communes de Lattes et de Montpellier du risque majeur de la rupture de digue. Ces travaux de grande ampleur ont également conduit à rendre les digues circulables pour permettre en tout temps et de manière permanente leur surveillance, leur entretien et l'intervention d'engins lourds de terrassement en cas de nécessité de réparation.

Ces digues ont été classées en 2010, par arrêté préfectoral, comme ouvrage de danger en application du décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques. La Communauté d'Agglomération de Montpellier, maître d'ouvrage des travaux de lutte contre les inondations, propriétaire et gestionnaire des ouvrages, est donc responsable de l'entretien, de la surveillance et de la réparation des digues du Lez.

Ces digues sont depuis longtemps un lieu privilégié de promenade, tant piétonne que cycliste. C'est aussi un axe privilégié de déplacement en mode doux entre la Ville de Montpellier et le littoral.

Le développement très important de la fréquentation des digues par les usagers, notamment la rive gauche, a conduit la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en concertation avec la Commune de Lattes et en partenariat financier avec le Département de l'Hérault, à réaliser une piste aménagée en crête de la digue rive gauche depuis l'autoroute A9 jusqu'à la digue de Gramenet. Cette piste rejoint ensuite la piste cyclable située à proximité de la Maison de la Nature qui se poursuit vers la mer. En rive droite, une piste est également aménagée depuis l'autoroute A9 jusqu'aux campings de la route de Palavas.

Sur le territoire de la Commune de Montpellier, ces pistes couvrent l'ensemble de la crête des digues et sont aménagées en béton désactivé. La Ville de Montpellier a cédé à titre gratuit au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier les parcelles supportant les ouvrages de lutte contre les inondations. Aussi, compte tenu de l'usage des pistes en crête de digue, et comme cela a déjà été mis en œuvre avec la Commune de Lattes, il est proposé de définir par convention avec la Ville de Montpellier les modalités d'entretien et de gestion des pistes situées sur son territoire, sachant que la destination première et principale des digues qui supportent les pistes est la protection des lieux habités contre les inondations.

Pour cela, deux projets de convention ont été élaborés, l'un pour les berges du Lez, l'autre pour les berges de la Lironde. Ces conventions définissent les modalités d'entretien, de gestion et de maintenance des pistes situées sur les crêtes des berges rives gauche et droite du Lez et de la Lironde. Elles précisent notamment que la Ville sera autorisée à utiliser les berges à des fins de promenades publiques et qu'elle en assumera les frais de gestion courante. Elle gèrera aussi la circulation et la réglera ses pouvoirs de police et prendra toutes les décisions utiles à la bonne gestion des voies vertes.

Ces conventions prendront effet à leur date de signature et ne sont pas limitées dans le temps.

Elles sont établies sans contrepartie financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions d'utilisation des berges du Lez et de la Lironde avec la Ville de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions et

tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°68 : LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DU LEZ - DÉPLACEMENT DE L'AUTOROUTE A9 - CONVENTIONS AVEC AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE POUR L'OUVRAGE DE FRANCHISSEMENT DU LEZ ET DE LA LIRONDE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé entre 2009 et 2010 la majeure partie des travaux de confortement des digues du Lez afin de protéger les habitants des Communes de Lattes et de Montpellier du risque de rupture de digue. Ces travaux de grande ampleur ont également permis de rendre les digues circulables pour permettre en tout temps et de manière permanente leur surveillance, leur entretien et l'intervention d'engins lourds de terrassement en cas de nécessité de réparation.

Ces digues ont été classées en 2010, par arrêté Préfectoral, comme ouvrage de danger en application du décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques. La Communauté d'Agglomération de Montpellier, maître d'ouvrage des travaux de lutte contre les inondations et gestionnaire des ouvrages, est donc responsable de l'entretien, de la surveillance et de la réparation des digues du Lez.

Par ailleurs, le projet de déplacement de l'autoroute A9 a fait l'objet d'un décret du 30 avril 2007 déclarant d'utilité publique et urgente les travaux de construction. Suite à la concertation menée par la Commission Nationale du Débat Public, la réalisation de ce projet a été confirmée en 2011, et les études correspondantes reprises depuis.

Les études menées par Autoroutes du Sud de la France dans le cadre de la procédure Loi sur l'eau ont permis de préciser, en concertation avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Commune de Lattes, le dimensionnement des ouvrages et la nature des aménagements à réaliser afin de respecter les obligations réglementaires en matière d'hydraulique, notamment la transparence de la nouvelle autoroute.

A l'issue de cette procédure, Autoroutes du Sud de la France a obtenu l'autorisation administrative de démarrer les travaux. La construction du viaduc de franchissement sur le Lez et la Lironde est envisagée dans les prochains mois. Il convient dorénavant de définir les dispositions à prendre par Autoroutes du Sud de la France pour ne pas fragiliser les berges du Lez et de la Lironde et rétablir les cheminements existants.

Pour cela, deux projets de convention ont été élaborés par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Autoroutes du Sud de la France, l'une pour les digues du Lez, l'autre pour les berges de la Lironde. Ces conventions définissent, sur le territoire de la Commune de Lattes, les conditions techniques, financières et administratives de réalisation des travaux nécessaires à la réfection des digues du Lez et des berges de la Lironde et au rétablissement des chemins de berge. Elles précisent notamment que la Communauté d'Agglomération de Montpellier validera le programme détaillé des travaux et les conditions de réalisation du chantier.

Autoroutes du Sud de la France assumera l'ensemble des frais relatifs à ces aménagements, y compris les travaux de réfection des digues du Lez.

Ces conventions précisent également les gabarits minimum sous le viaduc et le rétablissement des cheminements pour assurer la circulation des engins d'intervention sur les ouvrages hydrauliques. Enfin, elles définissent les principes de gestion des ouvrages hydrauliques et autoroutiers et le transfert à titre gratuit au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier des parcelles acquises par Autoroutes du Sud de la France pour ces aménagements.

Les conventions prendront effet à leur date de signature et ne sont pas limitées dans le temps.

Elles sont établies sans contrepartie financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions entre la Communauté d'Agglomération et Autoroutes du Sud de la France relatives aux modalités techniques, administratives et financières pour la réalisation des travaux de construction du viaduc du déplacement de l'autoroute A9 sur les digues du Lez et les berges de la Lironde,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°69 : LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DU LEZ - LIGNE LGV DE CONTOURNEMENT NÎMES-MONTPELLIER - CONVENTION AVEC OC'VIA POUR L'OUVRAGE DE FRANCHISSEMENT DU LEZ ET DE LA LIRONDE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé entre 2009 et 2010 la majeure partie des travaux de confortement des digues du Lez afin de protéger les habitants des Communes de Lattes et de Montpellier du risque de rupture de digue. Ces travaux de grande ampleur ont également permis de rendre les digues circulables pour

permettre en tout temps et de manière permanente leur surveillance, leur entretien et l'intervention d'engins lourds de terrassement en cas de nécessité de réparation.

Ces digues ont été classées en 2010, par arrêté Préfectoral, comme ouvrage de danger en application du décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques. La Communauté d'Agglomération de Montpellier, maître d'ouvrage des travaux de lutte contre les inondations et gestionnaire des ouvrages, est donc responsable de l'entretien, de la surveillance et de la réparation des digues du Lez.

Par ailleurs, les travaux nécessaires au contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier, qui s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme arrêté par décision du Ministre de l'Équipement en date du 13 mars 2000, ont été déclarés d'utilité publique et urgents par décret ministériel en date du 16 mai 2005.

Suite à une procédure de mise en concurrence, un contrat de partenariat-public-privé pour la future ligne à grande vitesse de contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier a été signé le 28 juin 2012 entre Réseau Ferré de France et la société Oc'Via, filiale de Bouygues.

Depuis, les études menées par Oc'Via dans le cadre de la procédure Loi sur l'eau ont permis de préciser, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Commune de Lattes, le dimensionnement des ouvrages et la nature des aménagements à réaliser afin de respecter les obligations réglementaires en matière d'hydraulique, notamment la transparence de la nouvelle ligne ferroviaire.

Le démarrage des travaux est prévu en 2013 pour une mise en service en 2017.

La construction du viaduc de franchissement sur le Lez et la Lironde est envisagée dans les prochains mois et il convient maintenant de définir les dispositions à prendre par Oc'Via pour ne pas fragiliser les digues du Lez et les berges de la Lironde et rétablir les cheminements existants.

Pour cela, un projet de convention a été élaboré pour les digues du Lez et les berges de la Lironde. Cette convention définit les conditions techniques, financières et administratives de réalisation des travaux nécessaires à la remise en état des digues du Lez et des berges de la Lironde et au rétablissement des chemins de berge. Elle précise notamment que la Communauté d'Agglomération de Montpellier validera le programme détaillé des travaux et les conditions de réalisation du chantier.

Oc'Via assumera l'ensemble des frais relatifs à ces aménagements.

Cette convention précise également les gabarits minimum sous le viaduc et le rétablissement des cheminements pour assurer la circulation des engins d'intervention sur les ouvrages hydrauliques.

La convention prendra effet à sa date de signature et n'est pas limitée dans le temps.

Elle est établie sans contrepartie financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Oc'Via, relative aux modalités techniques, administratives et financières pour la réalisation des travaux de construction du viaduc du Contournement Nîmes-Montpellier sur les digues du Lez et les berges de la Lironde,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°70 : LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DE LA MOSSON - MARCHÉ N°3233EA13 POUR LA DÉSIGNATION DU MAÎTRE D'OEUVRE - COMMISSION COMPOSÉE EN JURY - ELECTION - AUTORISATION DE LANCER UN APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Par délibération n°10975 du 28 juin 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de l'opération de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, au niveau des Communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone et a sollicité notamment de l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault, leurs meilleures aides pour le financement des missions de maîtrise d'œuvre, géotechniques et topographiques nécessaires à la réalisation ultérieure de ce programme d'aménagement.

Depuis, les aides financières ont été obtenues auprès de l'Etat et de la Région Languedoc-Roussillon. Les études géotechniques démarreront prochainement puis les études topographiques seront lancées.

Les aménagements sur la basse vallée consisteront à déplacer la digue rive gauche de la Mosson entre la voie SNCF et la RD116, à supprimer plusieurs digues en rives droite et gauche de la Mosson et à créer un chenal d'évacuation des crues du Rieucoulon et du Lantissargues vers l'étang de l'Arnel. D'éventuels travaux de confortement d'une digue existante sont aussi potentiellement envisagés en fonction des résultats du diagnostic de l'ouvrage. Compte tenu de cette incertitude, le montant du programme de travaux initialement estimé à 3M€ H.T. est réévalué à 3,5 M€ H.T.

Sur la base de ce programme, la désignation d'un maître d'œuvre est nécessaire pour la poursuite des études et la réalisation des travaux. A cette fin, il convient de lancer une procédure de consultation sous forme d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles 33, 57 à 59 et 74.III.4°, b du code des marchés publics.

La mission confiée sera une mission complète de maîtrise d'œuvre au sens de l'arrêté du 21 décembre 1993, comportant les éléments de missions normalisés suivants :

- en phase de conception les études d'avant-projet et de projet,
- en phase de réalisation : l'ensemble des missions relatives à la dévolution des travaux jusqu'aux opérations de réception.

Cette mission comprendra aussi la réalisation et le suivi de l'ensemble des études et dossiers réglementaires nécessaires à l'obtention des autorisations administratives préalables aux travaux et à l'obtention de la labellisation Plan de Submersion Rapide (PSR) des ouvrages projetés.

La rémunération de la maîtrise d'œuvre résultera de l'application du taux de rémunération proposé par le maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux et du montant forfaitaire proposé pour les dossiers réglementaires et de labellisation PSR. Le forfait de rémunération de maîtrise d'œuvre sera fixé de manière définitive à l'issue des études d'avant-projet.

Les honoraires de maîtrise d'œuvre sont estimés à 250 000 € H.T., soit 299 000 € T.T.C.

La procédure d'appel d'offres ouvert prévoit que le pouvoir adjudicateur, après avis motivé d'un jury constitué conformément aux dispositions du I de l'article 24 du code des marchés publics, dresse la liste des candidats admis. Ce jury émet également un avis motivé sur les offres. Conformément à l'article du code des marchés publics susvisé, le jury de maîtrise d'œuvre sera composé, outre de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus en son sein. Les autres membres siégeant au jury, avec voix délibérative, seront désignés par le président du jury, conformément aux dispositions de l'article 24 du Code des marchés publics. Il s'agit :

- des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier avec l'objet du marché, sans que leur nombre ne puisse excéder cinq, la désignation de ces personnalités étant facultative,
- des membres du jury ayant la qualification (ou une qualification équivalente) exigée des candidats pour participer à la consultation, représentant au moins un tiers des membres du jury.

Monsieur le Trésorier Principal municipal et un représentant du service en charge de la concurrence seront invités à participer au jury avec voix consultatives.

En application de l'article 22 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptible d'être proclamé élu. Sur la base de ces précisions :

- les listes devront être exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du conseil de communauté,
- la date limite de remise de dépôt des listes a été fixée au mercredi 26 juin 2013 à 12 heures au service du Conseil de la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics,
- les listes devront être transmises par courrier avec accusé de réception avant cette date ou remises contre récépissé aux jours et heures d'ouverture du service conseil,
- chaque liste établie devant parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du Jury de Maîtrise d'œuvre pour les aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

La liste suivante a été déposée par Monsieur le Président dans le respect des conditions visées ci dessus :

Titulaires :

- P. Bonnal,
- L. Pouget,
- N. Ségura,
- C. Fourteau,
- F. Andreu.

Suppléant :

- M. Castre,
- R. Buono,
- P. Combettes,
- G. Pastor,
- J.-M. Legouge

Aucune autre liste n'est proposée :

Au regard des informations présentées aux membres du Conseil Communautaire, il est procédé à l'élection au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle avec application du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Le vote a lieu au scrutin secret.

Membres titulaires :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 84

Votants : 81

Bulletins blancs : 1

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 80

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	80	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

Membres titulaires :

- P. Bonnal,
- L. Pouget,
- N. Ségura,
- C. Fourteau,
- F. Andreu.

Membres suppléants :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 84

Votants : 81

Bulletins blancs : 1

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 80

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	80	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres suppléants suivants :

Membres suppléants :

- M. Castre,
- R. Buono,
- P. Combettes,
- G. Pastor,
- J.-M. Legouge

Le Jury de Concours de maîtrise d'œuvre pour les aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson est donc composée comme suit :

Membres titulaires :

- P. Bonnal,
- L. Pouget,
- N. Ségura,
- C. Fourteau,
- F. Andreu.

Membres suppléants :

- M. Castre,
- R. Buono,
- P. Combettes,
- G. Pastor,
- J.-M. Legouge

Monsieur le Président désignera par arrêté un membre du Conseil pour le représenter à la présidence du Jury de Concours de maîtrise d'œuvre pour les aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le coût prévisionnel du programme d'aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson tels que définis ci-dessus, réévalué à 3,5M€ H.T.,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 908,
- autoriser le lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert pour la désignation du maître d'œuvre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de passation et en application de l'article L.2122-21-1 , à souscrire et à signer le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution,
- désigner les représentants comme indiqué ci-dessus suite à l'élection, au sein du Conseil Communautaire, des membres du jury de maîtrise d'œuvre concernant la procédure de passation du marché n°3233EA13.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°71 : LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – ECOCITÉ - VILLE EN ALERTE -

CONVENTION D'ÉCHANGE DE DONNÉES AVEC LA DIVISION DE SURVEILLANCE ET DE PRÉVISION DES CRUES MÉDITERRANÉE OUEST - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Dans le cadre de l'appel à projets EcoCités lancé le 22 octobre 2008 par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer, plusieurs actions en matière de Transport en Commun en Site Propre et d'actions innovantes pour la Ville de Demain ont été sélectionnées puis subventionnées par l'Etat.

Parmi les actions retenues, l'action transversale 3.1.1. consiste à la mise en place d'outils d'anticipation, de supervision et de communication en temps réel du risque hydrologique à travers l'installation d'une chaîne opérationnelle comprenant la prévision météorologique, le suivi des phénomènes par des capteurs, le traitement des données, la simulation anticipée de l'évènement hydrologique et de ses conséquences, la gestion efficiente et en temps réel des bassins de régulation des eaux, le déclenchement de mesures de sûreté pertinentes et adaptées et enfin la diffusion de l'alerte au public.

Par délibération n°10767 en date du 29 mars 2012, le Conseil de Communauté, a sollicité des aides financières complémentaires auprès des différents financeurs, notamment l'Union Européenne, pour la mise en œuvre de ce système de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrologique.

Ce projet, appelé Ville en Alerte, répond aux problématiques d'inondation des régions méditerranéennes et permettra de gérer le risque inondation de manière pertinente et adaptée aux enjeux de l'EcoCité. Il permettra également à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de fédérer l'ensemble des acteurs autour des problématiques hydrologiques.

Ce système sera ainsi conçu pour répondre aux besoins et attentes des acteurs publics de la prévention et de la gestion des risques : communes membres, Division de Surveillance et de Prévision des Crues Méditerranée Ouest (DSPC MO), Direction Départementale des Territoires et de la Mer, Sécurité Civile et services opérationnels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En parallèle, la Communauté d'Agglomération de Montpellier engage un projet de recherche et développement sur la gestion multirisque du territoire de l'EcoCité, associant des acteurs locaux, dont notamment IBM et les Universités Montpellier I et II.

De son côté, la DSPC MO est responsable de la surveillance du Lez et assure par l'exploitation d'outils de modélisation, la prévision des crues et la diffusion de la vigilance à travers le site internet VIGICRUES. Or, le risque de crues dépend en partie du niveau de remplissage du système karstique du bassin versant amont du Lez. En effet, dans le cadre du projet Gestion Multi Usages de l'hydrosystème karstique du Lez mené par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en partenariat avec le BRGM et l'Université Montpellier II, l'analyse détaillée d'un certain nombre de crues sur le fleuve Lez a montré l'importance de l'état de saturation initiale du karst dans la genèse des crues. Grâce au modèle hydrologique développé, couplé à une étude hydraulique du Lez en traversée de Montpellier, un nouvel abaque de vigilance des crues a pu être défini, permettant, à partir du niveau piézométrique de la source du Lez et des prévisions d'intensité de pluie, de qualifier le risque de crues avec un niveau de précision accru. Cet abaque, appliqué avec succès à la crue de septembre 2005, reste à valider à l'occasion des crues futures.

La connaissance en continu du niveau piézométrique de la source du Lez, mesuré pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour ses besoins en matière de production d'eau potable, est donc indispensable pour améliorer cette prévision.

Dans le cadre de ces démarches, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la DSPC MO entendent échanger des données pour :

- faciliter la mise en place du système Ville en alerte,
- faciliter le projet de recherche et de développement sur la gestion multirisque en réflexion sur le territoire de l'EcoCité
- améliorer la vigilance sur le Lez par la DSPC MO dans le cadre du Schéma Directeur de Prévision des Crues du Bassin Rhône Méditerranée.

Pour cela, un projet de convention a été élaboré par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la DSPC MO pour définir les modalités d'échange des données pluviométriques, limnimétriques et piézométriques entre la DSPC MO et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, gestionnaire de la sonde de mesure du niveau de la source du Lez.

La convention, d'une durée de dix ans, prendra effet à sa date de signature.

La convention est établie sans contrepartie financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'échange de données pluviométriques, limnimétriques et piézométriques entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Division de Surveillance et la Division de Surveillance et de Prévision des Crues Méditerranée Ouest,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°72 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS -

AVENANT N°4 AU MARCHÉ N°1881BGD08 LOT CENTRE POUR LA COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°8622 en date du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a autorisé à l'issue d'une procédure d'appel d'offres, la signature du marché n°1881BGD08 avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN) pour la collecte en porte-à-porte des déchets ménagers et assimilés sur le lot Centre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour une durée de 6 ans à compter du 4 mai 2009.

Les prestations de collecte définies dans le cahier des charges sont réalisées par des bennes à ordures ménagères traditionnelles sur la base d'un équipement en bacs roulants de la population desservie.

Dans sa volonté d'accompagner les Communes de l'Agglomération dans la reconquête de leur centre ville, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé l'installation de conteneurs enterrés sur ces parties du territoire. Compte tenu des problématiques d'accès en centre historique de Montpellier, un système innovant de conteneurs enterrés avec cuve légère a été proposé. La collecte de ces dispositifs nécessite de recourir à des moyens adaptés consistant en des bennes à ordures ménagères d'un volume utile limité à 9 m³, équipées d'une grue pour soulever la cuve et la vider en trémie arrière.

Ces prestations nouvelles non prévues au cahier des charges initial ont fait l'objet des avenants n°1, 2 et 3 au marché n°1881BGD08 respectivement approuvés par les délibérations n°10039 du 10 mars 2011, n°10432 du 29 septembre 2011 et n° 10933 du 28 juin 2012, afin d'en préciser les modalités techniques et de créer les prix nouveaux au Bordereau des Prix unitaires et forfaitaires du marché.

La durée cumulée de ces avenants était portée à 27 mois avec une date de fin programmée au 30 juin 2013, période nécessaire à la bonne appréhension, après une phase de stabilisation, des impacts de ce nouveau service sur l'organisation générale des collectes d'ordures ménagères du centre ville de Montpellier. A ce jour, 42 conteneurs enterrés sont répartis sur Montpellier, sur le Cours Gambetta et le centre historique. Une dizaine de conteneurs supplémentaires doit encore être installée d'ici fin 2013 afin de compléter le dispositif. L'analyse de l'impact de la collecte en conteneurs enterrés montre qu'il est possible de réduire les services de collecte ou de repasses dans les zones de chalandise des conteneurs enterrés en place. La nouvelle collecte a en effet vocation à se substituer en tout ou partie à celle des ordures ménagères déposées dans les bacs roulants, une fois ceux-ci remplacés par des conteneurs enterrés.

Dans le même temps, les besoins de service ont évolué dans le centre-ville de Montpellier, notamment à l'occasion de l'extension de la zone piétonnière et du fait de l'augmentation de la fréquentation du centre ville les dimanches après-midi. Ces évolutions sont mises en évidence en particulier dans le cadre du nouvel Observatoire de la Propreté créé par la Ville de Montpellier, auquel la Communauté d'Agglomération de Montpellier est associée. Afin d'accompagner ces évolutions, il est décidé de redéployer les moyens libérés sur la collecte classique par la mise en place des conteneurs enterrés sur des secteurs et à des horaires permettant de garantir la propreté de l'espace public.

Il a ainsi été convenu qu'un nouvel avenant n°4 devait être conclu pour traduire les modifications induites par cette nouvelle collecte en terme de redéploiement des moyens de collecte traditionnels affectés au marché, pour satisfaire l'évolution des besoins de collecte sur le centre ville. Cet avenant prolonge en conséquence les effets des avenants antérieurs, pour la durée résiduelle du contrat à compter du 1^{er} juillet 2013.

Le montant de l'avenant n°4 sur la durée résiduelle du marché de 22 mois est estimé, sur la base du Détail des Quantités Estimatif, à 480 000 € H.T.

Ainsi, les avenant n°1, 2, 3 et 4 de montants respectifs 98 938,82 € H.T., 136 313,75 € H.T., 250 00 € H.T. et 480 000 € H.T. conduisent à une augmentation totale de 1,9 % du montant total du marché porté de 50 497 279,38 € H.T. à 51 462 531,95 € H.T. maximum (valeur août 2008).

La Commission d'Appel d'Offres, réunie en séance le 4 juin 2013, a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°4 au marché n°1881BGD08 de collecte des déchets ménagers et assimilés pour le lot centre avec la société SMN,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution du marché sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°4 précité ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°73 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST - MARCHÉ DE TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE LA PRÉVENTION INCENDIE DE L'INSTALLATION - APPROBATION DU PROGRAMME ET DU MONTANT DE L'OPÉRATION - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Conformément aux dispositions de la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation Ametyst, le Déléataire a souscrit à ses frais, une assurance « dommages aux biens et pertes d'exploitation » dans le cadre du contrat global d'assurance du groupe Suez Environnement.

Suite au sinistre du 13 septembre 2010, les experts prévention de l'assureur ont élaboré une liste de prescriptions afin d'optimiser les règles de sécurité, notamment en matière d'incendie et en conséquence d'améliorer les conditions d'assurabilité de l'installation. Le contrat a inclus à ce titre un certain nombre de conditions de garanties, limites, franchises et primes majorées.

Pour donner suite à ces préconisations, la SERM a organisé, dans le cadre du mandat qui lui a été confié pour la réalisation des travaux de l'unité de méthanisation, le lancement d'une procédure de mise en concurrence selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du CMP en vue de la désignation d'un maître d'œuvre chargé de la conception et du suivi de la réalisation des aménagements correspondants.

Dans le cadre des études préalables, le programme de l'opération, comprenant les honoraires de maîtrise d'œuvre, les honoraires techniques et les travaux, a été évalué à 1 255 000,00 € H.T., valeur décembre 2012, dont 1 125 000 € H.T pour les travaux, correspondant principalement à la mise en œuvre d'un dispositif de sprinklers dans les halls 4, 5, 6 et 7, et à l'extension de la détection automatique d'incendie dans le hall 8.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, le Représentant du Pouvoir adjudicateur a autorisé, par décision n°2012-23 du 23 janvier 2012, la signature par le Directeur Général de la SERM du marché de maîtrise d'œuvre n°2124 S 12.01 avec la société SPK Engineering. Ce marché fait l'objet d'un lot unique et intègre en phase conception les éléments de mission DIAG, AVP, PRO, ACT et en phase réalisation les éléments de mission VISA, DET, OPC et AOR. Il ne fait pas l'objet de décomposition en tranches. Le marché 2124 S 12.01 fixe le forfait provisoire de rémunération du maître d'œuvre à 88 150,00 euros H.T.

Conformément à l'article 10 du Cahier des Clauses Administratives Particulières, il convient d'approuver par avenant, au terme des éléments de mission de la phase conception AVP, le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre ainsi que le forfait définitif de sa rémunération. A l'issue de ses études, le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux de 1 041 000,00 € H.T., valeur avril 2013. Le forfait définitif de sa rémunération est maintenu à 88 150,00 € H.T.

L'autorisation de signature de l'avenant correspondant fait l'objet d'une décision du Président.

Sur cette base il convient d'autoriser dès maintenant la consultation des entreprises selon la procédure d'appel d'offres en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics en vue de la réalisation des travaux correspondants. Ils font l'objet d'une décomposition en lots comme suit :

- LOT 1 : Sprinklage / RIA / canon à mousse - montant prévisionnel : 906 000,00 € H.T.
- LOT 2 : Détection incendie - montant prévisionnel : 75 000,00 € H.T.
- LOT 3 : Serrurerie / vitrage CF : 60 000,00€ H.T.

Le délai global de réalisation est fixé à 7 mois, compris 1 mois de délai de préparation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme et le montant de l'opération d'amélioration de la prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST tel qu'exposé ci-dessus,
- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics, afin d'attribuer le marché des travaux,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Directeur Général de la SERM, avant l'engagement de la passation, à souscrire et à signer le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°74 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - AVENANT TRANSACTIONNEL N°10 PORTANT RÉSILIATION AMIABLE POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DE LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC ET POURSUITE DE L'EXPLOITATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMÉTYST - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°7732 du 23 juillet 2007, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST située dans la zone d'activités GAROSUD à Montpellier avec le groupement NOVERGIE / VINCI Environnement / SOGEA Sud. Conformément aux dispositions de l'article 1.2 de la convention d'exploitation, la société AMETYST s'est substituée au groupement momentané d'entreprises.

Cet équipement structurant, dont la réalisation a été engagée par la délibération n°6497 du 14 juin 2005 autorisant la signature du marché de construction avec le groupement VINCI ENVIRONNEMENT / SOGEA SUD / AT&E, comprend :

- une ligne de tri, méthanisation et maturation des déchets résiduels d'une capacité de 170 000 tonnes/an avec valorisation partielle sous forme de compost ;

- une ligne de tri, méthanisation et maturation des bio-déchets d'une capacité de 33 000 tonnes/an avec valorisation sous forme de compost.

Après la phase de travaux initiée en octobre 2006 et qui s'est achevée au 30 avril 2008, les phases de mise en service de l'installation ont abouti le 15 juin 2010 au refus de prononcer la réception par le maître de l'ouvrage, en raison :

- du déroulement non satisfaisant des essais en phase normale ;
- des non-conformités avec les engagements contractuels telles qu'elles ressortent du procès-verbal des ultimes constatations ;
- du non respect des performances souscrites ;
- des nombreuses malfaçons significatives.

Le groupement constructeur a contesté le refus de réception en indiquant que les motifs invoqués ne relevaient pas de ses obligations contractuelles.

Un protocole transactionnel au marché de construction a été conclu par la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec le groupement par délibération n°9730 du 20 juillet 2010.

Dans ce cadre, le constructeur s'est engagé à reprendre les malfaçons constatées et à prendre en charge des travaux d'amélioration des process et des conditions de travail, concernant notamment l'aérodynamique des bâtiments, la construction d'un 3^{ème} biofiltre et l'amélioration de la maturation et de l'affinage des composts ainsi qu'à lever l'ensemble des réserves, dans un délai objectif d'achèvement au 31 décembre 2010.

L'incendie survenu le 13 septembre 2010 qui a affecté le hall de déshydratation des digestats a retardé l'exécution du protocole. Celui-ci a fait l'objet d'un avenant par délibération n°10179 du 23 juin 2011 prévoyant la reconstruction de l'atelier sinistré par le constructeur à ses frais avancés. Le constat d'achèvement définitif des travaux valant réception des installations a alors pu être signé le 30 mars 2012.

Parallèlement la convention de Délégation de Service Public a été modifiée à plusieurs reprises pour tenir compte de ces évolutions dans l'attente d'une solution pérenne à définir au moment où le fonctionnement de l'unité serait stabilisé.

Quatre avenants successifs ont d'abord été conclus afin de confier à la société AMETYST des prestations supplémentaires non prévues dans la convention initiale, relatives notamment à la prise en charge de la conduite courante de l'installation en ce compris la gestion du Gros Entretien Renouvellement (GER) en lieu et place du constructeur à compter du 1^{er} août 2010 à l'exclusion des travaux en cours par le Délégant.

Complémentairement, à la suite du sinistre du 13 septembre 2010, deux avenants supplémentaires ont été conclus. L'avenant n°5 afin de confier au Délégataire la souscription à frais partagés d'une assurance « dommages aux biens et pertes d'exploitation » et l'avenant n°6, pour la poursuite de l'exploitation courante de l'unité en régime transitoire consécutif au sinistre dans les mêmes limites que précédemment et jusqu'au 31 décembre 2011.

Les Parties ont convenu dans le cadre de l'avenant n°7 qu'il s'avérerait nécessaire :

- d'arrêter, au plus tard à la fin du mois de janvier 2012, l'ensemble des mesures devant être prises dans l'intérêt du service, tout en garantissant l'équilibre du contrat et le respect de ses clauses essentielles, à la suite de la remise en service au 31 mars 2012 des installations de l'unité, consécutive à l'achèvement des travaux de réparation nécessités par le sinistre du 13 septembre 2010 ;
- de maintenir jusqu'au 31 janvier 2012, les conditions d'exploitation arrêtées par l'avenant n°6.

Enfin, les Parties ont également convenu, dans le cadre de l'avenant n°8, approuvé par délibération n°10646 du Conseil Communautaire du 30 janvier 2012, d'examiner les conditions de fonctionnement de l'installation afin de leur permettre, dans un premier temps, de disposer d'éléments techniques, financiers et juridiques objectifs permettant de mieux appréhender les conditions d'exploitation de l'unité de méthanisation et, dans un second temps, de déterminer les évolutions contractuelles à prévoir.

Les Parties n'ont toutefois pas été en mesure d'arrêter au 1^{er} novembre 2012, tel qu'initialement envisagé, les modifications susceptibles de devoir être apportées au contrat pour prendre en compte les conditions réelles de l'exploitation.

Les Parties ont donc convenu de poursuivre l'examen des différentes propositions de modifications du contrat, en s'appuyant sur l'achèvement au 31 mars 2013 au plus tard des réflexions relatives aux conditions de poursuite de l'installation, et ainsi, par avenant n°9, approuvé par délibération du 20 décembre 2012, de prolonger jusqu'au 30 juin 2013 l'exploitation de la Délégation de Service Public.

L'analyse technique et financière diligentée par les Parties conclut, en synthèse :

- 1) Que le process actuellement mis en œuvre présente des différences par rapport au process initialement envisagé.
- 2) Que des contraintes constructives limitent la capacité de l'unité, quel que soit le mode de fonctionnement retenu, du fait :

- de la capacité de la chaîne de tri des OMR estimée à environ 140 000 t/an ;
- des dimensionnements du tri primaire, des tubes de pré-fermentation (BRS) en mode 0-20 mm actuel et du hall d'affinage, qui constituent des contraintes à la capacité de traitement ;
- du module de déshydratation qui constitue un point critique sur l'ensemble des installations de méthanisation, le système de pressage se révélant mal adapté au mode de fonctionnement 0-20 mm actuel ;
- des conditions régnant dans le hall d'affinage entraînant le dysfonctionnement du crible et des interruptions de la ligne qui limitent la production de compost et induisent un taux de refus non conforme aux prévisions.

- 3) Que les modalités de fonctionnement sont significativement différentes de celles prévues par le Constructeur, l'exploitant ayant dû s'adapter aux contraintes constructives listées ci-dessous, fonctionnement de l'unité que l'on peut considérer comme stabilisé depuis mai 2012.

En définitive, il ressort de cette analyse qu'il convient notamment :

- de ne pas revenir au schéma initial de traitement (mode 0-40 mm) en raison des contraintes fortes au niveau de l'exploitation et des nuisances olfactives ;
- de pérenniser le fonctionnement en mode 0-20 mm qui apparaît mieux adapté au cas d'Amétyst et dont les modalités d'exploitation sont à ce jour parfaitement maîtrisées par l'exploitant ;
- d'ajouter un affinage (tri des inertes) en amont de la digestion de façon à réduire les risques pour les digesteurs et à maximiser la quantité de compost ;
- de réaliser des adaptations et améliorations de process et de contrôle (instrumentation, sondages digesteurs, suivi analytique accru).

Concernant le volet financier réalisé sur les exercices 2008 à 2012 chargé de rendre compte de la situation économique et financière de l'exploitation du service ainsi que de la santé financière de la société dédiée au contrat, il est apparu que l'ouvrage construit génère des contraintes d'exploitation pérennes non prévues initialement (fonctionnement obligatoire sur 16h/jour au lieu de 12, nécessité d'un poste de nuit pour nettoyage et maintenance, plus grande technicité requise, matériels davantage sollicités et frais de maintenance et de GER plus élevés), d'où une augmentation de certains postes de charges du compte prévisionnel d'exploitation.

Bien que les tonnages entrants en provenance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le site soient sensiblement inférieurs aux tonnages attendus dans le contrat d'origine, les charges fixes d'exploitation se sont accrues significativement principalement en raison du poste personnel.

Les charges proportionnelles d'exploitation ont également été augmentées, notamment sur les postes de dépenses de GER, de consommation d'électricité (en raison entre autres des ventilations renforcées), de consommation d'utilités (eau de process, redevance assainissement).

Les recettes (provenant essentiellement de la vente d'électricité produite par le biogaz) sont proches du niveau attendu, malgré un prix de rachat du kWh inférieur, qui est compensé par une productivité en biogaz améliorée tandis que les recettes issues de l'apport de bio déchets et de déchets tiers sont à ce jour quasiment inexistantes.

Compte tenu des contraintes supportées sur les conditions d'exploitation, de nombreuses modifications ont été apportées aux prestations confiées au Déléataire induisant des conséquences sur le prix payé par la collectivité.

L'apport de rémunérations complémentaires par les 9 avenants précédents a permis de prendre en considération l'écart constaté entre les conditions prévisionnelles d'exploitation définies dans le contrat de Délégation de Service Public, résultant du marché de conception-construction, et les conditions effectives d'exploitation, telles que constatées à ce jour après stabilisation du fonctionnement.

Au regard de tous ces éléments, il apparaît que le fonctionnement de l'unité est stabilisé et permet d'assurer le traitement de l'intégralité des déchets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Néanmoins les limites de capacité mises en évidence réduisent sensiblement la possibilité d'accueillir sur l'unité, des déchets extérieurs au territoire communautaire.

Les évolutions contractuelles nécessaires à la poursuite de l'exploitation de l'unité de méthanisation pendant la durée restante du contrat d'ici 2020 constituent des modifications substantielles de plusieurs éléments essentiels du contrat actuel et ne peuvent plus trouver une traduction dans un avenant. La capacité réduite de l'unité et les coûts d'exploitation supérieurs à ceux initialement envisagés obligerait à modifier de façon substantielle la structure du risque du contrat.

La résiliation de l'actuelle Délégation de Service Public pour motif d'intérêt général s'impose donc à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Elle prendra effet au 31 décembre 2014 pour laisser le temps à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de redéfinir un mode de gestion et mener à bien une nouvelle procédure d'attribution.

Les parties se sont donc rapprochées afin d'envisager les conséquences de l'obligation de résilier le contrat pour motif d'intérêt général et ont conclu un avenant n°10 qui acte, d'une part, sur le fondement des dispositions 2044 à 2052 du code civil, les conséquences de cette résiliation conformément aux dispositions de l'article 40.1, qui prévoit que le Déléataire peut prétendre du fait de cette résiliation à une indemnité de résiliation et de fin de contrat et définit, d'autre part, les modalités de poursuite de l'exploitation jusqu'au 31 décembre 2014.

C'est dans ces conditions qu'intervient le présent avenant n°10 qui a été soumis pour avis préalable, le 13 juin 2013, à la commission de Délégation de Service Public, conformément à l'article L.1411-6 du CGCT.

S'agissant des indemnités dues au titre de la résiliation :

• Travaux et biens de retour :

Complémentaire aux dispositions du chapitre XIII et plus particulièrement de la procédure de fin du contrat prévue à l'article 41, qui restent applicables, les Parties ont convenu des dispositions suivantes au terme desquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à prendre en charge certains travaux réalisés en urgence par le Déléataire pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur les tubes de pré-fermentation et au titre des aménagements pour le confinement des odeurs pour un montant de **152 967,10 € H.T.**, ainsi qu'à indemniser le Déléataire des biens de retour financés par lui dans le cadre du contrat, de leur valeur nette comptable au 31 décembre 2014 pour un montant de **1 172 083,00 € H.T.** La Communauté d'Agglomération de Montpellier prendra également en charge la valeur des stocks et approvisionnements qui seront repris par la collectivité, telle qu'elle figurera dans les comptes du Déléataire et après réalisation d'un inventaire contradictoire, sur la base de leur valeur nette comptable à la date de résiliation

• Pertes financières au titre des exercices antérieurs :

Le Déléataire a sollicité une indemnisation pour les pertes financières des exercices 2009, 2010 et 2011 que la

Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte d'indemniser partiellement à hauteur de **1 293 572,00 € H.T** complémentairement aux dispositions de l'avenant n°3 du 22 février 2010 qui a d'ores et déjà pris en compte une partie de ces préjudices.

• **Pertes de marge nette au titre des exercices du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2013**

Le Délégué ayant sollicité une indemnisation au titre de la marge nette non perçue sur la période considérée sur la base du compte d'exploitation prévisionnel joint au contrat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a considéré que le préjudice du Délégué sur ce poste est constitué pour les seuls deux derniers mois de l'exercice 2010 et pour l'exercice 2011 et a accepté de l'indemniser partiellement à hauteur de **432 068 € H.T**

• **Pertes de valorisation électrique sur la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013**

Le Délégué sollicite une indemnisation au titre des pertes de recettes électriques de valorisation liées aux travaux effectués par le Délégué en application de l'article 4 de l'avenant 8 portant amélioration de l'exploitabilité du réseau biogaz qui ont effectivement obligés ce dernier à baisser la production du biogaz pour permettre aux entreprises d'intervenir sur le réseau. Ces travaux ont entraîné une perte de **450 000 € H.T** de recettes de valorisation du biogaz que la Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte donc d'indemniser.

• **Pertes de résultats pour les exercices 2013 - 2014**

Le délégué a sollicité une garantie sur ses résultats pour les exercices 2013 et 2014 compte-tenu, d'une part, des contraintes d'exploitation imposées pendant la période transitoire du 30 juin 2013 au 31 décembre 2014 dues à la réalisation de travaux sur le site et, d'autre part, de son impossibilité de couvrir une éventuelle perte de marge sur la durée restante à courir du contrat tenant sa fin anticipée. Il est acté entre les parties que le résultat net auquel peut prétendre le délégué, sur la période, est déterminé à partir de la marge attendue au compte d'exploitation prévisionnel pour la période de 18 mois comprenant 1 mois de l'exercice 3, 12 mois de l'exercice 4 et 5 mois de l'exercice 5 soit un montant maximum de **892 824 €** non révisables, qui ne sera mobilisé le cas échéant, qu'après présentation et analyse des comptes définitifs de 2013 et 2014.

S'agissant de la poursuite transitoire de l'exploitation jusqu'au 31 décembre 2014 :

Les Parties conviennent du maintien du régime d'exploitation transitoire en vigueur, soit le mode d'exploitation dit « 0-20 mm », dans les conditions arrêtées par les avenants antérieurs ainsi que des conditions de rémunération du délégué prévues par ces derniers.

Toutefois, les conditions actuelles d'exploitation du contrat et sa fin au 31 décembre 2014, ne permettent plus d'appliquer le programme de GER annexé au contrat. Afin de garantir la parfaite remise en état des biens à l'issue du contrat ainsi que leur fonctionnalité normale, les parties s'accordent sur le plan GER annexé à l'avenant n°10. Ainsi, afin de prendre en compte la mise en service des nouveaux équipements et d'assurer avant la fin du contrat la parfaite remise en état des biens et équipements délégués, les Parties conviennent d'augmenter la dotation annuelle du compte GER en actant un complément de rémunération aux montants fixés par l'article 3.1 de l'avenant 4 et l'article 5.4 de l'avenant 8 pour un montant supplémentaire de **114 107,85 € H.T./mois** pour le second semestre 2013, comprenant le renouvellement de la biomasse du biofiltre n°3, et **79 941,18 € H.T./mois** pour l'année 2014. Si le solde, à l'issue de la période couvrant le présent avenant, entre, d'une part, les dépenses réelles imputées au compte GER et, d'autre part, le montant estimé du GER figurant en annexe, est positif, ce montant sera intégralement versé au délégué dans le cadre des opérations de fin de contrat.

Par ailleurs, dans le cadre de l'amélioration de l'exploitabilité de l'usine, la Communauté d'Agglomération de Montpellier va réaliser jusqu'au 31 décembre 2014 des travaux d'amélioration de l'exploitabilité du réseau biogaz impactant la production du biogaz par le délégué. Il est acté que ce dernier sera indemnisé des pertes de recettes de valorisation directement liées à ces travaux, évaluées par comparaison avec les performances constatées au cours des mois correspondants du second semestre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la résiliation pour motif d'intérêt général de la convention de délégation de service public d'exploitation de l'unité de méthanisation Amétyst au regard des motivations développées dans le présent rapport,
- approuver le projet d'avenant transactionnel n°10 prenant en compte les conséquences financières de la résiliation de la convention de Délégation de Service Public et définissant les modalités de poursuite de l'exploitation de l'unité AMETYST jusqu'au 31 décembre 2014 tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°75 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGUÉ AMÉTYST DU SERVICE PUBLIC POUR L'EXERCICE 2012

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Conformément aux dispositions prévues à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Délégué produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public et une analyse de la qualité de

service.

La loi impose la présentation du rapport du délégataire à l'assemblée délibérante qui en prend acte et sa transmission aux Communes. Enfin, la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité dispose que le rapport du Délégataire est examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Concernant les opérations en matière d'élimination des déchets faisant l'objet de Délégation de Service Public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorité délégante de l'unité de méthanisation Ametyst.

En août 2007, une convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation a été signée avec le groupement Novergie / Vinci Environnement / Sogea Sud, auquel, conformément aux dispositions de l'article 1.2 de la convention, s'est substituée la société Amétyst.

Depuis le 8 décembre 2008, l'unité accueille et traite l'ensemble des déchets ménagers collectés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans les bacs gris (déchets résiduels) et les bacs orange (bio déchets). Depuis le 1^{er} août 2010, l'exploitation courante a été confiée au Délégataire pour permettre au constructeur de finaliser les travaux d'amélioration engagés et les travaux de reconstruction du hall de déshydratation des digestats, suite à l'incendie du 13 septembre 2010

Le rapport annuel 2012 transmis par le Délégataire à la Communauté d'Agglomération de Montpellier rappelle les grandes caractéristiques de la convention, ainsi que les faits marquants et données techniques et financières de l'exercice 2012 .:

- La remise en service totale de l'unité de méthanisation Amétyst, y compris les travaux de reconstruction du hall de déshydratation des digestats, suite à l'incendie du 13 septembre 2010 a été effectuée le 31 mars 2012 conformément aux engagements du constructeur, et a fait l'objet d'un constat d'achèvement des travaux valant réception de l'unité. Depuis cette date, la totalité des bio déchets et des déchets résiduels de l'Agglomération sont à nouveau traités sur Amétyst.

Ainsi, sur l'année 2012, **122 508 tonnes de déchets ont été traitées sur l'unité**, dont 115 250 tonnes de déchets résiduels, 7 116 tonnes de bio déchets et 142 tonnes de bio déchets tiers.

- Dès le second trimestre 2012, l'unité a retrouvé un fonctionnement stabilisé. Les performances de valorisation énergétique du biogaz de méthanisation se sont rapidement avérées très satisfaisantes : 23 000 Méga Watt Heure ont été produits sur l'ensemble de l'année 2012, sous forme d'électricité revendue au réseau ERDF ou de chaleur livrée au réseau de chaleur de la ZAC des Grisettes. Cette production correspond à la couverture des besoins énergétiques (hors chauffage) de près de 12 500 foyers. La production de compost est restée faible en raison de difficultés persistantes lors de l'affinage des digestats.

- Sur le plan financier, les prestations de traitement par méthanisation rémunérées dans le cadre de la Délégation de Service Public s'élèvent pour 2012 à 18 366 110,56 € T.T.C.

Ce rapport a été présenté à la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa séance du 19 juin 2013.

Enfin, il convient de noter, qu'afin de prendre en compte l'ensemble des modifications intervenues sur l'unité depuis sa mise en service, tant au niveau des équipements que des méthodes d'exploitation, et de tirer toutes les conséquences des performances constatées en régime stabilisé, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et son délégataire ont lancé en 2012 une analyse conjointe destinée à partager un état des lieux et à définir les solutions techniques et opérationnelles d'optimisation du fonctionnement de l'unité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport du délégataire du service public d'élimination des déchets ménagers pour ce qui concerne l'unité de méthanisation Amétyst pour l'exercice 2012,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°76 : ENVIRONNEMENT – GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - RAPPORT ANNUEL 2012 SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS - APPROBATION

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de l'article L.2224-5, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets doit être présenté au Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les activités liées à la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de collecte et traitement des déchets sur son périmètre sont développées dans le rapport pour l'année 2012 qu'il convient d'approuver.

Les événements marquants de l'année 2012 retracés dans le rapport annuel sont :

L'entrée du programme local de prévention des déchets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans sa phase opérationnelle

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée dans une démarche de réduction des déchets au travers de son programme local de prévention des déchets réalisé en partenariat avec l'Agence de l'Environnement

et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME). Le partenariat a été défini pour une durée de 5 ans, de 2011 à 2015 et vise une diminution de 7% à 5 ans du ratio de production d'ordures ménagères par habitant.

Après une phase de diagnostic et d'échanges avec les acteurs locaux destinée à définir les actions à engager afin d'atteindre cet objectif, le programme est entré dans sa 2^{ème} année en juin 2012. Les principales actions mises en œuvre en 2012 sont :

- la sensibilisation des agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la création d'une « eco team » en vue d'initier des actions de réduction dans les services en lien avec leurs activités ;
- la mobilisation des Communes de **la Communauté d'Agglomération de Montpellier** : sur la base d'un diagnostic de la production et de la gestion des déchets des services communaux, et en s'appuyant sur un réseau de correspondants prévention, des chartes d'engagements définissant des listes d'actions concrètes et les modalités d'un partenariat avec l'Agglomération ont été réalisées ;
- la réalisation de collectes de « dons » en porte à porte en partenariat avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire (Emmaüs, ERCA) sur 25 communes ou quartiers et qui ont permis de collecter 60 tonnes d'objets dont plus de la moitié ont pu trouver une seconde vie ;
- l'équipement pour le compostage des déchets organiques de 3 résidences collectives, de jardins partagés et de particuliers (1312 composteurs ont été distribués gratuitement en 2012) et la mise en place d'un dispositif d'aide financière et d'accompagnement technique pour l'acquisition par les ménages de lombricomposteurs ;
- une participation particulièrement remarquée fin novembre 2012 à la semaine européenne de la réduction des déchets avec les messagers de la prévention et du tri de **la Communauté d'Agglomération de Montpellier**, en partenariat avec de nombreuses associations et à destination notamment des publics scolaires.

La poursuite du programme de mise en place des conteneurs enterrés

Afin d'accompagner les communes dans la reconquête de leur centre ville, **la Communauté d'Agglomération de Montpellier** a adopté fin 2009 un règlement permettant l'implantation de conteneurs enterrés en lieu et place des traditionnels bacs roulants.

Fin 2012, 105 conteneurs enterrés étaient en opération, dont 61 réalisés dans l'année sur les Communes de Castelnau le Lez, Lattes, Le Crès, Montaud, Montpellier, Pérols, Pignan et Prades le Lez. Sur l'hyper centre de Montpellier en particulier, ces travaux s'inscrivent dans un programme pluri annuel visant à supprimer les bacs roulants du cœur historique de la Ville.

Un partenariat avec l'OPH-ACM récompensé au niveau national

En 2010, une première convention de partenariat était signée entre la Communauté d'Agglomération et ACM afin d'améliorer les performances de tri sur le parc d'habitat social. Cette convention prévoyait en particulier qu'un agent d'ACM, dont la rémunération est supportée par **la Communauté d'Agglomération de Montpellier**, soit dédié à plein temps à la réalisation des objectifs d'amélioration visés dans la convention.

Renouvelée en 2011 pour 2 ans dans un cadre élargi à la prévention des déchets, cette convention a permis notamment depuis de standardiser 75% des locaux à conteneurs du parc social afin d'améliorer les conditions du tri des déchets et d'augmenter la qualité du tri de 17%. D'autres initiatives ont été engagées comme la mise en place de conteneurs enterrés ou du compostage collectif sur certaines résidences, à valeur de tests avant déploiement.

Ce travail de fond a été reconnu et récompensé par le trophée du tri remis à ACM par Eco Emballages lors de la grande cérémonie de son 20^{ème} anniversaire tenue à Paris en décembre 2012.

Le retour au fonctionnement nominal de l'unité de méthanisation Amétyst

Mise en service en juillet 2008 pour traiter et valoriser sous forme de biogaz énergie et de composts la fraction organique de l'ensemble des déchets résiduels (bacs gris) et des bio déchets collectés sélectivement (bacs orange) sur le territoire communautaire, l'unité de méthanisation Amétyst a rencontré des difficultés lors de ses premières années de fonctionnement parmi lesquelles un incendie déclaré le 13 septembre 2010 dans l'atelier de déshydratation des digestats. Même si ce sinistre s'est révélé vite maîtrisé et sans conséquence pour l'environnement, la procédure d'expertise judiciaire engagée par les assurances afin de déterminer les responsabilités du sinistre et valider les travaux de reconstruction n'a permis d'achever ces travaux, réalisés par le constructeur à ses frais avancés, que début 2012. Au 31 mars 2012, la remise en service totale de l'unité de méthanisation Amétyst a pu être effectuée, sanctionnée par un constat d'achèvement des travaux valant réception de l'unité.

L'unité a ainsi retrouvé un fonctionnement stabilisé et a pu traiter la totalité des déchets ménagers résiduels collectés sur le territoire communautaire. **122 508 tonnes de déchets** ont ainsi été réceptionnés par l'unité Amétyst en 2012.

Afin de prendre en compte l'ensemble des modifications intervenues sur l'unité depuis sa mise en service, tant au niveau des équipements que des méthodes d'exploitation, et de tirer toutes les conséquences des performances constatées en régime stabilisé, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et son délégataire ont lancé en 2012 une analyse conjointe destinée à partager un état des lieux et à définir les solutions techniques et opérationnelles d'optimisation du fonctionnement de l'unité.

La poursuite des travaux d'aménagement de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD)

Mis en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueille les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de l'Agglomération, ainsi qu'une partie des sous produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst.

En 2012, la Communauté d'Agglomération a poursuivi les travaux du premier casier qui ont consisté en la finalisation de l'étanchéité des gradins supérieurs des alvéoles 5 et 6 et la réalisation pour partie de la couverture définitive des talus du casier (alvéoles 2 et 4) ainsi que l'installation d'une nouvelle torchère d'une capacité de

brulage de 400 m3/h.

Comme le prévoit le contrat d'exploitation de l'installation, la société SMTVD, désignée par la Communauté d'Agglomération après appel d'offres, a mené à leur terme les démarches engagées en 2009, et la certification de l'exploitation du site selon les référentiels **ISO 14001** et **OHSAS 18001** a été renouvelée en 2012.

Par ailleurs, la **Communauté d'Agglomération de Montpellier** a renforcé les dispositions d'exploitation pour une meilleure gestion du biogaz produit par les déchets stockés : en densifiant le réseau de drains de captage du biogaz posés au fur et à mesure du comblement des alvéoles, en réduisant les surfaces d'exploitation et en renforçant les couvertures provisoires afin d'améliorer le confinement du casier, enfin en élaborant des protocoles de vérification de la qualité des sous produits d'Amétyst préalables à leur admission sur l'installation. Ces dispositions nouvelles ont été traduites dans un arrêté préfectoral complémentaire du 11 juillet 2012.

La perspective d'un second casier de stockage sur l'ISDnD

L'enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter un deuxième casier, permettant d'assurer la continuité du service public d'élimination des déchets ménagers après la fin de l'exploitation du casier n°1 programmée au 15 février 2014, s'est déroulée du 9 janvier au 17 février 2012, conjointement à l'enquête relative à l'institution de servitudes d'utilité publique. A l'issue de la procédure, la commission d'enquête a émis à l'unanimité un avis favorable.

Complémentairement, l'instruction administrative du dossier de demande d'exploiter s'est poursuivie par la réalisation, à la demande des services de l'Etat, d'une tierce expertise du volet géologique et hydrogéologique, confiée au BRGM.

Le Lancement des études pour l'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER

Le centre de tri DEMETER des déchets recyclables secs collectés sélectivement dans les bacs ou sacs jaunes a été construit en 1994. Cette installation, de conception désormais ancienne et utilisant un process en fin de cycle, arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents en vue d'étendre sa capacité et d'améliorer ses rendements.

Dans cette perspective, la Communauté d'Agglomération a confié à une équipe spécialisée une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin d'étudier les différents scénarios envisageables de (re)construction sur le site actuel d'un centre de tri moderne et d'une capacité augmentée d'au moins 60%, de définir le programme de l'opération en fonction des contraintes du site ainsi que le montage juridique et administratif le plus adapté aux besoins de l'Agglomération.

Le planning général de l'opération prévoit la mise en service du nouveau centre de tri début 2017.

En terme de bilan quantitatif d'activité, les éléments à retenir sont les suivants :

Les quantités de déchets collectés en porte à porte (hors encombrants) ou en points d'apport volontaire ont augmenté proportionnellement à la population, la proportion de déchets triés restant stable par rapport à 2011.

Ordures Ménagères et assimilées	Tonnages collectés en 2012
Collecte de déchets résiduels en porte à porte (bacs gris)	126 920
Collectes sélectives en porte à porte : bacs jaunes et orange + collectes sélectives spécifiques (emballages légers, verre, papiers journaux, bio déchets, papiers de bureaux, cartons)	31 030
Collectes sélectives en apport volontaire (verre, papiers journaux)	9 748

Les apports en déchèteries ont quant à eux connus une augmentation significative de près de 5% pour la deuxième année consécutive. Rappelons que déjà plus de 70% des déchets apportés en déchèteries sont valorisés grâce au tri que les usagers effectuent sur le quai des installations.

Dans le même temps, le tonnage des encombrants collectés en porte à porte a diminué sensiblement (-8%) traduisant un léger report sur les déchèteries.

Dépôts en déchèteries et autres encombrants	Tonnages déposés en 2012
Déchèteries	82 860
Encombrants collectés en porte à porte	6 651

En ce qui concerne les installations de tri, de valorisation et de traitement :

- Le centre de tri DEMETER des recyclables secs a accueilli 22 142 tonnes de déchets d'emballages, papiers, journaux et cartons collectés sélectivement (bacs et sacs jaunes).

- L'unité de méthanisation AMETYST a traité 115 250 tonnes de déchets résiduels (bacs gris) et 7116 tonnes de déchets issus des collectes sélectives (bacs orange) ; 7440 tonnes de déchets résiduels ont été acheminés vers des centres de traitement extérieurs au cours des 4 premiers mois de l'année 2012 pendant lesquels l'unité de méthanisation ne fonctionnait pas à sa capacité nominale.

- L'ISDnD de Castries a accueilli 65 168 tonnes d'encombrants, de déchets de nettoyage des communes ou de sous produits non valorisables d'Amétyst..

- La plate forme de compostage de Grammont a valorisé 10 620 tonnes de déchets végétaux, le solde de déchets

végétaux collectés dans les déchèteries de l'Ouest du territoire communautaire ayant été traité sur la plate forme Actisol de Veolia à Pignan (9 858 tonnes).

- L'unité de valorisation énergétique Ocréal de Lunel Viel a valorisé 23 719 tonnes de déchets de **la Communauté d'Agglomération de Montpellier** dont principalement les déchets issus des collectes des zones d'activité à caractère industriel, impropres à la méthanisation, et les refus de tri légers et à haut pouvoir calorifique issus du centre de tri DEMETER et de l'unité de méthanisation AMETYST.

Sur le plan financier, il convient de noter les différents éléments suivants :

Le montant du budget en 2012 s'établit à 72,2 M€ dont 67 M€ en fonctionnement et 5,2 M€ en investissant

Les dépenses de fonctionnement portent sur la prévention (122 242 €), la collecte (30 978 921 €) et le traitement (35 919 500 €)

Les principales dépenses d'investissement se répartissent comme suit :

- Prévention : 61 401 € (composteurs individuels)
- Collecte (régie et prestataires privés) : 2 230 462 €
 - dont 707 324 € pour l'achat de bacs de précollecte et de conteneurs enterrés
 - dont 210 314 € pour les travaux liés à l'amélioration et entretien des Points de Propreté (hors matériel)
 - dont 770 403 € pour l'achat des bennes liées à la collecte en régie
- Traitement : 2 891 584 €
 - dont 565 435 € pour les travaux liés à l'exploitation de l'ISDnD de Castries
 - dont 1 025 520 € pour les travaux liés à l'unité de méthanisation AMETYST

Et en recettes :

- La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), dont le taux est inchangé depuis 2009 à 11,25% : **60,61 M€**

- Les recettes liées à la Redevance Spéciale pour l'élimination et le traitement des déchets non ménagers : **3,4 M€**

- Les recettes de vente de matériaux recyclés et produits divers : **1,13 M€**

- Les soutiens à la tonne triée et à la communication versés par les Eco Organismes : **2,58 M€.**

Ce rapport a été présenté en Commission Consultative des Services Publics Locaux le 19 juin 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2012 sur le prix et la qualité du service communautaire de traitement des déchets qui sera transmis aux communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault conformément à la réglementation,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°77 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY DEUXIÈME LIGNE - DEMANDE D'ARRÊTÉ DE DUP COMPLÉMENTAIRE - APPROBATION

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par arrêté préfectoral n°2004-I-1091 du 10 mai 2004, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique la réalisation de la 2ème ligne de tramway, prorogée par arrêté préfectoral n°2009-01-1001 du 15 avril 2009.

La ligne 2 de tramway est en circulation depuis le 16 décembre 2006.

Néanmoins, l'ensemble des expropriations n'a pu à ce jour être mené à son terme notamment sur la parcelle anciennement cadastrée section AR n° 75 sur la Commune de Castelnau le Lez.

Cette situation engendre un rétrécissement partiel de la voirie impliquant une circulation du tramway en site mixte. L'utilisation de la plate-forme par la circulation générale, en amont de la station Sablassou, entraîne une irrégularité des services tramway. La circulation des rames se trouve ainsi perturbée du fait de la saturation du carrefour situé en aval en heure de pointe du soir, provoquant une remontée de queue sur la voie empruntée par le tramway. De plus, les risques d'accident sont accrus du fait de la mixité des circulations sur la plate-forme et des possibilités d'insertion latérale sur la voie qui n'existeraient pas avec l'aménagement prévu, soit des voies tramway implantées en site propre central protégé par des bordures.

La parcelle anciennement cadastrée section AR n° 75 d'une contenance de 3 170 m² est l'assiette d'une copropriété constituée en 1991 ; aux termes de l'état descriptif de division, elle est composée comme suit :

- un bâtiment A en façade sur l'avenue de l'Europe, élevé d'un simple rez-de-chaussée comprenant 5 lots numérotés de 1 à 5 à usage professionnel ou commercial et 1 lot numéroté 6 composé d'une pièce avec sanitaire et bureau ;
- un bâtiment B dans le prolongement du premier séparé par un passage, en façade également sur l'avenue de l'Europe, élevé d'un rez-de-chaussée en partie surélevé comprenant 1 lot unique numéroté 7 à usage commercial ;
- 29 lots numérotés de 8 à 36 à usage d'emplacements de parking extérieurs, 27 étant situés en bordure de l'avenue de l'Europe et 2 à l'arrière de l'ensemble côté voie ferrée ;
- des espaces verts et voies intérieures.

L'emprise de la DUP ligne 2 n'affecte pas le bâti mais uniquement les parties communes extérieures, les lots

privatifs à usage de stationnement situés en bordure de l'avenue de l'Europe, ainsi que le droit de jouissance privative attaché au lot 3.

Par document d'arpentage du 27 octobre 2004 dressé en exécution de la DUP, la parcelle cadastrée section AR n°75 a été divisée en deux parcelles respectivement cadastrées :

- section AR n° 144 d'une superficie de 2 653 m²,
- section AR n° 145 d'une superficie de 520 m² représentant l'emprise expropriée.

L'expropriation de cette emprise n'a cependant pu aboutir à ce jour du fait de son maintien dans le régime de la copropriété, l'arrêté de DUP ne prévoyant pas le retrait de la propriété initiale conformément aux dispositions de l'article L 11-5-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique qui dispose que "Lorsque les immeubles expropriés sont soumis à la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, la déclaration d'utilité publique peut prévoir que les emprises expropriées seront retirées de la propriété initiale".

Ces dispositions donnent la possibilité à l'autorité expropriante de ne pas entrer dans la copropriété permettant ainsi une destination de l'emprise expropriée conforme à l'objet de la DUP.

En conséquence, il convient de solliciter Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault afin qu'il complète sur ce point son arrêté de DUP ainsi que son arrêté de cessibilité en précisant notamment l'emplacement de la ligne divisoire établie suivant le document d'arpentage portant division de la parcelle en exécution de la DUP.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, afin qu'il prenne un arrêté de DUP complémentaire stipulant que les emprises expropriées dépendant des immeubles en copropriété seront retirées de la propriété initiale conformément aux dispositions de l'article L.11-5-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, un arrêté de cessibilité complémentaire précisant notamment l'emplacement de la ligne divisoire établie suivant le document d'arpentage portant division de la parcelle en exécution de la DUP,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°78 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 ' LA CIRCULADE ' - DÉPLACEMENT DE L'AUTOROUTE A9 À MONTPELLIER - CONVENTION AVEC AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF) RELATIVE AU RÉTABLISSEMENT DE COMMUNICATIONS AVENUE GEORGES FRÊCHE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 3^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Le déplacement de l'Autoroute A9 amène le Maître d'ouvrage Autoroutes du Sud de la France (ASF) à signer des conventions de rétablissement de communications avec les gestionnaires de voirie.

Au droit de l'avenue Georges Frêche sur la Commune de Lattes, empruntée par la 3^{ème} ligne de tramway qui relève de la compétence communautaire, l'A9 déplacée franchit la voie par un viaduc. Une convention de rétablissement de voirie doit donc être établie afin de définir les conditions techniques, financières et administratives portant sur l'entretien ultérieur de l'avenue Georges Frêche et de délivrer au maître d'ouvrage de l'opération une permission de voirie pour l'implantation des ouvrages sur le domaine public communautaire.

Cette convention prévoit que les caractéristiques de l'avenue existante ne seront pas modifiées et précise notamment que les Lignes Aériennes de Contact du Tramway seront adaptées au nouvel ouvrage en accord avec l'exploitant du tramway. Aussi, le gabarit en hauteur sous le nouvel ouvrage au-dessus des voies routières et de la plate-forme de tramway sera au minimum de 5,20 mètres.

La convention précise qu'ASF réalisera le rétablissement à ses frais.

Pour ce qui concerne les terrains, la convention vaut permission de voirie et donc autorisation de prise de possession des emprises supportant la ou les voies actuelles à compter de mars 2014, pour le besoin de construction et de rétablissement.

Les arrêtés de circulation en vue de la modification des conditions de circulation pour les pistes cyclables et l'avenue Georges Frêche seront pour leur part à solliciter auprès de la ville de Lattes. De plus, les travaux seront à exécuter en dehors de la période d'exploitation commerciale du tramway, soit de 1h00 à 5h00 et après consignation de la Ligne Aérienne de Contact, sauf mise en œuvre de services de substitution à la charge d'ASF.

Enfin, la convention détaille les procédures et conditions afférentes à la remise technique de la voirie et des terrains.

ASF conservera la gestion et la charge d'entretien ou de renouvellement de l'ouvrage d'art proprement dit et des accessoires directs comme les piles ou gardes corps. Relève en revanche de la responsabilité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier les ouvrages, chaussées, revêtements et d'autres éléments accessoires comme l'assainissement pluvial, la signalisation ou l'éclairage. Le transfert gratuit des terrains sera ensuite opéré par le service des domaines au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec ASF pour le rétablissement de communications avenue Georges Frêche,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°79 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - AVENANT N°2 À LA CONVENTION TRIPARTITE POUR LES TRAVAUX DU TRAMWAY DANS LE PÉRIMÈTRE DE LA ZAC DES CONSTELLATIONS ENTRE LA COMMUNE DE JUVIGNAC, LE GROUPE GGL ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 3^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

L'extrémité ouest de la 3^{ème} ligne se situe sur la Commune de Juvignac. Le tracé retenu s'inscrit à l'intérieur du périmètre de la ZAC de Caunelle créée par délibération du Conseil Municipal en date du 20 novembre 2006.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2007, la Commune de Juvignac a confié l'aménagement et l'équipement de cette ZAC à la SAS GUIRAUDON GUIPPONI LEYGUE GROUPE.

Par délibération n°9493 du 1^{er} avril 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de convention, avec la Commune de Juvignac et la SAS GUIRAUDON GUIPPONI LEYGUE GROUPE, établissant le périmètre des interventions relatives à la réalisation des différents équipements relevant de la ZAC et/ou de l'aménagement du tramway.

Par délibération n°10060 du 10 mars 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le projet d'avenant n°1 à la convention modifiant la date de libération des emprises pour la plateforme tramway et supprimant les conditions suspensives.

Les travaux réalisés par l'aménageur étant terminés, les parties s'entendent sur la nécessité d'établir un avenant n°2 ayant pour objet :

- de mettre à jour les informations sur la personnalité juridique de l'un des signataires GGL auparavant désigné comme « la SAS GUIRAUDON GUIPPONI LEYGUE GROUPE » et devenant « la SAS GGL GROUPE »,
- de prendre en compte le changement de dénomination de la « ZAC de Caunelle » qui devient la « ZAC des Constellations »,
- de redéfinir le périmètre des travaux ainsi que les participations financières associées.

En effet, la répartition de la réalisation d'une partie des équipements de la 3^{ème} ligne de tramway dans le périmètre de la ZAC a été modifiée.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, par l'intermédiaire de son mandataire TaM, a confié à la Commune de Juvignac, par l'intermédiaire de son concessionnaire GGL, les travaux et études suivants et s'engage à verser une participation financière correspondant au coût de ces travaux et des études :

- la réalisation d'une plateforme imbriquée dans la voirie destinée à accueillir, dans le périmètre de la ZAC, une section de la ligne ainsi que le terminus du tramway et la mise en œuvre des branchements AEP et EU destinés au bâtiment d'exploitation. Ces prestations initialement prévues dans la convention sont réévaluées à hauteur de + 7 142,20 € H.T. dans l'avenant n°2.
- la réalisation, au terminus de la ligne de tramway, de 100 places de stationnement imbriquées dans le parking de la ZAC, y compris la réalisation de purges complémentaires et du drainage de la parcelle. Cette prestation fait l'objet dans l'avenant n°2 d'une réévaluation de +30 296,48 € H.T.
- la prise en charge dans le schéma d'assainissement pluvial de la ZAC des eaux de ruissellement générées par l'imperméabilisation liée à la mise en œuvre de la plateforme et des stationnements au sein de la ZAC. Cette prestation fait l'objet dans l'avenant n°2 d'une réévaluation de + 298,27 € H.T.

Dans un souci de bonne cohérence des travaux et des aménagements dans le périmètre de la ZAC, la Communauté d'Agglomération de Montpellier prend également en charge les prestations suivantes intégrées à l'avenant n°2 :

- la fourniture et la pose des bordures de GLO (Gabarit Limite d'Obstacle) et des bandes structurantes pour un montant de 37 417,69 € H.T.
- la réalisation du revêtement de plateforme en béton désactivé pour un montant de 30 264,58 € H.T.

Le montant initial de la convention était de 369 300 € H.T., le montant définitif après l'avenant n°2 est de 474 719,22 € H.T., soit une augmentation de 105 419,22 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 à la convention avec la Commune de Juvignac et la SAS GGL GROUPE,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer l'avenant n°2,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°80 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - AVENANT N°2 AU MARCHÉ N°3.583 DES ÉQUIPEMENTS EN ABRIS VOYAGEURS, MAINTENANCE, ENTRETIEN ET GESTION DE LA PUBLICITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°9672 du 20 juillet 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de marché et a autorisé TaM à signer le marché n°3.583 des équipements en abris voyageurs, maintenance, entretien et gestion de la publicité avec la société JC Decaux Mobilier Urbain de Montpellier (34) conformément aux propositions financières suivantes :

- 1 645 800 € H.T. à verser par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la société J.C. Decaux Mobilier Urbain correspondant à la rémunération de la fourniture et de l'installation de mobiliers,
- 4 818 119 € H.T. que la société J.C. Decaux Mobilier Urbain versera à la Communauté d'Agglomération de Montpellier pendant la durée d'exploitation publicitaire de 18 ans, correspondant au montant de la redevance imposée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier déduction faite du coût de gestion des mobiliers.

Ce marché prévoit la mise en place de 83 abris tramway catalogue, 12 abris tramway spécifiques et 13 abris du réseau bus. Il permet également de remplacer les 88 abris tramways de la 1^{ère} ligne ainsi que l'ensemble des abris du réseau bus associé. Les prestations comprennent également la maintenance, l'entretien des abris et la gestion de la publicité pour la 3^{ème} ligne de tramway, la 1^{ère} ligne et le réseau bus associé sur l'agglomération de Montpellier.

Par délibération n°10774 du 29 mars 2012, le Conseil de Communauté a autorisé la signature de l'avenant n°1 sans incidence financière intégrant notamment la modification des stations desservies par la 3^{ème} ligne de tramway suite à son nouveau tracé plus direct en centre ville (dû à la mise en service partielle de la ligne 4 « la Circulade » simultanément à la ligne 3) et la mise au design L.4 des stations L.1 desservies par la ligne 4.

Le projet d'avenant n°2 a pour objet :

- la pose de bancs sur la station Pablo Picasso intégrés à l'abri pour un montant de 15 200 € H.T.,
- la réalisation de platines spécifiques pour les abris spécifiques Garcia Diaz pour un montant de 12 979,84 € H.T.,
- la modification des abris spécifiques Garcia Diaz pour la station Observatoire pour un montant de 6 657 € H.T.,
- la création de réservation perche pompier dans le bloc technique pour un montant de 5 667,24 € H.T.,
- le raccourcissement de l'abri spécifique de la station Saint Denis pour le maintien de platanes sur le quai ce qui représente une économie de 5 473,60 € H.T.,
- la fourniture et la pose d'un abri spécifique Garcia Diaz sur le quai bus Mosson pour un montant de 58 338,60 € H.T.

Le montant de l'avenant s'élève donc à 93 369,08 € H.T. représentant une augmentation d'environ 5,6 % et portant le coût initial d'investissement à 1 748 169,08 € HT.

Cet avenant ne remet pas en cause l'économie générale du marché.

Le montant total de l'opération de la 3^{ème} ligne de tramway reste inchangé.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 4 juin 2013 a donné un avis favorable à cet avenant n°2 au marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au marché n°3.583,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le projet d'avenant n°2 avec la société JC Decaux Mobilier Urbain de Montpellier (34),
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°81 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 A CIRCULADE - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA COMMUNE DE PÉROLS ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER POUR LA CRÉATION D'UN PARKING DE PROXIMITÉ À PÉROLS ETANG DE L'OR - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 3^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Le terminus de la 3^{ème} ligne de tramway est situé à la sortie de la RD66 au droit de l'avenue Marcel Pagnol à Pérols. Suite à la mise en service du tramway et au succès qu'il rencontre, il s'avère nécessaire de créer un parking de proximité de 40 places environ au terminus Pérols Etang de l'Or, pour éviter l'envahissement des places de stationnement publiques et privées environnantes par les usagers du tramway.

La réalisation de cet ouvrage qui participe principalement à la desserte du tramway et contribue à l'amélioration des conditions de stationnement sur le territoire de la commune de Pérols, relève de la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la Ville de Pérols.

En application de l'article 2 de la loi 85-704 du 12 juillet 1985, la présente convention de co-maîtrise d'ouvrage a ainsi pour objet de définir les conditions de financement et de réalisation de ce parking de proximité de 40 places environ situé au Sud de la station de tramway, terminus de la ligne, ainsi que de sécuriser la liaison piétonne entre la station de tramway et le parking.

Le coût prévisionnel des travaux est de 46 000 € HT. (valeur avril 2013).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier confie à la Commune de Pérols la maîtrise d'ouvrage des études et des travaux pour la réalisation de ce parking et remboursera à la commune de Pérols les sommes Toutes Taxes Comprises réellement déboursées sur présentation des justificatifs des dépenses.

Ces travaux seront réalisés en 2013. Le parking créé deviendra propriété de la Commune de Pérols qui en assurera l'entretien et la gestion.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Commune de Pérols pour la création d'un parking de proximité,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention avec la Commune de Pérols,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°82 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ N°3.542 DES ESPACES VERTS ET DES PLANTATIONS SUR PLATEFORME - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°9342 du 12 février 2010, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°3.542

portant sur les travaux relatifs aux espaces verts et plantations sur plateforme avec le groupement d'entreprises Sport Environnement Laquet / Deal / Nature SAS, mandataire Sport Environnement Laquet de Montpellier (34), pour un montant de 1 804 657,52 € H.T.

Ce marché porte sur la réalisation de plantations, l'engazonnement et les installations de réseaux d'arrosage de la plateforme de la 3^{ème} ligne de tramway, de l'extension ouest de la 1^{ère} ligne et de la ligne 4 « la Circulade ». Il s'agit d'un marché négocié comprenant une tranche ferme et 3 tranches conditionnelles.

La tranche ferme comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation des aménagements paysagers y compris le réseau d'arrosage de Mosson à Etang de l'Or avec un délai d'exécution de 26 mois à compter de la notification du marché.

La tranche conditionnelle n°1 comprend les mêmes prestations pour la branche de Juvignac. Le délai d'exécution est de 26 mois à compter de l'affermissement de cette tranche.

La tranche conditionnelle n°2 comprend les mêmes prestations pour la branche de Lattes. Le délai d'exécution est de 26 mois à compter de l'affermissement de cette tranche.

La tranche conditionnelle n°3 comprend des travaux d'entretien des végétaux. Le délai d'exécution est de 24 mois à compter de l'affermissement de cette tranche.

L'article 15 du CCAG Travaux annexé à l'arrêté du 8 septembre 2009 précise que le titulaire du marché est tenu de mener à bien la réalisation de l'ouvrage faisant l'objet du marché quelque soit l'augmentation du montant des travaux par rapport au montant contractuel, dans la limite de 25% du montant prévisionnel du marché, éventuellement modifié par avenant, en cas de marché à prix unitaires. En application de ce texte, certaines prestations et quantités du marché ont été modifiées par décision de poursuivre portant le montant du marché à 2 084 251,94 € H.T. soit une incidence sur le coût global de + 279 594,42 € H.T.

Le groupement d'entreprises a fait part d'une réclamation au maître d'œuvre par courrier du 9 mai 2012 d'un montant de 439 492 € H.T. faisant état d'un préjudice lié à 7 items qu'il juge ne pas lui être imputables et dont il sollicite réparation.

Un item a été jugé irrecevable par TaM mais les autres ont été pris en compte. Il s'agit des items suivants :

- Travaux d'engazonnement

Des interventions supplémentaires pour des travaux d'engazonnement liées au fractionnement des travaux en raison de contraintes extérieures à l'entreprise ont été nécessaires. Le montant retenu pour ce poste est de 24 840 €.

- Réseau primaire – découpage des zones

Des interventions supplémentaires de pose de réseaux primaires liées au fractionnement des travaux pour des contraintes extérieures à l'entreprise ont été nécessaires. La demande du groupement concerne la rémunération de la perte de temps lié à l'opération repli/installation compte tenu de l'augmentation du nombre d'intervention. Le montant retenu pour ce poste est de 28 197 €.

- Réseau primaire – rendement

L'augmentation du nombre de zones de travaux a pour conséquence la réduction de leur linéaire propre. La demande du groupement concerne la rémunération de la perte de cadence liée à des zones trop petites pour atteindre les cadences définies dans le cadre du planning général. Le montant retenu pour ce poste est de 23 323 €.

- Réseau secondaire – découpage des zones

Le montant retenu pour ce point est de 5 511 €.

- Réseau secondaire – rendement

Le montant retenu pour ce poste est de 34 969 €.

- Réparations

La demande du groupement concerne la prise en compte des réparations sur son réseau d'arrosage suite à des détériorations provenant de tiers sur le site. 4 interventions sur les 5 annoncées par le groupement ont été retenues pour un montant de 9 484 €.

Les parties se sont donc rapprochées afin de trouver un accord amiable et ont convenu des dispositions transactionnelles suivantes :

- la société TaM, agissant pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, s'engage à payer au groupement d'entreprises Sport Environnement Laquet / Deal / Nature SAS une indemnité globale définitive et forfaitaire pour solde de tout compte d'un montant de 126 324 € exonéré de TVA (valeur actuelle), dans un délai maximum de 30 jours,

- en contrepartie, le groupement d'entreprises Sport Environnement Laquet / Deal / Nature SAS renonce à toute nouvelle réclamation ou action en relation avec le marché précité.

Le montant total de l'opération de la 3^{ème} ligne de tramway reste inchangé.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 4 juin 2013 a donné un avis favorable à ce protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole transactionnel au marché n° 3.542 des espaces verts et des plantations sur plateforme,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le protocole transactionnel d'indemnisation avec le groupement d'entreprises Sport Environnement Laquet / Deal / Nature SAS pour un montant de 126 324 € exonéré de TVA (valeur actuelle),
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de

la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole précité ainsi que tout document relatif à cette affaire.
Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°83 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ N°3.423 DES INFRASTRUCTURES DU SECTEUR C : JULES GUESDE / GARE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°8932 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°3.423 pour les travaux d'infrastructures du Secteur C de l'opération de 3^{ème} ligne de tramway de Montpellier compris entre les stations Jules Guesde et Gare avec le groupement d'entreprises EUROVIA Méditerranée / SOGEA SUD, mandataire EUROVIA Méditerranée de Baillargues (34), pour un montant de 21 066 322,44 € H.T.

Ce marché porte sur les travaux d'infrastructures du secteur C et comprend les travaux suivant :

- déviation des réseaux humides,
- réalisation de la plateforme tramway,
- voirie et revêtements,
- aménagements urbains.

Il s'agit d'un marché négocié d'une durée de 31 mois.

L'article 15 du CCAG Travaux annexé à l'arrêté du 8 septembre 2009 précise que le titulaire du marché est tenu de mener à bien la réalisation de l'ouvrage faisant l'objet du marché quelque soit l'augmentation du montant des travaux par rapport au montant contractuel, dans la limite de 25% du montant prévisionnel du marché, éventuellement modifié par avenant, en cas de marché à prix unitaires. En application de ce texte, certaines prestations et quantités du marché ont été modifiées, par décision de poursuivre portant le montant du marché à 24 027 945,23 € H.T. soit une incidence sur le coût global de + 2 961 622,79 € H.T.

Le groupement d'entreprises a fait part d'une réclamation d'un montant de 2 193 000 € H.T. par une remise officielle d'un dossier de réclamation au maître d'œuvre le 30 juillet 2012 qui a fait l'objet d'une première réunion le 16 novembre 2012.

Puis, par courrier en date du 13 décembre 2012, le titulaire a remis au maître d'œuvre un second dossier de réclamation d'un montant de 2 167 000 € H.T. faisant état d'un préjudice lié à 8 items qu'il juge ne pas lui être imputables et dont il sollicite réparation.

Un item a été jugé irrecevable par TaM mais les autres ont été pris en compte. Il s'agit des items suivants :

- Installations de chantier

L'augmentation de la masse des travaux a nécessité une augmentation des moyens généraux de chantier qui n'avait pas été prise en compte pendant la vie du chantier. De plus, la mise en place du PLD (Plan Local de Déplacements) a eu un impact significatif et plusieurs opérations ont été réalisées en dehors du périmètre de l'opération tramway ce qui a induit une gestion de chantier particulière. Le montant retenu pour l'ensemble de ces points est de 200 000 €.

- Zones figées

Certaines zones ont été gelées suite à de nombreux décalages de la part des concessionnaires mais aussi suite à des modifications de programme. La réalisation en différé de béton sur ces zones figées modifie le prix du béton désactivé. Le montant retenu correspondant à la surface réellement exécutée est de 70 000 €.

- Travaux supplémentaires en hyper centre

L'ajout de nombreux travaux supplémentaires en hyper centre modifie le calcul des prix pour certains postes. En effet, les coûts de revient des travaux en hyper centre sont plus élevés qu'en zone périurbaine. Le montant retenu pour ce poste est de 100 000 €.

- Rue de la République

La co-activité non prévue initialement avec les concessionnaires a engendré notamment des pertes de rendement, des barrières supplémentaires et la mise en place d'un homme trafic non prévu au marché. Le montant retenu pour ce point est de 37 000 €.

- Signalisation et balisage complémentaires

Les retards de libération de zones par les concessionnaires et les allongements de tâches suite aux changements de projet ont entraîné une signalisation et un balisage supplémentaires pour un montant de 60 000 €.

- Sous-traitant Technipierre

Le titulaire a transmis une réclamation de son sous-traitant Technipierre concernant la modification de la finition des pierres qui a entraîné une plus-value. Le montant retenu pour ce poste est de 30 000 €.

- Réserves sur OS n°5

Les prix unitaires concernant l'enfouissement du réseau France Telecom qui ont fait l'objet de modifications et qui ont été notifiés par l'OS n°5 ont été jugés trop bas par le titulaire. A la lecture du contrat, et compte tenu des conditions particulières d'exécution de ces prestations non prévues au marché, le Maître d'ouvrage estime que les réserves du Titulaire sont recevables et accepte le montant de 32 000 €.

Les parties qui se sont rapprochées afin de trouver un accord amiable ont donc convenu des dispositions transactionnelles suivantes :

- la société TaM, agissant pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, s'engage à payer au groupement d'entreprises EUROVIA Méditerranée / SOGEA SUD une indemnité globale définitive et forfaitaire pour solde de tout compte d'un montant de 529 000 €H.T. exonéré de TVA (valeur actuelle), dans un délai maximum de 30 jours,

- en contrepartie, le groupement d'entreprises EUROVIA Méditerranée / SOGEA SUD renonce à toute nouvelle réclamation ou action en relation avec le marché précité.

Le montant total de l'opération de la 3^{ème} ligne de tramway reste inchangé.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 4 juin 2013 a donné un avis favorable à ce protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole transactionnel au marché n° 3.423 des infrastructures du secteur C,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le protocole transactionnel d'indemnisation avec le groupement d'entreprises Eurovia Méditerranée / SOGEA SUD pour un montant de 529 000 € exonéré de TVA (valeur actuelle),

- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole précité ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°84 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – RAPPORT DU DÉLÉGATAIRE DE LA DSP TRANSPORTS URBAINS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le rapport annuel du Délégué du Service Public de transports urbains est produit tous les ans, avant le 1^{er} juin, dans le cadre des dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, par le Groupement momentané d'entreprises créé entre la Société TaM et TRANSDEV Montpellier.

En application des articles L.1411-13 et 14 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport est mis à disposition du public, au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans toutes les mairies des Communes membres.

L'article 10 de la loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 qui a complété l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales spécifie qu'il soit pris acte de ce rapport par l'assemblée délibérante.

Le rapport annuel 2012 comprend une présentation générale des conditions d'exécution du service, des résultats chiffrés, une analyse de la qualité du service au travers des indicateurs de qualité mis en place et des éléments descriptifs et comptables sur l'activité transport.

Conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics locaux lors de sa séance du 19 juin 2013.

L'année 2012 est la troisième année de la Délégation de Service Public des Transports Publics Urbains liant la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Groupement TaM-Transdev Montpellier, pour une durée de 8 ans du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2017.

Au cours de cette année, Montpellier Agglomération a poursuivi sa politique volontariste en faveur du développement des transports collectifs. Ainsi, 2012 est tout particulièrement marquée par le développement du réseau tramway avec les mises en service réussies des lignes 3 et 4 « La Circulade », le 6 avril 2012. Avec ces 4 lignes de tramway, c'est un véritable réseau qui couvre le territoire de l'agglomération.

Depuis la mise en service le 7 avril 2012 de ce nouveau réseau de transports de l'agglomération de Montpellier, c'est plus de 320 000 voyageurs en moyenne qui empruntent chaque jour les transports collectifs. Près de 80 % des voyageurs utilisent le tramway et ses 4 lignes sur 56 kms de voies. 12 parkings offrent aux automobilistes 4 600 places interconnectées au réseau de tramway. 32 lignes de bus renforcent le réseau sur tout le territoire de l'agglomération en rabattement sur les 4 lignes de tramway. Un nouveau système vélo libre avec 49 nouvelles stations Vélomagg', service unique en France, a été mis en place répondant aux attentes des habitants pour une mobilité plus souple.

Avec 68,1 millions de voyages en 2012, le réseau de transport de l'agglomération maintient un niveau de fréquentation très satisfaisant, qui a augmenté de +7,2% par rapport à l'année 2011.

L'ensemble du réseau tramway progresse de +19,% en passant de 43,4 millions de voyageurs en 2011 à 51,7 millions en 2012. Concernant les bus, la fréquentation s'établit à 16,4 millions de voyageurs en 2012. La nouvelle offre tramway des lignes 3 et 4, en 2012, a permis un report des usagers du bus vers le tramway.

L'évolution positive de la fréquentation est principalement due à un ensemble de mesures mises en place en 2012 permettant une amélioration sensible de la qualité du service offert aux usagers. Ces mesures concernent :

1- L'évolution de l'offre :

Globalement, l'offre kilométrique produite s'élève à 12,38 millions de kilomètres soit une augmentation de + 5,8% par rapport à 2011.

L'offre tramway augmente de + 43,1% par rapport à 2011 (soit + 1 466 977 km). Avec la mise en service des lignes 3 et 4, l'offre tramway atteint 4 872 789 km s'adaptant ainsi à la réalité du trafic et à la complexité du réseau à 4 lignes. Les autres mesures concernent notamment l'exploitation du réseau tramway pour mieux répondre aux besoins de déplacements.

L'offre bus produite s'établit à 7,5 millions de km. Une partie de l'offre de bus 2011 étant substituée par la nouvelle offre tramway L3 et L4 mise en place en avril 2012. Les principales mesures concernent :

- la modification de lignes situées sur le tracé ou dans le corridor d'attractivité du tramway (L15, L16 et L12/8) ;
- le prolongement de la ligne 10 vers les quartiers de Saint Clément-Arceaux-Saint Eloi ;
- le prolongement de l'antenne des Bouisses sur la ligne 7 ;
- la création de la ligne 19 Hôtel du Département - Pierre de Coubertin ;
- le prolongement dans le quartier Saint Martin de la ligne 12,
- l'impact des travaux Jeu de Paume sur les lignes 6 et 7 ;
- l'adaptation des services pendant les vacances de la Toussaint ainsi que l'allongement du service d'été du 3 juillet au 2 septembre au lieu du 7 juillet au 26 août ;
- différentes modifications concernant la navette Saint Eloi, la ligne 6, la ligne 7, la ligne 15, la Ronde à Port Marianne, la ligne 14 aux Aubes et la ligne 9.
- le rabattement des lignes 18 de Lattes et 25 de Juvignac, et le passage en transport à la demande de certaines lignes en heures creuses : lignes 20, 28, 35, 36, 22 et 39 ;
- les renforts sur la ligne 32 Villeneuve-lès-Maguelone-Fédérico Garcia Lorca, des courses complémentaires sur le Collège de Jacou avec la ligne 39 et sur la ligne 22 St Eloi-Jacou.

2- La politique tarifaire

Les tarifs ont été ajustés au 1^{er} février 2012 pour tenir compte, uniquement, de la hausse de TVA de 5,5 à 7% décidée par le Gouvernement. Pour maintenir le pouvoir d'achat des habitants de l'Agglomération de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé en 2012 de ne pas augmenter les tarifs des transports en commun.

Les recettes de trafic s'établissent à 43,2 millions € H.T. en hausse de +9,4%.

Les ventes de forfait sociaux progressent de 6,8% en 2012. On note une hausse significative des forfaits mensuels Demandeurs d'Emploi qui progressent de +11,7%. Les forfaits Carte d'Or et Handicapés gratuits progressent respectivement de +5,4% et +3,8%.

L'utilisation du titre Parking Tramway avec la carte Pass'Agglo est en hausse par rapport à 2011 avec près de 85 000 titres délivrés, soit une hausse de + 1,3%. La fréquentation du Parking CIRCE s'établit à 169 233 véhicules, soit + 6,1% par rapport à 2011.

3- Les équipements et investissements

Les investissements réalisés en 2012 se sont élevés à 2,410 M€ euros H.T., financés à hauteur de 70% par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les principaux investissements de l'année 2012 ont consisté en :

- la poursuite du programme de rénovation des bus de type Agora afin de prolonger leur durée de vie,
- la poursuite du programme de vidéo embarquée ainsi que du déploiement des Bornes d'Informations Voyageurs (BIV),
- la première phase d'automatisation des parkings tramway sur Circé,
- l'implantation du nouveau système Vélomag' de gestion de vélo en libre-service,
- la première phase de rénovation de l'agence commerciale.

La poursuite du programme de renouvellement du parc par des autobus fonctionnant au GNV et équipés de palettes rétractables accessibles aux personnes à mobilité réduite, engagé en 2006, a été reconduit en 2012 avec la livraison de 2 véhicules.

4- Les résultats économiques

La contribution financière de l'Agglomération de Montpellier a été pour 2012 d'un montant de 39,563 millions € H.T., soit une charge transport pour la collectivité de 52,972 millions € T.T.C. en y intégrant les compensations tarifaires sociales et scolaires ainsi que les taxes remboursées au réel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport annuel 2012 produit par le Délégué des transports urbains,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mesdames F. Prunier, R. Souche et Messieurs R. Subra, C. Morales, S. Fleurence, H. Martin, P. Bonnal ne prennent pas part au vote

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.